ÉCONOMIE
Ahmed Lahlimi : « Un Etat développeur est une exigence de l'époque »
MOHAMMED TALEB
Page 22

MAROC diplomatique
L'INFORMATION QUI DÉFIE LE TEMPS

RÉTROSPECTIVE
2016 : bilans et perspectives
SOUAD MEKKAOUI
Pages 24 à 29

15 DH - 1,5 € - MENSUEL - 36 pages www.maroc-diplomatique.net N° 16 - JANVIER 2017

XXVIII ÈME SOMMET DE L'UNION AFRICAINE À ADDIS ABEBA

Maroc, le come-back

Marrakech, 15 novembre 2016 : S.M. le Roi Mohammed VI entouré des chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique réunis pour le Sommet tenu en marge de la COP22 sur le climat.

Après que le Parlement, par le biais de ses deux chambres, eût ratifié à l'unanimité l'Acte constitutif de l'Union africaine (UA), le Maroc participera, comme annoncé, aux travaux du XXVIIIème Sommet organisé à Addis Abéba les 30 et 32 janvier prochains. Sa Majesté le Roi conduira la délégation du Maroc, fort du soutien populaire et de la quasi majorité des Etats et des gouvernements d'Afrique conviés à ce Sommet historique.

Le retour du Maroc au sein de l'UA, qui a succédé à l'ancienne OUA dont il avait été, déjà en 1961, l'un des architectes, exprime une légitimité que gouvernements algérien et sud-africain – à contre courant de l'Histoire - s'échinent à contester avec une mauvaise foi caractérisée. Le retour institutionnel du Maroc – car il n'a jamais été absent ni éloigné du continent – traduit en réalité une évidente redistribution des cartes. On la doit au Roi Mohammed VI dont la vision continentale pour nos peuples n'a d'égale que sa volonté politique unitaire, la solidarité réelle entre les peuples, le progrès économique, la protection de l'espace environnemental et le partenariat Sud-Sud qui revêt sa véritable dimension.

HASSAN ALAOUI

Lire en page 6

INTERNATIONAL

Les jeunes : une priorité absolue de l'Union pour la Méditerranée

Le Monde Arabe, en général, et la zone méditerranéenne, en particulier, sont et seront confrontés, dans les deux prochaines décennies, à des défis considérables. De la manière dont les États, individuellement et collectivement, répondront à ces défis, dépendront, en large mesure, leur stabilité interne et leur sécurité régionale.

PAR BICHARA KHADER

Lire en pages 10 et 11

DOSSIER DU MOIS

Le coaching, mode ou besoin des temps modernes ?

Connaître les autres est une richesse mais se connaître soi-même est richesse ultime surtout dans un monde tourmenté. Aristote n'avait-il pas bien dit : *« Se connaître est le début de toute sagesse »* ? Il est évident que quiconque porte en lui une source intarissable de potentiel, toutefois trouver un équilibre entre ce que l'on est et ce que l'on a devient de plus en plus difficile.

DOSSIER RÉALISÉ PAR SOUAD MEKKAOUI

Lire en pages 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20

DANS CE NUMÉRO

EDITORIAL **Mohammed VI, la nouvelle page africaine** Lire en page 3
COUP DE GUEULE Quand les autres disent « cornu », Benkirane dit « fourchu » Page 4
DIPLOMATIE Rencontre à l'Académie Diplomatique Internationale Pages 7, 8 et 9
PARCOURS El Ouafi Boulbars : séquences de vie d'un militaire marocain à la retraite Pages 12 et 13
ÉCONOMIE Projet de loi de finances 2017 Page 21
TRIBUNE LIBRE Il était une fois l'école publique ! Page 30
UN LIVRE, UN AUTEUR Villa Australia : reflet d'une société Page 34
LIVRES Page 35

ÉDITORIAL

Mohammed VI, la nouvelle page africaine

S'il fallait qualifier un Sommet de l'Union africaine d'exceptionnel ou d'extraordinaire, avec sa charge symbolique et hautement intense, on n'hésiterait nullement à dire que ce serait celui du 30 janvier prochain. L'Afrique, de Pretoria au Nil, en passant par Douala et Tanger, s'apprête, en effet, à vivre une étape significative de son histoire politique. Le terme est d'autant plus faible et fort à la fois qu'elle accomplira un acte historique et un de ses serments les plus engageants : la réadmission du Royaume du Maroc au sein de ses institutions et de ses instances, son intégration en qualité de membre à part entière et, au-delà des oripeaux, en qualité d'acteur et de partenaire qui a un poids considérable et une responsabilité lourde aussi dans l'essor du continent.

Si le retour du Royaume du Maroc au sein de l'organisation héritière de l'ancienne OUA focalise, depuis quelque temps maintenant, l'attention des dirigeants et des peuples d'Afrique et, à coup sûr, celle d'autres pays du monde, c'est parce qu'une invraisemblable scorie entachait – dirions- nous – l'appellation d'Afrique même, alors qu'un pays comme le Maroc, plus africain que certains autres en était exclu. L'aberration tenait également à ce paradoxal tropisme que, non membre de l'organisation panafricaine, depuis novembre 1984, le Maroc est pourtant demeuré un acteur actif au sein du continent. Il a réussi le pari d'être « dedans » sans pour autant participer à la vie de l'institution panafricaine. Jamais, en effet, il n'aura été si présent et impliqué que ces quinze dernières années, à la faveur, bien entendu, de l'avènement du Roi Mohammed VI au Trône et aussi de son activisme qui n'a d'égal que son amour pour l'Afrique et ses peuples.

Au cours des quinze dernières années, , on ne le dira jamais assez, le Roi Mohammed VI a voyagé dans le continent plus que n'importe quel autre dirigeant ne le pourrait prétendre. Plus qu'une vingtaine de visites d'abord en qualité de Prince Héritier et de Roi intronisé, il a sillonné les pays, suscitant bains de foule, serrant les mains des populations sœurs, présidant des cérémonies multiples de signature d'accords ou de rencontres porteuses, se mélangeant au peuple qu'il affectionne sans jamais se départir de cette caractéristique éthique devenue son blason: le respect fraternel et l'amitié qu'il voue aux populations. Du rapport du Roi Mohammed VI à l'Afrique, on dira qu'il relève d'une quasi mystique, tant et si bien que son engouement se traduit aussi par une volonté politique plus qu'affichée de contribuer à son développement et à son épanouissement.

Le Roi du Maroc est devenu le symbole de l'Afrique nouvelle, celle des défis et de la rénovation, qui réalise la synthèse vivante et générationnelle entre les pères fondateurs et les élites portées par le nouveau siècle. Le ressort de ce choix africain est celui d'une vision forgée depuis de longues années, articulé sur une conscience que l'avenir du monde – on en convient de plus en plus – se jouera sur le continent, à la fois berceau de l'humanité et terre des défis futurs. Il convient de souligner que l'engagement africain du Roi Mohammed VI n'est pas une clause de style, mais l'un des axes prioritaires de sa doctrine. Un commentateur algérien, tout à sa désolation, ne s'est pas fait faute de rappeler que le président Bouteflika – arrivé au pouvoir la même année que l'accession au Trône du Souverain – n'a jamais pris la peine de se rendre en visite en Afrique ! Comparaison n'est pas raison, dira-t-on, mais force nous est de relever cette réalité tangible qui est à l'Histoire ce que l'engagement – proclamé, tenu et rempli - est à la profession de foi.

Chez Mohammed VI, la parole est déjà l'acte accompli ! Depuis le premier Sommet Europe-Afrique, tenu au Caire en avril 2000, il a manifestement joint l'acte à la parole en décidant, d'emblée, de supprimer les dettes contractées par certains Etats africains auprès du Maroc. Il n'est pas qu'une dimension symbolique dans cette décision, annoncée au milieu d'un parterre diplomatique impressionnant représentant quelque 67 États, il s'agissait d'une proclamation solennelle qui avait valeur d'engagement et qui traçait, à coup sûr, le nouveau sillon de la diplomatie marocaine. Quelques mois après, commençant par le Sénégal, le Roi inaugura le cycle de voyages et de visites en Afrique qui n'auront de cesse, quasiment une ou deux fois par an depuis quinze ans, de jeter les jalons et de bâtir une politique africaine multilatérale.

A chaque étape de ses tournées, au milieu d'un enthousiasme renouvelé, au contact direct avec les foules compassées sous les cieux et les soleils du continent, le Roi du Maroc plante un nouveau jalon. Il fixe le cap dans la méthodologie de travail, demeurant toutefois fidèle à la devise sacrée : le Maroc est un pays frère et un partenaire. Il apporte son soutien au développement, manifeste une solidarité à toute épreuve, partage son know-how, offre ses expériences et instaure la véritable dimension de ce qu'il est convenu de qualifier de « partenariat exemplaire » ou de partenariat Sud-Sud. Les visites ne se comptent point, elles sont à la diplomatie marocaine ce que le socle laborieux est à un projet historique ambitieux. C'est peu dire que le projet Royal en Afrique relève, ni plus ni moins, d'une ambition humaine gigantesque, enracinée dans nos traditions et dans notre vocation.

Sous la présidence de S.M. le Roi Mohammed VI, des dizaines, voire plus d'accords de coopération ont été signés entre le Maroc et les pays africains visités. Ils recouvrent un large spectre, allant de l'économie jusqu'à la lutte contre le terrorisme et en faveur du climat, caractérisés par une volonté politique qui ne sacrifie ni à la rhétorique ni à un altruisme mercantile ; mais qui s'inscrit dans la vocation du Maroc devenue un devoir. Peut-être même une foi et une croyance. ■

Hassan Alaoui

MAROC diplomatique

SOCIÉTÉ :
Maroc diplomatique SARL
Tél : 05 22 20 69 19
05 22 20 98 69
47, Rue Othman Ben Affane, 4ème étage
20070 - Casablanca

Dépôt Légal : 2014/59

RÉDACTION :
Directeur de la publication :
Hassan Alaoui
E-Mail : hassan.alaoui@maroc-diplomatique.info

Directrice de la Rédaction :
Souad Mekkaoui
E-Mail : souad.mekkaoui@maroc-diplomatique.info

Assistante de la direction :
Fatiha Moujib
fatiha.moujib@maroc-diplomatique.info
Directeur Technique et artistique :
Abdeltif Chakir
E-Mail : abdeltif.chakir@maroc-diplomatique.info

Responsable des systèmes d'information et de la gestion du site
Naima Landa
E-Mail : landa.naima@gmail.com

Journalistes & Collaborateurs
Fatimazahraa Rabbaj
Hassan Riad,
Yassine Ben Ali,
Chaouki Oulkhir,
Mohamed Taleb

Photographe
El Ghali Bendriss

CONTACTS
E-Mail : contact@maroc-diplomatique.info
E-Mail : info@maroc-diplomatique.info

Impression
Groupe Maroc-Soir

Distribution
Sochepress

COUP DE GUEULE

Quand les autres disent « cornu », Benkirane dit « fourchu »

SOUAD MEKKAOUI

Cela fait déjà plus d'un mois que le Roi a fait savoir au chef du gouvernement désigné son agacement par le biais de ses deux conseillers Abdellatif Mennouni et Omar Kabbaj. Ces derniers lui ont fait part *« des attentes de Sa Majesté le Roi et de l'ensemble des Marocains au sujet de la formation du nouveau gouvernement »* en précisant qu'il était urgent de le former. Pourtant, et contrairement à toute attente, il défraie la chronique, encore une fois, avec son communiqué qui s'ajoutera aux annales et à ses sorties médiatiques. Avec sa fameuse phrase « il n'y a plus rien à dire » il a freiné le processus des tractations, lui qui est chargé de la constitution de l'Exécutif, faisant ainsi fi des instructions Royales. Quoiqu'on dise, il demeure le responsable N°1 du blocage attendu que les autres partis sont libres d'accepter ou de réfuter ses « propositions » qui voilent à peine ses caprices pour ne pas dire ses conditions qui répondent aux équations calculées. Si aujourd'hui, l'entrave persiste c'est parce que chacun les leaders des partis, à quelques exceptions près, n'ont probablement plus confiance en Benkirane. N'a-t-il toujours pas usé de pouvoir et pris des décisions unilatérales rappelant, à chaque fois, que le gouvernement c'est lui ? Preuve, s'il en faut une, est l'emploi majestueux du « JE » dans ses déclarations sans impliquer les autres membres du dernier gouvernement dans la prise de décision.

Les dirigeants des partis, qui aujourd'hui lui mènent la tâche dure, ne seraient-ils pas en train d'assurer leurs arrières ? En tout cas, si chacun des acteurs de cette pièce à la Molière, qui devient ennuyeuse, y cherche son compte, celui du peuple ne fait certainement pas partie des priorités des uns et des autres. L'économie s'en ressentira, à coup sûr, en plus des grands chantiers et projets qui sont en suspens.

PJD et Istiqlal, un mariage en suspens

Ce qui devait arriver arriva ! Lundi 16 janvier, les députés ont élu leur président qui n'est autre que Habib El Malki, d'ailleurs candidat unique au poste ! Le lendemain, la liste complète des nouveaux responsables de la première chambre est dévoilée et toutes les structures ont été désignées. En élisant alors ses instances, la Chambre des représentants apporte du nouveau sur la scène politique et nous fait passer à une autre étape du jeu. Cette « trouvaille » de la dernière minute signe une première dans l'Histoire du Maroc après plus d'une centaine de jours de blocage et d'attente d'un gouvernement dont les contours s'estompent à chaque fois, selon les caprices des uns et la versatilité des autres.

Le coup de boutoir est dès lors déclenché sur les réseaux sociaux en effervescence et les médias qui se déclarent leur guerre appuyant un des partis ou descendant un des noms qui défraient la chronique, en ce moment de forte turbulence.

Et comme chaque jour apporte son lot de surprises depuis quelque temps, dans son édition du mercredi 18 janvier, le quotidien de l'Istiqlal, *Al Alam* revient sur la scène spectaculaire du retrait du groupe istiqlalien lors de la séance plénière consacrée, lundi à l'élection du Président du Parlement. Le porte-voix du parti de la Balance apporte ses explications sur les vrais motifs du retrait des 46 parlementaires qui ont quitté l'hémicycle pour manifester leur désapprobation quant à la position du PJD lors de ladite élection.

Alors que le groupe de l'Istiqlal, qui était prêt à soutenir un éventuel candidat du PJD, se préparait à une coordination avec ses homologues du PJD, il apprend, non sans exaspération, par un communiqué rendu public, que désormais Abdelilah Benkirane avait la latitude pour agir au nom de son parti grâce à la dérogation qui lui a été accordée. Et ce n'est que deux heures avant la séance de l'élection que la direction du PJD contacte le groupe istiqlalien pour lui apprendre que le Secrétaire général a décidé de voter blanc.

Coup de semonce contre infidélité ?

Face à cette conduite désinvolte et discourtoise, l'Istiqlal a refusé de se plier aux directives du PJD au moment où il comptait sur le dialogue et la concertation. Il a donc a préféré quitter la salle n'approuvant pas le flou qui entoure la scène politique.

De ce fait, en votant blanc, le PJD a suscité la colère du parti de la Balance qui craint que ce ne soit une sorte de compromis politique afin que Abdelilah Benkirane sauve ou préserve ce qui lui reste à arracher surtout que les négociations avec les partis de l'opposition restent infructueuses. Coup de canif de la part de Benkirane ? On ne saurait trop le dire mais peut-être que c'est un coup de revers qui coûtera cher au chef de gouvernement désigné qui trouve du mal à garder ses « alliés ».

Par ailleurs, le plus cocasse est que le PJD ait voté blanc alors qu'il s'était abstenu de présenter un candidat sous sa couleur. Décision plutôt saugrenue qui ne veut dire qu'une chose : *« je ne vote pas pour vous mais je vous laisse toutes les chances pour gagner ».* Peut-on dire alors qu'en voulant ménager la chèvre et le chou, Benkirane se montre prêt à passer sous les Fourches caudines juste pour se ménager une porte de sortie ?

C'est dire qu'on assiste à un jeu de complaisance malsain où les dirigeants politiques se renvoient l'ascenseur sous les yeux de vrais militants impuissants et d'électeurs frustrés. La politique du troc bat son plein.

Mais coup de théâtre ! Le PI remue les cartes dans l'Edito de son porte-voix officiel dans son édition du 20 janvier et confirme qu'il fait toujours charrue avec le PJD et qu'ils se mettent à la stratégie « par ensemble » ! Si le PI ne lâche pas le morceau, il y a toujours des « mais » qui ponctuent l'article. Ceci dit, le peuple est mal engrangé entre ses partis politiques qui cherchent à le mettre en boîte.

A quand donc le gouvernement Benkirane III ?

Il est évident que l'agitation à laquelle on assiste, aujourd'hui, autour de la constitution du gouvernement n'est pas une simple échauffourée. Bizarrement, elle nous met face à un entrisme à peine voilé qui anime les volontés politiques en vue d'avoir la mainmise sur les institutions et les départements vitaux pour le pays et dont les ruines risquent d'être très désolantes.

En tout cas, et alors que l'on croyait qu'entre le chef du gouvernement désigné et celui qui allait être son « allié », le président du RNI, des compromis prenaient forme, des rebondissements de la dernière minute remettent les compteurs à zéro. Nous revoilà donc à la case départ en raison de coups de bec, pour ne pas dire de coups tordus. Si l'un fait un caprice électoral, l'autre use abusivement d'une feinte transparence et affiche ostentatoirement leurs différends de façon à se faire passer pour une victime.

Dans un contexte international qui est loin d'être facile, cette situation du retour au statu quo ne profite pas à notre Royaume dont on veut faire un Etat de droit et de démocratie, où Benkirane et Akhannouch campent sur leurs positions et tirent la couverture chacun de son côté. Piètre notion de l'intérêt suprême du pays quand la panne économique est négligée, quand l'avenir du pays est en suspens et que les enjeux sont ignorés par ceux qui comptent décider de son sort pour cinq ans à venir. Ceci dit, ce blocage à constituer un gouvernement à la hauteur des attentes du peuple et de la vision Royale semble comme une mission impossible. Il est vrai que ce n'est pas catastrophique dans d'autres pays où ces crises politiques sont habituelles à savoir l'Allemagne, l'Italie, la Belgique et dernièrement l'Espagne. Mais pour le Maroc, c'est une première dans la mesure où cette situation de crise porte préjudice au processus, à la crédibilité des institutions et des règles élémentaires du respect des électeurs.

In fine, respecter la Constitution s'impose mais d'autres contraintes s'invitent sur la scène et exigent une intervention suprême imminente afin de débloquer la situation.

Or, loin d'être pressé par les attentes du peuple ni même par celles du Roi, et au lieu de s'en soucier et de trouver un consensus pour déblocage et formation d'un gouvernement qui se fait désirer ardemment, le chef de gouvernement baigne dans sa torpeur et ses grabuges. Toujours emmitouflé dans les jupons du PJD, il a du mal à bien porter son titre de chef de gouvernement et par manque de tact, de finesse diplomatique et politique, il réussit toujours à éparpiller autour de lui ceux qui sont censés être ses alliés et les discrédite un à un tout en s'agrippant au fauteuil, sa chasse gardée, au prix de la défaite de la nation sur le plan social et économique. ■

XXVIIIÈME SOMMET DE L'UA À ADDIS ABÉBA

Maroc, le come-back

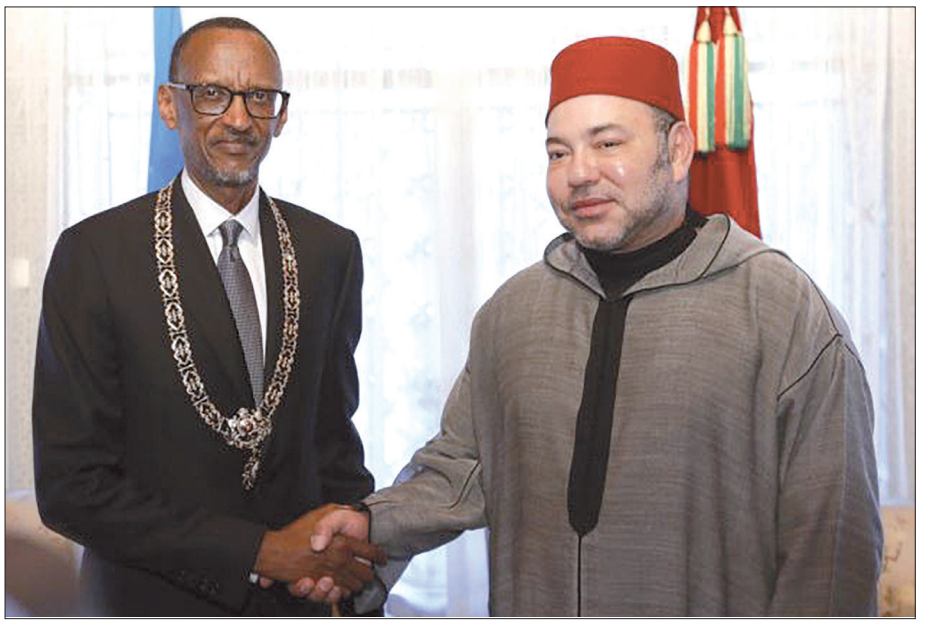
HASSAN ALAOUI

Les 30 et 31 janvier, se tiendra, à Addis Abéba, le 28ème Sommet de l'Union africaine dont l'ordre du jour sera, à coup sûr, dominé par l'entrée en scène du Royaume du Maroc. S'il avait quitté l'OUA, en novembre 1984, lors d'un Sommet plutôt houleux, organisé dans la même ville, le Maroc entre de plain-pied dans l'Union africaine, son héritière et créée en juillet 2000 au Sommet de Lomé. Trente quatre ans ont passé depuis que le Maroc a claqué la porte de l'OUA et dénoncé l'une des plus calamiteuses injustices, pour ne pas dire la malveillante escroquerie d'un certain Edem Kodjo, ci-devant secrétaire général de l'organisation panafricaine, consistant à y faire entrer la « rasd » et donc à jouer au proconsul du gouvernement algérien.

Le départ du Maroc de l'OUA avait sonné le glas d'une époque et, bien entendu, ouvert les portes à un désastreux aventurisme dans lequel semble avoir excellé une diplomatie algérienne, inspirée et véhicule du cynisme radical. L'histoire nous rattrape,, elle nous tire par la nuque : la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) remonte aux années cinquante du siècle dernier et le rôle du Maroc y fut d'autant plus déterminant qu'il en était l'un des tout premiers cofondateurs et les plus engagés à construire un groupement géopolitique capable, à l'époque, de former un bloc anticolonial homogène. L'esquisse de ce bloc dont l'uniformité sera peaufinée au fur et à mesure, avait été dessinée à Casablanca, dès l'année 1960,, sous l'égide du Roi Mohammed V, Kwamé N'Krumah, Ahmed Sékou Touré, Modibo Keita, Gamal Abdel Nasser et un représentant du Roi Idriss 1er (Senoussi) de Libye. Plus tard, dans la perspective d'édification et de renforcement de ce groupe, Farhat Abbès, président du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) s'y joindra.

Le même Farhat Abbès, en sa qualité de président de la future Algérie indépendante, avait été reçu, quelques mois avant, la libération de son pays par le Roi Hassan II à Rabat . Tous deux convenaient que les négociations sur les frontières et les territoires du sud-est marocain spoliés par la France – et remis plus tard arbitrairement à l'Algérie – devaient être reportées sine die, ou simplement après la libération de l'Algérie, le Maroc faisant de sa mauvaise fortune bon cœur. Les deux dirigeants avaient même signé un accord formel le 6 juillet 1961 où il est explicitement stipulé que *« les frontières sahariennes héritées de la colonisation par l'Algérie (au dépens du Maroc) ne seront pas opposables au Maroc ».*

Au motif que les combattants algériens, qui avaient fait d'Oujda leur base arrière militaire, devaient prioritairement recouvrer leur indépendance, aussi bien Mohammed V que Hassan II avaient donc décidé de différer les revendications sur nos territoires et nos frontières. Ces territoires sont Tindouf, Bechar,Touat, Saoura, Kenadssa entre autres. Tant et si bien qu'une fois libérée, l'Algérie s'employa non seulement à renier ses engagements, mais à combattre le Maroc. Il est vrai qu'entre temps celui qui aura été devant l'histoire, le tout premier président de l'Algérie indépendante, Ferhat Abbès, - signataire de l'accord avec le Maroc - avait été écarté du pouvoir par Ben Bella et ses complices dont l'une des premières graves décisions fut non seulement de dénoncer l'accord, mais de faire la guerre au Maroc en octobre 1963.



S.M. le Roi Mohammed VI et le Président rwandais Paul Kagamé.

On ne s'étonnera donc pas que, dans la foulée, lors de la création de l'OUA et de la ratification de la Charte par seulement 31 Etats – l'Afrique du sud n'en faisant pas partie - , le Royaume du Maroc ait imposé aux rédacteurs une clause significative sur « les frontières héritées de la décolonisation par les Etats devenus indépendants » ! Ministre des Affaires étrangères du Maroc à l'époque et représentant dépêché par le Roi Hassan II à Addis Abéba, Ahmed Balafrej imposa une « nette réserve » de « non reconnaissance voire de contestation » des frontières léguées par la France que le Maroc n'entérinera jamais. Pendant des années, la Charte de l'OUA a donc comporté, comme une mauvaise conscience, ce principe fondamental de contestation dans son texte que l'Algérie a combattu de toutes ses forces. De concert avec les gouvernements sud-africains successifs, l'Algérie s'est acharnée à verrouiller un éventuel retour du Maroc sur la scène africaine. En vain.

Lorsqu'est venu le temps de fondre dans les oubliettes l'ancienne OUA pour la remplacer à partir de 2000 par l'Union africaine, à Durban et à Lomé, une volonté de barrer la route au Maroc a été d'autant plus exprimée que c'est Thabo Mbeke , président de l'Afrique du sud et fossoyeur de l'héritage de Mandela, qui en devint le premier président mais aussi le porte drapeau de l'antimarocanisme. Son successeur, qui n'est autre que le satrape Jacob Zuma et son égérie de femme, Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'UA depuis 2012 et pressentie comme future présidente de l'Afrique du sud, en sont devenus le fer de lance. Ce qu'il faut rappeler à Thabo Mbeke, à Jacob Zuma et Dlamini Zuma, est le rôle joué tout au début des années soixante par les Rois du Maroc, feux Mohammed V et Hassan II dans le soutien à l'ANC (African National Congress), le parti politique que présida notamment Nelson Mandela. Il avait pignon sur rue, à Rabat, comme aussi les leaders des autres mouvements de libération comme le MPLA d'Angola, le Front de libération mozambicain. Il n'est pas jusqu'à Joaquim Chissano du Mozambique qui n'ait eu la qualité d'un « hôte permanent de feu Hassan II », logé et pris en charge longtemps à l'hôtel Balima de Rabat. La guerre froide a déplacé les lignes, certes, mais le Maroc a bel et bien été au cœur des mouvements de libération africains…

Responsables algériens et sud-africains se sont donc employés depuis dix-huit ans maintenant à renier au Maroc son droit de réintégrer l'Union africaine. Ils n'y croyaient pas si bien faire ! Car le Maroc va réintégrer l'Union africaine alors que la Commission est encore présidée par Damini Zuma, la piètre entraveuse. En juillet dernier, Paul Kagamé, président du Rwanda, s'est rendu en visite officielle au Maroc et s'est entretenu plusieurs fois avec le Roi Mohammed VI, notamment du retour du Maroc au sein de l'UA. Cette visite a constitué un acte fondateur dans ce sens, et depuis lors, appuyé sur une vision royale, il donnera au Royaume du Maroc les arguments et la légitimité nécessaires.

Le Roi Mohammed VI , tout à son audace et à sa maîtrise de la Realpolitik, a indiqué *«qu'après réflexion, il nous est apparu évident que quand un corps est malade, il est mieux soigné de l'intérieur que de l'extérieur».*

On ne s'étonnera donc pas que, dans la foulée, lors de la création de l'OUA et de la ratification de la Charte par seulement 31 Etats – l'Afrique su sud n'en faisant pas partie - , le Royaume du Maroc ait imposé aux rédacteurs une clause significative sur « les frontières héritées de la décolonisation par les Etats devenus indépendants » !

RENCONTRE À L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE :

«Dans un espace euro-méditerranéen-africain en mutation : quel partenariat France-Maroc ? »

La lutte contre le terrorisme, les questions de sécurité, l'immigration clandestine sont des défis communs qu'affrontent la France et le Maroc et qui figurent, désormais, dans l'agenda des politiques des deux pays. Le Maroc, considéré comme le maillon le plus solide de la rive sud de la Méditerranée a pour ambition de s'inscrire comme « un hub » entre l'Europe et l'Afrique en développant avec la France une coopération triangulaire. Il reste que la sécurité doit se conjuguer avec le développement durable, la croissance, l'éducation, l'emploi … Un Forum organisé, le 1er décembre dernier, a réuni à Paris une pléiade d'anciens ministres, d'ambassadeurs, de politologues, de journalistes et de professeurs. Nous avons choisi quatre interventions représentatives de la France, du Maroc et de l'Afrique, elles donnent le ton différent l'un de l'autre.

Allocution d'ouverture de Chakib Benmoussa, ambassadeur du Royaume du Maroc en France

Une analyse aussi sommaire soit-elle des grandes tendances actuelles du monde force à un constat inquiétant mais pourtant rationnel: nous traversons une période de transition et d'incertitudes qui portent en elle les risques de rupture avec les principaux paradigmes sur lesquelles s'est construit le monde contemporain. Les tendances protectionnistes, de repli sur soi, de la peur de l'autre, se manifestent avec plus d'ampleur et menacent la gestion pacifique de la différence et de la pluralité.

Aux Etats-Unis d'Amérique, les résultats des élections présidentielles laissent entrevoir des inflexions dans les positions et les alliances traditionnelles des USA dont on ne mesure pas encore l'ampleur .

En Europe, l'onde de choc générée par le Brexit a fragilisé les fondements que l'on croyait pourtant acquis de la construction européenne. Cette vague s'étend au-delà du vieux continent et concerne tout le voisinage, avec le risque que l'UE soit moins présente et volontariste sauf à réagir à des urgences sécuritaires, humanitaires ou migratoires.

Plus au Sud, l'Union du Maghreb arabe est dans un état de léthargie. Il en coûte 2 à 3 points de PIB à nos pays respectifs sans compter les nombreuses opportunités de coopérations manquées pour relever, avec efficience, les défis de la région.

Quant à l'Afrique Sahélienne et sub-saharienne, elle continue de traverser des situations de tensions dans plusieurs de ses sous régions et de ce qu'elles peuvent générer comme souffrance, drames humains, risques sécuritaires et jonction dangereuse, particulièrement au Sahel, entre criminalité transfrontalière et terrorisme.

Mais ce premier constat ne doit pas laisser place au pessimisme. Cette phase de transition si elle est régulée, peut être porteuse d'espoir et d'opportunités d'un nouvel ordre mondial et d'une globalisation réussie au bénéfice de tous.

L'Afrique recèle de multiples opportunités économiques, un potentiel démographique et une dynamique entrepreneuriale de plus en plus prononcés. Les Africains sont conscients de leur responsabilité pour construire un avenir meilleur et souhaitent relever ce défi dans le cadre d'une coopération sud-sud mais aussi une coopération nord-sud renouvelée respectueuse des réalités et potentiel de chaque pays, créatrice d'emploi et de valeurs locales.

Prenant toute la mesure de cette nouvelle dynamique africaine et résolu à l'accompagner, le Maroc, sous la conduite de Sa Majesté le Roi, a fait du continent une priorité de sa politique étrangère. Son retour à l'Union africaine n'est autre que le couronnement d'une politique globale alliant solidarité, sécurité et stabilité, sécurité alimentaire, développement et investissements sur le continent africain.

On peut se féliciter de ce que le Maroc et la France font ensemble sur le continent africain. Dans la continuité de la COP 21 et de l'accord de Paris sur le Climat, la présidence marocaine de la COP 22 a accordé une place centrale aux pays africains avec l'adoption d'un plan d'action visant à renforcer l'adaptation du continent aux changements climatiques. De même sur le volet économique, de nombreuses entreprises françaises, mais aussi européennes s'installent au Maroc comme point d'entrée sur le continent ce à quoi s'ajoutent de nombreux investissements croisés.

Cela est facilité par le fait que le Maroc dispose, auprès de l'UE, d'un statut avancé dans le cadre de la PEV, et qui avait été obtenu, en 2008, grâce notamment au concours de la présidence française. Il en a découlé une multitude de réformes allant dans le sens de la convergence réglementaire et de l'arrimage du Maroc aux institutions européennes.

L'Afrique recèle de multiples opportunités économiques un potentiel démographique et une dynamique entrepreneuriale de plus en plus prononcés.

Chakib Benmoussa.

Certes, l'UE peut envoyer, par moment, des signaux contradictoires aux pays du Sud, mais la PEV qui visait à créer un cercle de pays stables, prospères et pacifiques notamment dans le voisinage sud, n'a pas atteint ses objectifs en raison de la détérioration de la situation dans certains pays, des priorités des pays membre de l'UE inégalement engagés en faveur du Sud mais aussi, de l'inadaptation de certains instruments de cette politique.

L'UPM qui a le mérite d'exister et qui se démène pour initier et accompagner des projets favorisant l'intégration régionale souffre d'un manque flagrant de moyens au moment où l'on constate un regain d'intérêt des grandes puissances internationales pour la Méditerranée et pour l'Afrique.

D'où cette interrogation: L'axe Afrique-Europe ne constitue-t-il pas un contrepoids géostratégique face à d'autres ensembles régionaux? Les points de croissance, tant recherchés au niveau de l'Europe ne peuvent-ils pas provenir de cette Afrique en mouvement ? A l'inverse, le développement africain ne proviendrait-il pas d'une mobilisation plus forte et engagée de l'Europe avec comme trait d'union une méditerranée génératrice de croissance et de stabilité ?

Notre conviction est que cela est possible et nécessaire, voire urgent pour faire face efficacement aux nombreuses menaces et défis transnationaux :

- Le Défi de la stabilité politique, qui est associé à l'accélération des transitions qui accompagnent les changements de régimes intervenus après 2011 mais aussi, associé aux nécessaires réformes politiques favorisant l'inclusion de toutes les forces vives des pays concernés.
- Le Défi de la sécurité qui ne connaît pas de frontières et touche aussi bien les pays du Nord que ceux du sud de la Méditerranée et qui est lié aux réseaux de criminalité organisée et aux menaces terroristes, boostés par le retour annoncé des jihadistes des zones de combat d'Irak et de Syrie.
- Le Défi migratoire avec une recrudescence des flux migratoires vers l'Europe, en provenance de plusieurs pays d'Afrique et transitant par le Maghreb et les drames humanitaires qu'ils génèrent notamment en Méditerranée et qui montrent combien l'instabilité des pays du sud concerne le Nord et combien le destin de cette région est interconnecté.
- Le Défi du développement durable qui s'exprime par un besoin pressent de développement de ces espaces pour créer de l'emploi et en faire une zone de prospérité partagée, mais aussi pour augmenter la résilience des économies de la région par rapport à certains phénomènes liés, notamment, au dérèglement climatique et à son impact sur la sécurité alimentaire ou sur la sécurité énergétique.

A ce jour, les réponses demeurent insuffisantes et sont dominées par le court terme et des calculs nationaux tant l'Europe, le Maghreb et l'Afrique n'arrivent pas à dégager une stratégie globale crédible.

Comment tirer profit des bienfaits de la mondialisation au service de l'humain sans tomber dans des excès qui suscitent des rejets ? Quelle place pour les valeurs communes, de progrès et d'ouverture, de respect des souverainetés de chaque Etat et des spécificités historiques, culturelles de chacun? Comment traduire, sur le plan opérationnel, les concepts de co-responsabilité, de co-développement et de solidarité et répondre aux problématiques de sécurité et de développement durable inclusif ? Comment mobiliser au-delà des Etats, les autres acteurs du développement: territoires, opérateurs économiques, sociétés civiles (ONG, Universitaires, think tank…) ?

Compte tenu de la place qu'occupe la France en Europe et en Afrique, compte tenu des liens particuliers qu'a le Maroc avec l'Europe et de son action volontariste en Afrique et compte tenu du partenariat d'exception entre le Maroc et la France, que peuvent faire ensemble nos deux pays pour contribuer à relever ces défis transnationaux ?

Rencontre à l'Académie diplomatique internationale (suite 1)

Intervention de Rachida Dati : «Dans un espace euro-méditerranéen-africain en mutation, quel partenariat France-Maroc ?»

«Beaucoup de choses ont été dites depuis ce matin. Et pour clôturer cette journée, plus qu'un discours, c'est un témoignage que je souhaite apporter. Pas besoin de discours, mais rappeler les actions et les discours historiques de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Afin de résumer le thème de cette conférence, je citerai Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui, lors de la COP 22, a très justement résumé les enjeux qui se posent aujourd'hui pour l'espace euro-méditerranéen-africain : «L'ère coloniale est révolue ». Sa Majesté, lors de ce discours, a également rappelé que *« le cadre multilatéral est aujourd'hui l'échelon pertinent pour aborder les défis internationaux ».*

Aujourd'hui, vous avez été nombreux à souligner la force du tandem France-Maroc. Cette force s'appuie sur une amitié historique. Le partenariat franco-marocain, c'est une coopération continue de grande ampleur dans de nombreux domaines tels que l'agriculture, l'énergie, l'environnement, la lutte contre le terrorisme et la radicalisation. Nous devons justement nous appuyer plus encore sur cette relation franco-marocaine, stratégique pour l'Europe car le Maroc est le premier de ses interlocuteurs africains, pour développer le cadre multilatéral entre l'Europe et l'Afrique.

A l'heure où nous parlons, Sa Majesté poursuit sa nouvelle tournée africaine, dans l'esprit d'une coopération « gagnant-gagnant» qui est devenue la pierre de touche de la diplomatie marocaine en Afrique. Le Royaume du Maroc, grâce à l'engagement et à la détermination de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, se positionne comme un pilier, un Ambassadeur de l'Afrique vis-à-vis de l'Union européenne. Lors de son discours à l'ouverture du «Sommet Africain de l'Action», en marge de la COP 22, le 16 novembre 2016, Sa Majesté le Roi Mohammed VI nous a avertis :

Nous avons été très nombreux, en Europe, à saluer le discours historique de Sa Majesté, cet appel à un front commun pour contrecarrer, des deux côtés de la Méditerranée, le fanatisme.

Rachida Dati.

«Agir par nous-mêmes et pour nous-mêmes est un impératif. Associer nos partenaires stratégiques est désormais une nécessité».

J'ai d'ailleurs rappelé au Parlement européen dans une déclaration écrite, l'absolue nécessité de garder le Royaume du Maroc comme partenaire stratégique de l'Union européenne. Le Maroc s'est engagé avec l'Union sur un partenariat exemplaire en matière de sécurité, de lutte contre la radicalisation et de migration. A cet égard, le discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, lors du 63ème anniversaire de la Révolution du Roi et du peuple, le 20 août dernier, résume parfaitement la manière dont le Royaume s'attache à répondre aux besoins et aux préoccupations des Européens en rappelant avec courage la juste définition de l'Islam contre les terroristes qui le dévoient : *« les terroristes qui agissent au nom de l'Islam ne sont pas des musulmans et n'ont de lien avec l'Islam que les alibis dont ils se prévalent pour justifier leurs crimes et leurs insanités».*

Nous avons été très nombreux, en Europe, à saluer le discours historique de Sa Majesté, cet appel à un front commun pour contrecarrer des deux côtés de la Méditerranée le fanatisme. Car c'était la première fois qu'un Chef d'État d'un pays musulman s'exprimait ainsi. Le Maroc démantèle avec courage, tous les jours, des cellules jihadistes pour notre sécurité, il a permis la mise en échec d'attentats programmés en Europe. Sur la question de la prévention de la radicalisation également, l'Europe serait bien inspirée de regarder beaucoup plus du côté du Royaume du Maroc.

La formation éclairée et transparente d'imams à travers la Fondation Mohammed VI des Oulémas africains, ainsi que la création de l'Observatoire marocain sur l'extrémisme et la violence, doivent nous aider à trouver des outils pour lutter efficacement contre la radicalisation, mais aussi pour développer une pratique apaisée de l'islam.

À l'occasion de la cérémonie d'installation du Conseil supérieur de La Fondation Mohammed VI des Oulémas africains, Sa Majesté a évoqué ce devoir *« de faire connaître l'image réelle de la religion tolérante de l'Islam et de promouvoir ses valeurs que sont la modération, la tolérance et la volonté de coexistence, et que la Fondation soit au service de la sécurité, de la stabilité et du développement en Afrique.»* Tout cela a été pensé et anticipé, pendant que nous nous interrogeons encore en Europe sur la compatibilité de l'Islam avec la démocratie. Alors à bon entendeur.

Un de nos autres défis communs est la question migratoire et, là encore, le partenariat France-Maroc a vocation à s'amplifier. Car le Maroc est devenu un pays de rebond. Par ailleurs, l'approche du Maroc en matière d'intégration des migrants le démontre : le Royaume a fait un choix solidaire et responsable, en régularisant jusqu'à 27 000 sans-papiers africains depuis 2006, dans le cadre de sa stratégie nationale de migration.

La feuille de route de la politique migratoire marocaine pour les prochaines années sera, je le sais, indissociable de la nôtre, dans l'intérêt des Français et des Européens, ne l'oublions pas. Tout comme le Royaume du Maroc est l'Ambassadeur de l'Afrique en Europe, il est aussi notre introducteur en Afrique. Grâce à lui, l'Europe peut définitivement tourner la page de l'époque coloniale et construire une nouvelle relation avec l'Afrique sur des valeurs partagées. Car l'ère de ceux qui ont échoué en Europe et qui arrivent en Afrique pour la développer est révolue. Les Africains sont parfaitement capables d'atteindre par eux-mêmes les objectifs qu'ils se fixent.

Sur l'égalité Hommes-Femmes, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a souhaité lui conférer «une consécration constitutionnelle », tel qu'il l'a évoqué dans son discours au 61ème congrès des Femmes Chefs d'Entreprises du Monde en septembre 2013.

Sur la régionalisation avancée, thème partagé des deux côtés de la Méditerranée, inscrite aujourd'hui dans la réalité institutionnelle du Maroc, ainsi que l'a rappelé Sa Majesté le Roi dans son discours du 20 août 2016 : *« La régionalisation avancée, devenue une réalité tangible, constitue la pierre angulaire sur laquelle l'Administration doit s'appuyer pour rapprocher le citoyen des prestations et des services et du centre de décision.»*

En matière d'écologie : là encore, l'Europe doit s'inspirer du Maroc, leader mondial des énergies renouvelables grâce à ses stations hydrauliques, éoliennes et au projet « Noor-Ouarzazate », *« la plus grande station d'énergie solaire au monde »,* comme l'a justement rappelé Sa Majesté le Roi Mohammed VI lors de son traditionnel discours à l'occasion de la Fête du Trône, le 30 juillet dernier.

En conclusion, je voudrais résumer d'une phrase la pensée que j'ai voulu développer devant vous ce soir : *« Le Maroc est un arbre dont les racines plongent en Afrique et qui respire par ses feuilles en Europe».* Cette citation de feu Sa Majesté Hassan II n'a jamais été aussi juste. Elle peut d'ailleurs être prolongée par celle de Sa Majesté le Roi Mohammed VI : *« Nous voilà, toujours fidèle à ce devoir de solidarité avec l'Afrique, et fermement attaché à notre relation synergique avec l'Europe. Nous aspirons et veillons à ce que le continent africain suive l'exemple de l'Union européenne pour poser les jalons d'une union solide, au lieu de s'en tenir à des relations individualisées et déséquilibrées entre l'Europe et chaque État africain, lesquelles ne servent ni les intérêts de l'Europe, ni ceux des États africains.»*

Intervention de Lionel Zinsou ancien Premier ministre du Benin

Vous avez souligné M. l'ambassadeur, le caractère exceptionnel de la relation franco-marocaine notamment dans sa dimension humaine. Vous avez raison d'insister sur l'aspect économique mais aussi culturel, d'une densité particulière et sur les échanges humains. En tant qu'économiste, j'observe les contributions des MRE au PIB du Royaume, des flux qui témoignent de l'enracinement de cette population et de la force du lien. L'épargne marocaine créée en France est un élément important de la dynamique du financement de l'économie marocaine. Nous constatons qu'il y a deux économies en Afrique qui parviennent à s'autofinancer, qui n'ont pas besoin de ressources extérieures, c'est l'économie du Maroc et à l'autre bout, l'économie d'Afrique du Sud .Le modèle marocain est construit sur beaucoup d'indicateurs dont ceux des échanges humains très denses notamment de part et d'autre de la Méditerranée.

Lionel Zinsou.

Rencontre à l'Académie diplomatique internationale (suite 2)

Concernant le partenariat que vous avez évoqué, il s'est créé une expérience d'insertion du Royaume du Maroc dans les chaînes de valeur qui fait l'admiration de nombre de pays en Afrique. Les fondamentaux de l'économie marocaine changent ou sont en train de changer et le Maroc vit aujourd'hui une deuxième révolution industrielle qui peut servir à l'Afrique qui doit se réinventer. Le Maroc est, aujourd'hui, dans de nombreux domaines, automobiles, aéronautique… entré dans des chaînes de valeur très intégrées. Le Maroc s'est doté d'infrastructures routières, aéroportuaires et portuaires importantes. Il s'est doté d'industries qui utilisent les technologies d'avant-garde dans des domaines d'excellence ce qui lui permet de s'insérer dans les différentes phases de mondialisation. Les logiques d'intégration d'importation et d'exportation des usines automobiles par exemple répondent à de hauts niveaux d'exigence internationale. Par rapport à notre industrialisation africaine subsaharienne, nous sommes dans cette phase de consommation qui élargit le marché domestique et peut créer un élan d'industrialisation. Mais nous avons besoin de regarder ce que fait le Maroc, de comprendre comment il est entré dans les chaînes de valeur internationale pour des produit ssà forte valeur ajoutée, comment il a développé et modernisé les secteurs de télécommunication, du commerce. Le Maroc qui a compris l'importance du capital, du talent des hommes et de la ressource humaine, forme dans tous les domaines, des milliers de jeunes africains qui pourront accompagner ce mouvement. Cet effort de formation qui met en avant le substrat humain permettra aux pays subsahariens concernés de gagner du temps.

Le Maroc qui a compris l'importance du capital, du talent des hommes et de la ressource humaine, forme dans tous les domaines, des milliers de jeunes africains qui pourront accompagner ce mouvement.

Je voudrais en tant que subsaharien dire quelque chose qui me paraît important : en terme de partenariat les entreprises françaises jouent le jeu. Elles ne sont pas les seules à travailler au Maroc, il y a les espagnoles, les britanniques, les japonaises… mais il faut rappeler que l'on en dénombre plus de 4000 qui représentent le premier employeur dans le Royaume. Il est donc important que la France soit en confiance se sachant en concurrence. Je voudrais dire par là que c'est important que Bombardier ait des activités aux côtés de Safran. Dans ce sens des fondations, des associations ont un rôle crucial à jouer pour plaidoyer différentes formes de partenariats au niveau central mais aussi au niveau des collectivités locales, des régions des villes qui disposent, au Maroc, de moyens autonomes et qui peuvent coopérer avec leurs vis-à-vis français, mais aussi subsahariennes

Je crois beaucoup à la force des relations directes entre les entreprises, entre les collectivités locales, entre les régions pour renforcer les partenariats et ce , sans passer par le niveau central. Il reste que dans le cas du Maroc, je crois fondamental de dire que l'Afrique subsaharienne regarde le Royaume et le Roi comme faisant quelque chose d'inédit et d'important. Le Souverain, qui a une vraie vision, est en mission de manière continue partout en Afrique, en Afrique de l'Est, en Afrique centrale même dans les sphères qui ne sont pas d'influence du Maroc, privilégiant toutes les formes de liens historiques, économiques, humains.

De Kigali, à Antananarivo en passant par Dodoma (ancienne Dar Es-Salaam capitale de Tanzanie) il prend le temps, au cours de ses déplacements, de prendre la température et d'investir dans les relations humaines. Accompagné d'une noria de chefs d'entreprises, chacune de ses visites permet de mieux cerner les besoins et les attentes des pays visités et de signer des accords dans différents domaines. Cette méthode permet de renforcer et diffuser des relations fortes avec l'Afrique qui utilise le cas échéant des entreprises françaises. Xavier Belin, qui était présent aujourd'hui à nos débats, peut témoigner du développement de ses entreprises en Afrique à partir du Maroc qui disposent de grandes entreprises comme l'OCP et de grandes banques et compagnie aérienne performante. C'est dire qu'une coopération triangulaire entre la France, le Maroc et l'Afrique a de l'avenir. Le Souverain a décidé que le Maroc pouvait être un extraordinaire passeur entre les peuples, entre les civilisations.

Nous regardons aussi ce pays comme un créateur de normes car il a atteint ce niveau d'être exportateur de valeurs et de normes. Ce qui force l'admiration, c'est cette capacité de maîtriser l'intangible, cette capacité d'ouverture aux particuliers. C'est une chose d'avoir des secteurs clés comme l'artisanat, c'est autre chose que de former des imams ouverts au monde, c'est autre chose d'avoir tout un système réglementaire normatif et législatif qui vient en aide à nos environnements économiques . C'est ce regard que nous portons sur ce pays et nous sommes ravis que cela se passe ainsi.

Hervé Gaymard, ancien ministre, député de Savoie

Je voudrais féliciter les organisateurs de ce colloque et me féliciter de l'excellence des relations entre le Maroc et la France, après une courte période compliquée que chacun regrette. Nos relations sont importantes du point de vue économique et culturel mais je ne développerai pas ce propos. Ces relations sont importantes sur deux sujets majeurs, la lutte contre le terrorisme et l'islam du juste milieu tel que l'a théorisé le Roi Mohammed VI, dans son discours du 20 Août 2016, un discours fondateur à bien des égards.

Nous partageons les objectifs de la lutte contre le terrorisme et nous savons que la coopération entre les services marocains et les services français est centrale pour déjouer les attentats au Maroc, en France et ailleurs. Sur cette question, beaucoup de choses sont dites publiquement mais ce qui n'est pas dit et ce qui se fait est en réalité plus important. Ce que je peux assurer c'est qu'il ne pourra pas y avoir de lutte efficace contre le terrorisme en Europe, s'il n'y a pas un axe franco-marocain au niveau des services de renseignement, un axe durablement efficace. De ce point de vue nous ne pouvons que nous réjouir de notre collaboration efficace après les difficultés que nous avons connues.

Nous partageons les objectifs de la lutte contre le terrorisme et nous savons que la coopération entre les services marocains et les services français est centrale pour déjouer les attentats au Maroc

La deuxième question tout aussi importante, c'est évidemment la question de la relation à l'islam. Le Maroc a choisi la bonne voie dans sa politique d'influence religieuse notamment à travers les confréries. En France, nous devons dépasser un déni de réalité et de réflexion par rapport à la relation à l'islam qui date depuis longtemps. Nous devrions regarder les choses en face et nous souvenir de l'histoire.

Quand on regarde par exemple l'histoire de l'Empire, on sait que dans les protectorats, les musulmans conservaient leurs statuts personnels et ne relevaient pas du code civil comme les métropolitains. Cette histoire coloniale avec notamment toutes les séquelles de la guerre d'Algérie, a créé un déni de mémoire. Il faut nous souvenir de toute cette histoire et contribuer à un Islam de France à travers la fondation qui a été créée.

De ce point de vue-là, ce que fait le Maroc est extrêmement utile et constructif dans sa ligne générale et en terme de formation des imams en Afrique subsaharienne, dans ce qu'appelait Vincent Monteil, l'Islam noir. L'exemple marocain doit inspirer les musulmans de France pour construire une voie nouvelle. Pour ne pas avoir à déradicaliser, il faut éviter la radicalisation. Et c'est en favorisant ensemble un islam de France qu'on arrivera à gagner ce combat. Ce que fait le Maroc est inspirant et doit davantage nous inspirer .

Nous devons lancer un débat et aller ensemble avec le Sénat et l'assemblée nationale dans le sens de l'apaisement des esprits et du rassemblement. Le message de la voie soufie de l'Islam devrait nous y inviter.■

Hervé Gaymard.

Les jeunes : une priorité absolue de l'Union pour la Méditerranée

PAR BICHARA KHADER

Le Monde Arabe, en général, et la zone méditerranéenne, en particulier, sont et seront confrontés, dans les deux prochaines décennies, à des défis considérables. De la manière dont les États, individuellement et collectivement, répondront à ces défis, dépendront, en large mesure, leur stabilité interne et leur sécurité régionale.

Mais que sont ces défis? Ils sont multiples mais j'en épinglerai les plus déterminants : la gouvernance politique, économique et administrative, la dépendance alimentaire, la rareté des ressources hydriques, le réchauffement climatique, l'intégration régionale et surtout la question de la jeunesse.

Défi majeur : transformer les économies de rente en économies productives

Nul doute que la plupart des problèmes qui affligent la région arabe et méditerranéenne est liée à la mauvaise gouvernance politique et économique et la chape autoritaire qui étouffe les sociétés arabes. Partout, l'Etat libéral ou socialiste a tourné le dos aux jeunes. Le secteur public, déjà pléthorique, ne recrute plus et le secteur privé n'a pas pris le relais. Le capitalisme de copinage a faussé les règles du jeu gangrénant l'économie par une corruption endémique. L'économie de rente a handicapé la compétitivité, la privatisation imposée par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, a transformé, souvent, les économies du plan en économies du clan. L'intégration régionale reste bloquée avec des échanges régionaux les plus faibles du monde dépassant, à peine, 4% au Maghreb et 12% pour l'ensemble des pays arabes. En outre, et les économies méditerranéennes du Sud et de l'Est demeurent arrimées au seul marché européen alors que la soupape de l'immigration régulière a été fermée.

Quand un pays éduque ses jeunes, il accroît du même coup, leurs attentes. Si le système économique en place ne peut répondre à ces attentes, la frustration devient énorme, presque explosive.

Toutes ces questions ont fait l'objet d'un nombre incalculable d'ouvrages et de rapports. Il suffit de mentionner les différents rapports de la Banque Mondiale notamment les trois derniers: *«From Privilege to Competition : Unlocking the Private-led Growth in the Middle East and North Africa* (2009)», *«Jobs for shared prosperity»* (2013) et *«Jobs or privileges : unleashing the employment potential of the Middle East and North Africa»* (2015). La transformation des économies méditerranéennes et arabes, d'économies de rente en économies productives, diversifiées, compétitives et créatrices d'emplois de qualité, voilà le premier défi majeur de tous les pays de la région.

«Gouverner c'est pleuvoir»

Le deuxième défi est lié à la dépendance alimentaire. Depuis les années 70, la région arabe et méditerranéenne ne parvient plus à se nourrir. Déjà dans les années 80, une calorie sur deux était importée. Depuis 1985, la population arabe a plus que doublé atteignant, aujourd'hui, 380 millions. Les importations alimentaires ont augmenté dans les mêmes proportions passant de 30 milliards de dollars à plus de 60 milliards. Cette évolution est inquiétante car elle est révélatrice des échecs des politiques de développement, surtout le développement rural et agricole.

En 2025, la population totale des pays arabes atteindra 470 millions d'habitants, soit plus que les 27 pays membres de l'Union européenne (sans la Grande Bretagne). Pourvoir aux besoins alimentaires des populations sera d'autant plus difficile que les effets du réchauffement climatique se font déjà sentir, avec un processus irréversible de désertification et une raréfaction des ressources hydriques. Déjà 18 pays arabes sur 22 se trouvent en situation de stress hydrique et certains comme la Jordanie et les territoires palestiniens, notamment Gaza, sont en situation de pénurie avec moins de 100 m³ par habitant par an. Est-ce étonnant dès lors que pour beaucoup de pays arabes, y compris le Maroc « Gouverner c'est pleuvoir » ?

Jeunes dans les pays arabes et méditerranéens : fardeau démographique ?

Mais c'est la jeunesse qui constitue à mes yeux le défi le plus menaçant et le plus difficile à relever. C'est donc sur ce défi que je voudrais braquer le projecteur en mettant en exergue le rôle que joue et que pourra jouer l'Union pour la Méditerranée dans la prochaine décennie.

Les données statistiques sont effrayantes

Les pays arabes ont connu, depuis les années 1950, une croissance démographique échevelée, passant de 75 millions à 380 millions en 2015 et probablement, 470 millions à l'horizon de 2025. Si les moins de 25 ans, représentaient 60 % de la population en 1950, aujourd'hui, la tranche d'âge 0-25 ans représente près de 48 % de la population totale (40 % en Tunisie mais 59 % en Libye). En 2025, le pourcentage baissera, légèrement, mais sera de loin supérieur à la moyenne européenne de 28 %. Partout dans les pays arabes et méditerranéens, la moyenne d'âge ne dépassera guère 30 ans d'ici 2025, alors qu'elle représente, déjà aujourd'hui, 38 ans dans l'UE et plus de 40 ans en 2025.

Face à une Europe « vieillie et ridée », un monde arabe jeune, estiment certains démographes, est « une fenêtre d'opportunité », « un cadeau démographique». Cela pourrait être exact dans une économie dynamique et diversifiée. Or dans le cas des pays arabes et méditerranéens, il serait plus judicieux de parler de fardeau démographique et non de cadeau. Certes les jeunes arabes et méditerranéens sont aujourd'hui plus éduqués que leurs parents ou grands-parents. Mais quand un pays éduque ses jeunes, il accroît du même coup, leurs attentes. Si le système économique en place ne peut répondre à ces attentes, la frustration devient énorme, presque explosive. C'est la lecture que je fais de l'immolation de Mohammad Bouaazizi de Tunisie, le 17 décembre 2010, qui a déclenché un véritable «tsunami politique» dans la région. Il ne s'est pas immolé pour défendre l'Islam ou les causes «sacrées» des Arabes, mais par dépit et frustration. S'il est devenu un emblème, une icône en Tunisie et dans tous les pays arabes, c'est parce qu'il y a, partout, la même frustration chez les jeunes arabes de l'Océan au Golfe. Bouaazizi a été l'interprète et le traducteur de toutes les frustrations des jeunes arabes aujourd'hui happés par un chômage endémique qui dépasse les 35 à 45 % de la population active jeune.

Bichara KHADER est professeur émérite de l'Université de Louvain et fondateur du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Monde Arabe Contemporain. Il a été membre du Groupe des Hauts Experts sur la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (Commission Européenne) et Membre du Groupe des Sages pour le Dialogue Culturel en Méditerranée (Présidence Européenne). Il est professeur associé à HEM. Il a publié et édité 30 ouvrages dont les derniers sont: Le Monde Arabe expliqué à l'Europe (français et espagnol), L'Europe pour la Méditerranée (français, espagnol et arabe), L'Europe et le Monde arabe 1957-2015 (espagnol, arabe et anglais)

Les jeunes : une priorité absolue de l'Union pour la Méditerranée (Suite)

Clairement, si les Etats arabes et méditerranéens empêchent les jeunes de rêver, ceux-ci les empêcheront de dormir.

Si les tendances lourdes devaient se poursuivre d'ici 2025, la situation serait proprement explosive. En effet, le nombre des jeunes arabes de 15 à 26 ans dépassera les 90 millions. En termes concrets, les pays arabes devront créer 11 millions d'emplois par an (ou 8 millions si on décompte les sortants du marché du travail), pour absorber les nouveaux entrants. C'est un défi colossal nécessitant une croissance économique annuelle moyenne de 8 à 9 %, objectif, reconnaissons-le, hors de portée aussi bien au Maghreb qu'au Machreq.

Zone méditerranéenne face aux défis herculéens

En nous limitant à la zone méditerranéenne, le défi de la jeunesse est encore plus aigu. En effet, en Egypte comme au Maghreb central, gros bassins démographiques de la Méditerranée du Sud, près de 50 % des jeunes de 20 à 25 ans sont sans revenu, 70 % sont sans qualification professionnelle, 48 % ont un niveau scolaire très bas, 15 % des garçons et 45% des filles sont illettrés.

Ces pourcentages donnent le frisson et sont révélateurs de l'ampleur des défis futurs. Certes, le problème des jeunes arabes est loin d'être singulier. C'est désormais un problème général des pays en développement et, de plus en plus, des pays développés. Le chômage des jeunes diplômés en Grèce, en Espagne, en Italie et au Portugal atteint des records inégalés dans l'histoire économique de ces pays. Toutefois dire que le problème lancinant du chômage est plus général qu'on le pense, c'est une maigre consolation. Car, eu égard à la faiblesse de l'intégration régionale, à l'insuffisante diversification économique, aux lenteurs de la montée dans la gamme des produits, à l'instabilité quasi générale, voire au chaos destructeur, les pays arabes et méditerranéens sont particulièrement exposés aux bouillonnements sociaux qu'aucune répression ne pourrait étouffer. Clairement, si les Etats arabes et méditerranéens empêchent les jeunes de rêver, ceux-ci les empêcheront de dormir.

Parmi les gros chantiers de l'UpM, l'employabilité des jeunes est sans doute le plus urgent.

Lancer des stratégies ciblant les jeunes est une urgence

C'est dire combien il est urgent de forger des politiques nationales et internationales susceptibles d'apporter des réponses à l'effervescence des jeunes pour éviter la révolte, la rupture ou la révolution. N'est-il pas inquiétant que la Tunisie qui a été la première à ébranler le système autoritaire, soit, aujourd'hui, le pays d'où part le plus grand nombre de jeunes pour rejoindre les rangs de DAECH en Irak et en Syrie, avec plus de 6000 «jihadistes»? N'est-ce pas là un signe de l'ampleur du désenchantement des jeunes tunisiens face aux lenteurs de la relance économique et à la création d'emplois ?

Il est donc urgent de désamorcer les «désillusions» des jeunes et répondre au fléau de l'inactivité, à la fois, des jeunes diplômés que des jeunes qui ne sont ni scolarisés ni en emploi ni en formation. C'est ce qu'ont compris les pays arabes, peut-être trop tardivement, en lançant des stratégies ciblant la jeunesse.

Le Maroc a été, à cet égard, le plus entreprenant. Dès 2009, une stratégie nationale pour la jeunesse est mise en chantier culminant en 2012, avec un dialogue national impliquant la société civile. En 2014, la Stratégie Nationale Intégrée de la Jeunesse (SNIJ) 2015-2030, est adoptée. Elle cible, tout particulièrement, les jeunes de 15 à 29 ans, catégorie représentant près de 25 à 27 % de la population marocaine soit 8.5 millions. La Stratégie concrétisait une des dispositions de la Constitution Marocaine dont l'article 33 stipule la nécessité de participation de la jeunesse au développement social, économique, culturel et politique du pays tout en l'aidant à intégrer le marché du travail et la vie associative. Articulée sur quelques axes, la Stratégie entend promouvoir l'employabilité des jeunes, encourager l'insertion et la participation à la vie sociale et politique, accroître l'accès des jeunes aux services de base, réduire les inégalités régionales et répondre aux aspirations des jeunes ruraux.

La jeunesse: cible prioritaire de l'Union pour la Méditerranée (UpM)

L'Union pour la Méditerranée a eu trois Secrétaires Généraux. Le premier, le Jordanien Massa'deh a assisté à sa naissance. Le deuxième, le Marocain Youssef Amrani l'a mise sur les rails mais c'est avec le troisième Secrétaire Général, le Marocain Fathallah Sijilmassi que l'UpM a pris sa vitesse de croisière avec un mandat clair : œuvrer au développement général de la zone méditerranéenne par le lancement de projets structurants, fédérateurs et intégrateurs. Car n'oublions pas que l'UpM est une Union de projets et pas un projet d'Union.

Parmi les gros chantiers de l'UpM, l'employabilité des jeunes est sans doute le plus urgent. Tous les projets lancés par l'UpM ou soutenus par elle répondent à une préoccupation majeure: l'insertion économique et politique des jeunes. Le Secrétaire Général actuel en a fait son cheval de bataille. Il faut reconnaître qu'il a pris ses fonctions en pleine tourmente provoquée par les «Printemps arabes» et a pu constater le risque que comporte, pour les Etats, l'abandon de leurs jeunes.

Dès son entrée en fonction, un rapport sur l'employabilité des jeunes est commanditée et des ateliers régionaux sont organisés, le dernier en date est celui de Barcelone du 22 au 24 janvier 2017. Aucune question liée à la jeunesse méditerranéenne n'est laissée en friche : création de réseaux de services à l'emploi, la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, la formation professionnelle, entrepreneuriale et managériale, les technologies de l'information et de la communication, la promotion de l'entrepreneuriat féminin, l'économie numérique, le micro financement, la connexion des jeunes diplômés avec le monde de l'entreprise. Tout cela a débouché sur l'initiative MED4jobs dont l'objectif est de faire de la Méditerranée un bassin d'emploi avec le soutien d'organismes privés et publics ainsi que l'expertise du monde des entreprises.

Pour mener à bien ses objectifs, l'UpM s'est aussi engagée dans des partenariats avec les entreprises, les universités et les organisations internationales, telles que l'UNESCO et le Conseil de l'Europe. On ne compte plus les programmes soutenus ou labellisés par l'UpM (à ce jour, 41 projets labellisés). J'épinglerai, pour le besoin de la démonstration, le programme HOMERs (High Opportunity for Mediterranean Executive Recruitment - Haute Opportunité pour le Recrutement des Cadres d'Excellence en Méditerranée) qui est un outil de développement des ressources humaines permettant à des «stagiaires» d'acquérir des compétences et un savoir-faire professionnels, nécessaires pour le travail en entreprise.

Un autre programme, appelé Méditerranée Nouvelle Chance est également soutenu par l'UpM. Coordonné par l'Office de Coopération Economique pour la Méditerranée et l'Orient, ce programme se veut une solution adaptée au besoin des jeunes et des entreprises visant à doter les jeunes diplômés au chômage d'un socle de compétences de base.

Sur un autre plan, un mémorandum d'accord a été signé par le Secrétaire Général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, et la Directrice Générale de l'UNESCO, Madame Irina Bokova portant sur des projets communs comme l'inclusion des jeunes, l'accès à l'éducation, l'acquisition de compétences , le dialogue culturel, l'égalité des sexes et la protection de la biodiversité.

Ce ne sont là que quelques exemples de l'engagement de l'UpM envers la jeunesse. Rien d'étonnant dès lors que l'Assemblée Générale des Nations -Unies ait octroyé à l'UpM un statut d'observateur et que l'UE, au départ quelque peu rétive à lui apporter son soutien, la considère, aujourd'hui, comme un acteur jouant un « rôle essentiel » en tant que forum unique de coopération. Ce point de vue est désormais partagé par la Ligue des Etats Arabes, l'Union du Maghreb Arabe, et les grandes Institutions régionales.

Au vu de son bilan, l'UpM a toutes les raisons d'être satisfaite du travail accompli. Cependant, toutes les initiatives de l'UpM, en matière d'emploi, resteraient stériles si elles ne sont pas accompagnées, au niveau des Etats partenaires, par une politique d'ouverture à la jeunesse, quitte à ébranler le système patriarcal, les rapports clientélistes, les privilèges de la notoriété, et les administrations tatillonnes. ■

El Ouafi Boulbars : séquences de vie d'un militaire marocain à la retraite

El Ouafi Boulbars né en 1955, est un colonel parachutiste des FAR. Il a participé, en 1978, à la première mission dans la guerre du Sahara. En 1990, il a pris part à la campagne militaire de la première guerre d'Irak et en 2005, il est désigné porte-parole de la force militaire de la Mission de stabilisation des Nations unies à Haïti.

En 2013, El Ouafi Boulbars, compte une citation à l'Ordre de la Nation, deux étoiles de guerre pour faits d'armes, une décoration pour bonne conduite discernée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI et une médaille de la Paix décernée par l'ONU. Actuellement, il s'est retiré des rangs pour raison de santé. Cet homme de grande expérience militaire s'est adonné à la réflexion et à l'écriture avec l'ambition de publier un essai sur le «Printemps arabe» dont le thème central se focalise sur la négligence des responsables envers de multiples mises en garde, adressées par les organisations des droits de l'Homme nationales et internationales.

«La situation est pire maintenant qu'avant et ce en raison de la traînée de poudre qui a touché la quasi-totalité des pays arabes». Dans une interview qu'il a accordée à *La Tribuna* du Pays Basque, El Ouafi Boulbars livre ses impressions sur les causes du conflit au Sahara qui divise toujours la communauté internationale. Il aborde les relations entre l'Espagne et le Maroc et le rôle que joue la Monarchie dans la stabilité du Maghreb pour enfin donner son avis sur ce qui reste du «Printemps arabe».

El Ouafi Boulbars n'est pas seulement un militaire. C'est est un homme cultivé, instruit, de formation militaire moderne et cosmopolite. Disposant d'une connaissance poussée sur la politique intérieure de son pays, ainsi que sur les relations internationales qui s'y rattachent, il a participé, durant 14 ans, à la guerre contre le polisario. Comme décrit par Boulbars, le conflit du Sahara n'est pas une guerre au sens classique du terme. Ce conflit a jailli à partir de 1975 pour atteindre son apogée, seize ans plus tard (Septembre 1991). Mais l'instabilité a duré 40 ans, sans avoir cessé jusqu'à nos jours, avec des milliers de morts de part et d'autre (les chiffres officiels non disponibles).

L'histoire commence avec une décision audacieuse et astucieuse. Alors que Franco était mourant, Feu Hassan II, organisa la « Marche Verte » le 6 Novembre 1975, où quelque 350.000 volontaires marocains non armés étaient concentrés dans la ville marocaine de Tarfaya, près de la ligne de séparation, pour ensuite entrer au Sahara. Juste avant le 31 Octobre, les troupes marocaines avaient déjà franchi la frontière nord-ouest du Sahara et avaient fait face à des groupes rebelles entraînés et dépêchés par l'Algérie pour gâcher la fête.

«Le Sahara était toujours marocain avant que l'Espagne ne le colonise » indique Boulbars. *«La décision du Roi était un acte stratégique pour revendiquer un droit inaliénable. On n'abandonnera jamais le Sahara parce qu'il est et a toujours été une partie du Maroc»,* a-t-il affirmé.

Pourquoi le Sahara ne peut pas être indépendant?

Tous les Marocains sont convaincus que le Sahara ne pourra jamais être indépendant pour de nombreuses raisons :

D'abord parce qu'il a toujours fait partie intégrante du Maroc sous le règne des différentes dynasties successives. Même pendant la période coloniale, les Sahraouis n'ont jamais rompu avec leur mère patrie.

Les Sahraouis ont une culture tribale et clanique enracinée qui a généré des sensibilités très fortes, qui les empêcheront de coexister sans une autorité fédérative.

Avec une faible population sur une aussi grande superficie, la paix et la sécurité deviennent aléatoires, dans une région tampon, pour le trafic international de drogues, le terrorisme et la traite.

En plus de cela, il y a l'Algérie qui débloque des moyens énormes dans ses démarches inlassables pour affaiblir le Maroc et avoir un débouché sur l'océan atlantique pour ensuite imposer un leadership régional, oubliant qu'elle manque de beaucoup de critères pour être leader et que la route vers les eaux tièdes et poissonneuses de l'Atlantique passe obligatoirement par le Maroc.

D'où vient cette rivalité historique avec l'Algérie ?

Pour l'Algérie, le Maroc est perçu comme une obsession quasi pathologique. Dans les années soixante du siècle dernier, lorsque l'Algérie est devenue indépendante, le Maroc exigeait la rétrocession des territoires, entre autres de Tindouf et de Colomb-Béchar annexés par la France, du temps du protectorat, mais les autorités d'Alger n'ont rien voulu savoir. C'était la guerre des sables en 1963. On ne sait pas qui a tiré le premier. En tout état de cause, l'Algérie en sortait vaincue. Les erreurs étaient certainement commises des deux côtés, mais celles des Algériens en étaient plus nombreuses.

Pourquoi avez-vous embrassé la carrière militaire?

Tout d'abord, parce que j'ai des convictions religieuses profondes qui m'imposent l'amour de la Patrie et l'attachement à la monarchie. Ensuite, j'étais toujours entreprenant pour relever les défis et braver le danger. J'ai rejoint l'Académie Royale Militaire de Meknès à l'âge de 18 ans pour une formation de trois ans et plus tard pour une année à l'école militaire de Montpellier en France. Ainsi, j'ai atterri au Sahara à l'âge de 22 ans en me demandant si je pouvais réussir en tant que militaire.

Et vos souhaits se sont-ils réalisés plutôt que prévu ?

Dès le premier jour, mon unité composée de 30 hommes, était désignée dans le cadre de son Bataillon, pour escorter un convoi logistique. Sur l'itinéraire de l'aller, tout se passait bien, mais au retour nous avions été pris en embuscade. J'ai vu mon opérateur radio s'affaisser en silence, le micro toujours à la main. Ma mémoire refuse jusqu'à présent de chasser cette scène de ma vie. Mon brave gars a reçu une balle en plein cœur. Ce fut mon baptême du feu. Mes supérieurs, bien sûr, me félicitèrent sur la façon dont j'ai réagi contre cette embuscade. Je ne savais pas si j'avais eu peur à cet instant ou si ma peur avait disparu dès le premier coup de feu.

Comment pouvez-vous vous décrire comme un commandant militaire?

L'officier distingué n'est pas celui qui prend son arme pour tirer. Mais il est celui qui se montre capable de trouver la solution opportune à des situations qui évoluent rapidement et au rythme d'une ambiance sonore extrême, livrée par les armes de tous calibres et au vu des scènes atroces. Personnellement, j'ai eu une relation spéciale avec mes soldats. J'étais un frère pour eux. Quand je leur avais fait mes adieux, je leur avais bien précisé mes sentiments en ces termes: *«Je pars d'ici vivant mais j'aurais bien aimé partager le sort des camarades qui y ont laissé leur vie ».* Nous avons pleuré ensemble.

Qu'est-ce qui est le plus difficile à surmonter dans le désert?

Comme il n'y a pas de montagnes ou d'arbres sauf quelques acacias épars, l'avantage est du côté de celui qui dispose d'un armement qui porte plus loin. A la connaissance du terrain par le polisario, répond une capacité d'adaptation extraordinaire de nos soldats. Les militaires issus de la région nous ont été très utiles pendant les premiers moments. Nous avons payé un prix très élevé pour gagner cette guerre. L'histoire retiendra quand même que le Maroc a gagné une grande guerre qui l'a opposé seul à une vraie alliance internationale à base des pays socialistes, du Vietnam à Cuba, en passant par l'Europe de l'Est, quelques rares Etats d'Afrique sous influence soviétique, et l'Amérique latine. Actuellement, j'estime que, de notre côté, entre 60 et 70 % des moyens militaires sont alignés sur un front de 2700 Km. De l'autre côté, il est certain que rien ne peut combler le vide laissé par la chute du mur de Berlin et le désengagement de Kadhafi, l'Algérie étant abandonnée toute seule avec des groupes armés complètement désorientés et encombrants.

El Ouafi Boulbars

Le Mur de défense

Le Mur de défense est une œuvre de sécurité des plus légitimes. Le mur a commencé à être construit dans les années quatre-vingt et les travaux se sont poursuivis en six phases. Au début, il s'érigea en tant que ceinture de protection naturelle autour des villes menacées. Avec des réaménagements et des extensions permanents, les tronçons muraux se sont reliés pour former une ligne de défense qui empêche toute incursion des rebelles.

A ce propos, je crois qu'il faut apporter des clarifications quant à la nature du mur et aux critères de son tracé.

Le mur dans son sens militaire, ne se limite pas au remblais. Aux fortifications érigées (remblais/déblais, mines de tous genres et barbelés), s'ajoutent des forces terrestres hautement qualifiées dont l'action en profondeur est rallongée par un réseau radar des plus fiables et une aviation des plus modernes. Le mur ne revêt aucunement un caractère frontalier. Il est conçu comme ligne de défense tactique au profit de paisibles habitants du Sahara.

Quelle a été la plus grande menace dans le désert pour un soldat?

Le plus grand problème que nous avions à affronter dans cette guerre est représenté par l'existence des mines enfouies dans le sable. En quittant les régions reprises par l'armée, et en signe de désespoir, l'ennemi a posé des champs de mines à tort et à travers en très grandes quantités le long des axes, sur les passages obligés et les points d'eau. Le faible rythme de notre mobilité accroissait les probabilités de tomber dans des embuscades.

➡

El Ouafi Boulbars : séquences de vie d'un militaire marocain à la retraite (Suite)

Quand j'étais capitaine, nous devions traverser une zone à haut risque. Mon chef m'a ordonné de placer le camion de la logistique en tête pour limiter les dégâts.

L'idée est saine mais, pour ne pas mettre en péril la vie de l'un de mes soldats, j'ai devancé le convoi. A quelques mètres derrière moi, j'ai entendu une explosion apocalyptique et le camion s'est soulevé par le souffle de la mine. Heureusement, le conducteur s'en est tiré mais avec des tympans sonnés.

■ Pourquoi les médias européens sont-ils plus proches des séparatistes que du côté marocain ?

Les médias aiment les sensations fortes et excellent dans la dramatisation des scènes. J'y sens toujours l'odeur de l'argent du pétrole algérien. Toujours est –il que la rétrocession du Sahara est une juste cause. Mais les médias ne semblent pas disposés à dénoncer la manipulation des groupes séparatistes par l'Algérie qui leur avait offert son territoire à partir duquel ils mènent leurs incursions.

■ Il y a quelque temps, le secrétaire général du Polisario, Brahim Ghali a été poursuivi pour génocide. Il est inculpé pour tortures et assassinats des réfugiés dissidents. Quel est votre avis envers cette accusation ?

Brahim Ghali était déjà connu pour être un bourreau et un criminel avant de devenir ministre de la Défense, puis président de la Rasd autoproclamée. Cela donne une idée de la façon dont sont désignés les membres du conseil d'administration du polisario. Un « leader » qui est censé libérer ses frères sahraouis retenus contre leur volonté aux camps de Tindouf, est en train de les persécuter et de les liquider.

■ La plupart pensent que le conflit du Sahara risque de se prolonger. Qu'en pensez-vous?

De temps en temps, le polisario menace de reprendre les armes. Mais seul, il ne peut résister à une seule journée de combat. Par conséquent, il a un besoin crucial de l'Algérie. Aujourd'hui, selon les estimations, on recense quelques 30.000 séquestrés dans les camps de Tindouf (femmes, vieillards et enfants inclus). Mais 80.000 Sahraouis vivent convenablement au Maroc. Lorsque certains parents viennent en visite dans leurs familles au Maroc, ils ne veulent pas le quitter. Ils déclarent ne pas vouloir d'une indépendance aux conséquences incertaines alors que la vie au sein de la mère patrie est très prometteuse. Le Maroc leur demande seulement de garder le drapeau national et le timbre postal et tout le reste est discutable. Je vous invite à visiter Laayoune, capitale du Sahara marocain, pour juger de la façon dont les Sahraouis sont traités et constater leur place dans la société. Laayoune est devenue une autre ville. Quand nous étions arrivés, il n'y avait presque aucune infrastructure notable rappelant la période coloniale. Alors nous nous sommes mis à construire une ville à partir de zéro. Le Roi du Maroc diffère des autres dirigeants. Il a définitivement quitté sa tour pour fondre dans la foule et booster un pays resté longtemps en léthargie.

■ Dans votre essai, vous affirmez que l'avènement des émeutes était prévisible dans le monde arabe. Alors Pourquoi les sonnettes d'alarme n'ont-elles pas été tirées?

J'avais eu connaissance comme tout le monde des rapports annuels dressés par des organisations des droits de l'Homme et autres institutions similaires des trois dernières années avant le déclenchement du Printemps arabe. Le contenu avait alerté de ce qui pourrait survenir dans les quelques années à venir. En 2009, l'Egypte était notoirement connue pour avoir torturé des détenus. Elle a organisé une chasse pour poursuivre les éditeurs de journaux, censuré les chaînes satellitaires. En Libye, plusieurs cas de disparitions ont été signalées, des manifestants pacifiques arrêtés au seul motif de revendiquer les droits les plus élémentaires. Au Yémen, rien qu'au cours de cette année, plus de 100 arrestations arbitraires ont été enregistrées. Les journalistes, quant à eux, se voient interdits de manifester leur présence dans les zones de conflit. Toutes ces données et encore davantage ne constituent pas un secret pour les conseillers gouvernementaux. Au lieu d'aller de l'avant, ils ont misé comme auparavant sur la stabilisation de la situation par la distribution de quelques coups de matraque. Mais cette fois-ci, l'exception a défait la règle.

■ Pourquoi le Printemps arabe a-t-il si mal pris fin?

Le Printemps arabe n'a pas été une révolution religieuse et n'a pas été non plus une révolution politique. Les gens n'ont réclamé que la démocratie, la justice et la dignité. C'était une manifestation spontanée qui diffère de celles organisées par des syndicats ou partis politiques aux desseins connus. De ce fait, il était à prévoir que l'unicité constituait un ingrédient nouveau, susceptible de faire évoluer les événements du stade de manifestations ordinaires au rang d'une vraie révolution.

À mon avis, si un président commet une erreur, les électeurs auront le temps de le sanctionner au prochain scrutin en votant contre lui. C'est l'expression constitutionnelle dans une démocratie. Quand les militaires sortent de leurs casernes pour gouverner et instruire le peuple sur la démocratie, c'est le chaos. Les puissances occidentales ont d'abord encouragé les pays arabes à s'engager sur la voie de la démocratie par des élections libres. Mais elles se sont vite ressaisies : Les intérêts des grands priment sur les aspirations des petits.

■ Comment un pays prétendrait-il contrôler un phénomène qui semble incontrôlable tel que le terrorisme?

La guerre contre le terrorisme doit être plutôt préventionniste qu'interventionniste. Elle doit être précédée par des mesures d'assainissement pour bénéficier de la collaboration des communautés des zones d'engagement qui est une condition préalable. Avant de passer à l'attaque, les puissances du monde doivent commencer par exercer des pressions sur les gouvernants locaux pour accorder à leurs peuples plus de liberté et interdire les mandats à vie et la passation du pouvoir à leurs progénitures, lever le secret sur les sommes faramineuses cumulées illégalement par les chefs d'Etat dans les paradis fiscaux, accélérer la restitution de l'argent volé au lieu d'égarer la défense des ayants droit dans des plaidoiries sans fin et associer tous les pays potentiellement ciblés par le terrorisme et ceux qui ont pâti de ses attaques.

Au Maroc, 90% de tentatives d'attaques ont été avortées grâce à la contribution des citoyens et l'efficacité de nos services de sécurité. Aucun plan de sécurité n'est jugé efficace sans le concours substantiel apporté par les citoyens. Qu'importent la technologie et le déploiement des soldats dans les rues ? Ils ne fonctionneront pas.

■ Comment votre famille a réagi face à votre décision de partir guerroyer ?

«Si tu décides d'aller à la guerre, tu dois être un homme», me disait mon père. Par contre et pour dissiper les craintes de ma mère, je l'avais rassurée que la guerre se déroulait au Sahara et que j'étais affecté à Agadir, loin de la zone du conflit.

Espagne: parents et voisins

■ Est-ce que l'Espagne doit améliorer ses relations avec le Maroc?

L'Espagne a commis une grosse erreur par son intervention armée sur l'île de Leila. Cette île rocheuse a été reprise par l'armée marocaine afin de poursuivre les trafiquants de drogue. Mais, au lieu de demander des explications, l'Espagne a dépêché une unité pour «conquérir» un morceau de roche marocain, à moins d'un kilomètre de la côte marocaine. Les héros de cette folie ont été décorés par le Roi espagnol en personne. La même chose est arrivée à Nador avec l'expansion du port. La rade est un point clé pour lutter contre le trafic de drogue, mais l'Espagne a envoyé des navires de guerre pour contrôler les frontières maritimes dans une provocation claire, jamais démontrée à son encontre par la puissance anglaise qui occupe toujours Gibraltar.

Tout au long de l'entrevue, le colonel marocain est intéressé à apprendre davantage sur la version espagnole concernant ces problèmes multiples. Surtout la nature du profil du Maroc affiché en Espagne. *«Nous devons mieux travailler cette image auprès d'un pays avec lequel nous avons tant d'intérêts communs. C'est dans cette optique que j'ai accepté de donner cet entretien modeste soit-il ».*

Avant de clore la conversation, El Ouafi Boulbars est convaincu que le Maroc est resté très loin du mouvement séparatiste catalan de la Catalogne, à l'inverse de l'encouragement incessant du gouvernement espagnol en faveur du Polisario. En outre, il exhorte, *«les Marocains vivant en Espagne à rester hors de cette affaire qui est strictement espagnole».* ■

Bio-Express

Expert en crise, El Ouafi Boulbars est licencié en littérature anglaise. «*J'aime la langue Anglaise»* a-t-il avoué. Parallèlement, il a participé à un séminaire organisé par l'OTAN en Turquie, relatif au terrorisme. Il faisait partie du contingent marocain aux Emirats Arabes Unis, après l'invasion du Koweit par la garde républicaine de Saddam. Et puis il a passé un an et demi en tant que porte-parole militaire de l'ONU à Haïti avant le tremblement de terre qui aurait causé la mort de presque 316.000 personnes. Actuellement à la retraite, il a consacré quatre ans de recherches pour mettre à jour un essai sur «Le Printemps arabe», dans lequel il fournit des renseignements précieux sur les mesures qui devaient être prises avant et durant les manifestations qui se sont vite transformées en émeutes.

Dans son essai, il affirme que l'avènement des émeutes était prévisible. Alors Pourquoi les sonnettes d'alarme n'ont-elles pas été tirées?

Le coaching, mode ou besoin des temps modernes ?

PAR SOUAD MEKKAOUI

Connaître les autres est une richesse mais se connaître soi-même est richesse ultime surtout dans un monde tourmenté. Aristote n'avait-il pas bien dit : *« Se connaître est le début de toute sagesse »?* Il est évident que quiconque porte en lui une source intarissable de potentiel, toutefois trouver un équilibre entre ce que l'on est et ce que l'on a devient de plus en plus difficile. Le tintamarre de la vie de tous les jours, le climat, le stress et la qualité de vie au travail sont autant de soucis qui font que nous vivons dans un état d'urgence permanent tant et si bien que bien-être et bien-vivre deviennent chimère des temps actuels. Les outils, techniques et méthodes pour gérer son stress, gagner en confiance et estime de soi s'avèrent indispensables afin de faire face à la dispersion tumultueuse. De facto, le plus beau projet sur lequel on peut travailler est soi-même. Sauf que ce petit traité de vie intérieure nécessite, des fois, l'aide d'une autre personne spécialisée, armée de savoir, de savoir-faire, d'expérience, d'écoute et d'empathie, pour un développement personnel et professionnel. Encore faut-il que la motivation et la volonté soient là pour collaborer avec un consultant expérimenté qui va faire office de « miroir » et de « projecteur ».

Dans notre quête du bonheur, on se rend compte que c'est nous-mêmes qui le faisons. Ceci dit, le coaching est peut-être une forme de « soufisme » moderne où le coach ne fait qu'accompagner le coaché dans sa quête de lui-même.

Dès lors, le travail de coaching, totalement centré sur la personne coachée et ses ressources peut servir de passerelle vers l'accomplissement de soi en l'aidant à progresser en autonomie.

Mode ou besoin des temps modernes ?

« Pourquoi ceux qui dirigent les hommes s'imaginent-ils les connaître et savoir les conduire, alors que nous nous connaissons tous si mal nous-mêmes ? » Pierre Goguelin ne croyait pas si bien dire.

Il paraît que le coaching aboutit toujours à des résultats satisfaisants et des changements remarquables. En effet, la devise du coaching est qu'il y a quelque chose de nouveau à construire, à développer et à améliorer. En fait, chaque individu peut s'améliorer et se développer en permanence en puisant dans ses ressources propres, toujours est-il qu'il faut faire un travail sur soi pour se sentir bien vis-à vis de soi-même et par conséquent améliorer ses relations avec son entourage et ses collègues ou employeurs. Du fait, se sentir en phase avec soi-même et utiliser au mieux ses capacités devient un challenge et un rêve. Par ailleurs, prendre connaissance de soi-même, de ses forces et de ses faiblesses, développer une pensée positive, être plus motivé, être capable d'établir ses priorités et de fixer des objectifs, pouvoir prendre de meilleures décisions, établir une meilleure balance entre sa vie personnelle et sa vie professionnelle sont devenus essentiels dans le monde actuel. Et cela nous fait penser à la spiritualité dont on retrouve ici les principes. D'ailleurs, Ibn Arabi s'invite incontournablement et impose un arrêt sur le soufisme et la quête initiatique qui en constitue le noyau. N'est-ce pas ce voyage vers le monde merveilleux du bonheur qui nous fait prendre conscience de nous-mêmes? Dans notre quête du bonheur, on se rend compte que c'est nous-mêmes qui le faisons. Ceci dit, le coaching est peut-être une forme de « soufisme » moderne où le coach ne fait qu'accompagner le coaché dans sa quête de lui-même. Mais comment y parvenir ?

Enjeux

Si savoir poser les problèmes, trouver par soi-même des solutions appropriées, améliorer sa façon de concevoir les choses et la vie, font partie intégrante du coaching c'est qu'on peut dire que la philosophie ,est l'une des racines du coaching, dans la mesure où elle est un exercice autonome de la raison.

Aussi, loin du mentorat et du conseil, le coaching permet-il de réaliser un accompagnement personnel et professionnel qu'il soit individuel ou collectif. Il s'agit donc d'un accompagnement au changement pour répondre à des besoins personnels ou collectifs à un moment donné.

L'accompagnateur ou coach se situe donc aux côtés de la personne accompagnée (coachée), dans une position d'égalité après un diagnostic de départ, la finalité n'étant pas de donner des solutions sur mesure mais offrir une assistance qui permet d'accéder à la meilleure expression de ses capacités managériales ou tout simplement personnelles. C'est pourquoi la personnalité du client doit faire preuve de souplesse spécifique afin que le coaching puisse la développer tout en découvrant les multiples facettes ignorées et inexploitées du potentiel méconnu du coaché.

Ceci dit, le coach ou l'accompagnateur agit comme un catalyseur du changement mais n'a pas à instaurer une relation de dépendance entre le coaché et lui. Le développement de l'individu et sa réussite sociale et professionnelle nécessitent harmonie et équilibre. C'est en quelque sorte s'améliorer en permanence mentalement, spirituellement, physiquement et financièrement. Pour ce faire, il faut pouvoir exercer un leadership sur soi-même ou sur les autres afin de les mobiliser autour de valeurs ou d'objectifs. L'intérêt du coaching est, donc, de pouvoir aider, ceux qui y font appel, à générer eux-mêmes leurs propres solutions.

Comment est né ce besoin chez les Marocains ?

Embarqué dans le processus de mondialisation et des changements sur tous les plans, le Maroc s'est vu entraîné dans le rythme effréné du progrès et n'est donc pas en déphasage avec le reste du monde. Ceci ne s'opérant pas sans un stress ingérable, les Marocains sont dépassés, des fois, par la mécanique qui se déclenche et font appel à un coach afin d'améliorer leur hygiène de vie.

Le coaching mode ou besoin des temps modernes ? (Suite)

Paradoxalement, on peut considérer que la mission du coach est réussie quand son client peut se passer de lui.

Généralement, et en dehors des cas cliniques que le coach ne doit pas prendre en charge, on y a recours pour garantir un épanouissement personnel et atteindre un objectif fixé tout en misant sur sa compétence et sa performance. Aujourd'hui, que ce soit à titre personnel, dans le couple, en famille ou dans le domaine scolaire, le coaching est encore peu connu et trouve sa cible beaucoup plus dans le monde de l'entreprise. Le premier souci étant la gestion du temps, le coaching aide le client à organiser ses priorités et à pouvoir faire face aux urgences et imprévus.

D'ailleurs, le changement est parfois flagrant chez certains managers qui développent une meilleure écoute et une évolution remarquable quant à leur comportement. Le sens de responsabilité, la délégation des pouvoirs sont mieux assimilés et la critique constructive plus acceptée.

Par ailleurs, en ces temps de mutation sociale, les jeunes et adolescents trouvent aussi leur refuge dans le coaching surtout quand ils sont en phase conflictuelle avec eux-mêmes et qu'ils sont en quête de liberté et de leur propre identité.

Le coach, bien qu'il ne soit ni psychologue ni psychopédagogue, les amènera donc à travers son accompagnement à trouver leur propre équilibre dans leur épanouissement. Dans ce cas de figure, on peut dire que le coaching accompagne les personnes afin qu'ils développent leur efficacité et leur aisance, exploitent leurs ressources et leur autonomie pour pouvoir s'adapter à toutes les situations sans appréhension aucune.

Coaching, un métier neuf qui répond à des attentes universelles

Le « coaching », mot anglais, en provenance d'Amérique du Nord, désigne un processus d'apprentissage et d'accompagnement à l'épanouissement de la personne coachée. Grâce à l'amélioration des connaissances et à l'optimisation des processus et des méthodes d'organisation, cet accompagnement personnalisé cherche à améliorer les compétences et la performance d'un individu, d'un groupe ou d'une organisation. Tim Gallwey et John Whitmore, en précurseurs de ce concept, ont intégré leurs méthodes d'accompagnement spécifique dans le monde du sport où l'entraîneur ou le coach accompagne une équipe dans son cycle de développement, et dans sa relation avec d'autres équipes, à partir des années 1980. Le best seller *«Le Guide du coaching»* écrit par John Whitmore a fortement contribué à la divulgation du concept dans ces années-là.

En France, la première école de coaching fait son apparition, en 1988 à Paris, créée par Vincent Lenhardt suivi d'Olivier Devillard. Le coaching a intégré le monde des affaires, il a commencé à faire ses preuves dans le monde de l'entreprise et du management. De nombreuses autres écoles se sont ensuite développées répondant ainsi à une forte demande de formation.

Si au tout début, le coaching était réservé aux sportifs de haut niveau, aujourd'hui, et après avoir fait ses preuves, il a été transféré comme beaucoup d'autres concepts dans le monde de l'entreprise où il trouve ses marques aussi bien sur le plan opérationnel et stratégique que sur le plan relationnel et comportemental, avant que le coaching personnel ne devienne un phénomène social pour venir répondre à un besoin quelconque.

Coach, un guide vers la performance

A la fois, miroir et appui inconditionnel, le coach se fait entraîneur du coaché sans apporter de solutions clés en main. Son expertise dans le domaine de la communication et du développement personnel fait qu'il est en mesure de guider les autres vers davantage de compétences, d'engagement et de confiance en eux dans une démarche structurée.

Dans une stratégie de changement et d'évolution durable, il aide dans la gestion des personnalités, des hommes et des humeurs du moment. Grâce aux outils qu'il met en œuvre, il amène la personne à prendre de la distance et du recul avec ses préoccupations quotidiennes pour apporter une vision claire et mieux les gérer, et par la suite pouvoir définir une nouvelle stratégie. C'est dans ce sens qu'entreprises, institutions publiques et même des partis politiques font appel à un coach pour mieux se connaître, développer leur potentiel, leur savoir-faire surtout en cas de situations de crise, de restructuration, d'un changement de stratégie ou de l'émergence d'une nouvelle activité etc…

Toutefois, il faut noter que tout le processus, basé sur un pacte de confiance entre le coach et le coaché est fait par ce dernier sous l'œil accompagnateur de son « guide spirituel ». Une fois la volonté de changer et son besoin d'être accompagné sont exprimés par le client, le coach met tout son savoir-faire et ses connaissances au service des objectifs à atteindre notamment amener la personne coachée à exploiter ses ressources et à développer les apprentissages nécessaires en vue de réussir ses projets soit sur le plan personnel ou professionnel en favorisant l'autonomie et la performance de son client. Paradoxalement, on peut considérer que la mission du coach est réussie quand son client peut se passer de lui.

Un métier non réglementé

Comme celui de médecin ou d'avocat, le métier de coach exige pratique et formation spécifique.

Or le coaching même en faisant l'objet d'engouement comme pour chaque nouveau concept, reste une profession jeune et non réglementée. Aussi faut-il se méfier des charlatans et autres gourous qui envahissent le terrain. D'ailleurs, nombreux sont ceux qui réclament, haut et fort, des règles afin d'encadrer et cadrer le métier se référant à une charte d'éthique et de déontologie que tout professionnel doit respecter en adhérant à une fédération ou à une association professionnelle.

Toutefois et même si les barrières du métier ne sont pas insurmontables, il est indéniable que le coaching est un art avant qu'il ne soit une discipline qui en englobe plusieurs et donc n'est pas coach qui veut. ■

«Chaque coaching est unique»

Le coaching est une pratique millénaire fondée sur des principes simples tels que l'art du questionnement, l'écoute active et la reformulation, le feedback positif, la prise de conscience, la considération positive inconditionnelle.

Comme le souligne la Fédération francophone de coaching : *« le coaching repose sur une alliance conçue pour accompagner une personne ou un groupe vers son meilleur niveau de réussite ou d'épanouissement ».*

Le Coaching n'est pas un phénomène de mode ou une tendance, il s'enracine et gagne du terrain.

Il a des origines anciennes, mais le métier d'accompagnement individuel en tant que tel n'existe que depuis quelques années. En effet, après les sportifs, ce sont les artistes, surtout les chanteurs, acteurs et comédiens renommés, qui ont adopté les méthodes du coaching en engageant un coach pour parfaire tout d'abord leur art, mais aussi pour les motiver, surmonter les périodes difficiles tels que le doute, le stress, le manque de confiance en soi ou la maîtrise de son image.

Ensuite c'est le monde des affaires qui commence à s'intéresser au coaching avec l'« executive coaching ». Effectivement, vu le succès qu'obtenaient les coachs sportifs dans leur domaine, des entrepreneurs, chefs d'entreprise et hommes d'affaires ont cherché des moyens pour augmenter le chiffre d'affaire de leurs firmes et la performance de leurs subordonnés. C'est ainsi que le coaching est arrivé, progressivement, dans le domaine de l'entreprise où la concurrence est tout aussi vive que dans celui du sport. Assez rapidement, les commanditaires du coaching ont fait les mêmes constats que les coachs sportifs : on ne peut séparer la personne de sa performance. Ils ont ainsi dû ajuster leurs attentes : faire que le coaché augmente sa productivité ne devait plus être la visée du coaching, mais sa conséquence. Il s'agit alors d'accompagner le salarié vers ce qui fait sens pour lui, et pas vers ce qui fait avancer l'entreprise, à savoir la production indifférente au coût sur le plan humain.

Un élargissement de la demande est observé aujourd'hui. Le coaching n'est pas l'apanage de l'entreprise, il s'est également développé dans le champ des problèmes personnels par le « life coaching ». Des particuliers y ont recours, des ados, des étudiants, des couples, des phobiques, des anxieux...etc ainsi que les professions libérales tels que les avocats, médecins, architectes, artistes, artisans et créateurs. Toutes les populations et tous les âges sont représentés.

Chaque coaching est unique

Le Life Coaching n'est lié ni à l'âge ou à la profession, ni au sexe ou à l'origine de la personne. Il s'adresse à tout individu qui souhaite gérer sa vie de façon active, consciente et réfléchie et couvre plusieurs sujets notamment découvrir et développer son potentiel personnel et ses ressources cachés ou dormants, savoir mieux gérer certaines situations de la vie, mieux se connaître et se comprendre, aborder et régler des conflits existants de façon active, transformer un mécontentement en action positive de changement, briser des comportements destructifs et créer une attitude plus conciliante, mieux contrôler ses émotions, montrer davantage d'ouverture envers d'autres personnes, mieux assumer son rôle dans un groupe, améliorer la qualité de ses décisions, définir un projet de vie et entamer une nouvelle étape de la vie professionnelle ou privée.

Le travail du coach consiste à procurer à la personne une meilleure connaissance de sa réalité et de lui permettre de travailler sur sa personne. Ensemble la situation de départ est analysée, suivie d'une discussion sur les objectifs à atteindre ainsi que sur les moyens d'y arriver. Ensuite le coach accompagne la personne sur le chemin vers ses propres solutions et perspectives et l'aide à faire mieux ressortir ses propres capacités et réponses. Il ne s'agit ni de pourvoir des solutions préétablies ni de changer la personnalité. Afin que le processus de coaching puisse aboutir, il est essentiel de vérifier tout au début que la « chimie personnelle » entre les deux partenaires soit la bonne, afin qu'un climat de profonde confiance puisse s'installer. Il va sans dire que tous les sujets et les objectifs, les discussions et les résultats d'un coaching sont traités de façon absolument confidentielle.

Par définition, chaque coaching est unique. Et s'agissant d'un processus dynamique, il peut conduire à discuter des sujets imprévus et amener des conclusions surprenantes. Ainsi, les résultats ne sont pas toujours connus d'avance. Par contre, attendus, voire définis, ils sont périodiquement analysés et, en cas de besoin, réajustés. C'est la personne coachée qui décide du moment où elle considère l'objectif comme étant atteint.

Coaching et psychanalyse

Il existe toutefois une certaine ambiguïté entre le coaching et la psychanalyse, le coach et le psychothérapeute.

Les méthodes sont peut-être parfois similaires, mais le travail est très différent. Un psychothérapeute s'adresse, en général, à la globalité de l'individu. Un coach fixe un changement de comportement précis. Ensuite, celui qui s'adresse à un coach ne se vit pas comme «malade» ou «dysfonctionnel», mais comme quelqu'un qui souhaite se dépasser, devenir plus performant. Une différence énorme ! Le recours à un coach a donc une image plus positive.

Il y a une certaine appréhension des psys car certains d'entre eux ne sont pas clairs sur leur méthode. Ils s'abritent fréquemment derrière un savoir ésotérique et occupent une position d'autorité. Le coach, lui, demeure un prestataire de service, prêt à expliquer sa méthode. Surtout qu'il travaille dans un cadre défini et limité dans le temps, au contraire d'un psychothérapeute dont la démarche est difficile à évaluer en termes d'efficacité et de durée. Ce qui constitue un mystère et une frustration pour de nombreux patients.

D'ailleurs, nous utilisons le terme «client» en coaching, afin de bien différencier ce travail de la thérapie. Mais la frontière est floue parfois. Dans notre pratique de supervision collective (l'endroit où les coachs parlent entre eux des problèmes qu'ils doivent résoudre avec leurs clients difficiles), cette question de la frontière entre le coaching et la thérapie est très souvent abordée.

Et aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette question s'amplifie parfois avec l'expérience ! Car il est souvent facile à un coach débutant de refuser quelqu'un qui aurait plus besoin de thérapie que de coaching, parce qu'il se sent rapidement en difficulté devant cette personne.

Mais avec l'expérience, les coachs prennent de l'ampleur dans leur capacité d'accompagnement et se sentent, de plus en plus, capables de prendre en charge des gens qu'ils auraient refusés avant. D'où la nécessité de bien travailler cette frontière, qui n'est, en plus, pas la même selon les écoles et les formateurs.

Alors qu'en thérapie (où on utilise plutôt le terme patient) on va être moins orienté sur le résultat mais plus sur la personne qui consulte.

Le coaching, une discipline incontournable

Pour conclure, le coaching est une discipline à part entière, soutenue par des principes, encadrée par un code déontologique. Le coach utilise des questionnements pour permettre à ses clients de clarifier leur situation, faire des prises de conscience, explorer des options pour passer à l'action.

Le coach s'adresse à un adulte qui dit « je veux » et non « les autres font que », qui se met en action et non qui attend que les choses arrivent, qui est réaliste et non dans la pensée magique, qui est responsable et non dans des fantasmes de toute puissance, etc…

Le coach ne prend pas en charge la souffrance de la personne, il n'a pas la compétence pour le faire. Mais il réfère la personne en souffrance à des spécialistes qui vont l'accompagner dans un travail de reconstruction. Il accompagne pour une motivation précise afin de réaliser un projet, optimiser un comportement ou une stratégie, déterminer des valeurs qui vont orienter l'action, repérer des croyances qui peuvent limiter l'expression de la personne ou la faciliter, trouver une cohérence entre ce que l'on désire obtenir et la réalité, etc.

Dans certains cas, certains s'octroient le titre de coach sans forcément avoir des compétences. C'est vrai qu'en Tunisie ou au Maroc, être coach est très facile, mais être reconnu en tant que tel est très difficile.

Il existe diverses formations qui donnent le titre de coach mais qui ne sont pas forcément reconnues, c'est pour cela que quand on s'adresse à un coach, il faut être à la fois au courant de ses études, de sa formation professionnelle, de ses compétences et de sa réputation.

Celui-ci a une mission de vie, qui est de partager son savoir, accompagner, orienter, guider, aussi bien les démunis que les autres.

Au Maroc comme en Tunisie, le métier n'est pas encore organisé, ce qui pourrait lui porter préjudice. Il serait donc nécessaire de mettre en place une fédération ou un organisme légal qui protège aussi bien le client que le coach. ■

Eshraf Kanfoud,
Master Coach en Communication, Consultante, Formatrice en Développement Personnel, Maître Praticienne en PNL, Hypnothérapeute, Life Coaching Tunisie

Le coaching, besoin des temps modernes

Le Coaching est l'accompagnement d'une personne (ou d'un groupe de personnes) en vue de l'aider (ou de les aider) à atteindre des objectifs spécifiques, mesurables, ambitieux, réalisables et temporellement définis (tels que le développement des compétences, l'amélioration de ses performances, l'aide à une prise décisionnelle, l'accompagnement lors d'une conduite de changement, l'accompagnement pour effectuer des deuils, l'aide à la gestion des émotions , à la gestion du stress, à la gestion du temps , l'accompagnement pour optimiser la cohésion des équipes, etc… C'est un accompagnement qui ne se limite pas aux sphères professionnelles mais s'étend également aux sphères privées (Coaching sportif, Life Coaching, Coaching Familial, Coaching Parental, Coaching pour un relooking physique, esthétique et vestimentaire, etc…).

Salwa ABOURIZK ,
Coach certifié Pro, Coach certifié en Process-communication, Consultante, Formatrice, Médiatrice agréée par le centre Euro- méditerranéen de médiation et d'arbitrage

Mode ou besoin des temps modernes ?

Nous pouvons affirmer que c'est une tendance qui répond d'une manière moderne à un besoin existant pour aider des individus ou groupes d'individus à apprendre, à grandir, à s'épanouir, à devenir performants dans un monde en perpétuelle évolution.

D'ailleurs, parmi les objectifs du coaching et particulièrement, du développement personnel c'est d'aider les personnes à développer l'estime de soi et leur confiance en elles-mêmes, de mieux gérer leurs émotions, de mieux gérer leur temps, de lutter contre la procrastination, et également de mieux gérer le stress en plus de les aider à atteindre leurs buts personnels et professionnels.

Lorsque l'accompagnement se fait par un professionnel expérimenté, le client coaché arrive, au bout de quelques séances d'accompagnement, à mieux définir ses priorités, à raisonner dans l'ici et le maintenant, à effectuer des deuils et surtout à optimiser son temps et mieux exploiter ses ressources inexploitées. Ceci l'aide, inévitablement, à élargir son champ visuel, à nettoyer les verres de ses lunettes, à déblayer son terrain truffé de faux problèmes. C'est une étape incontournable et bénéfique pour mieux gérer son stress.

Le Coaching propose, dans ce sens, des techniques assez efficaces afin d'aider les coachés à lutter contre ce mal du siècle.

Nous citons à titre d'exemple : la définition de ses besoins psychologiques et leur satisfaction, les techniques de respiration, la méditation, la visualisation positive, l'autosuggestion, la bonne structuration du temps et l'établissement de la matrice des priorités, la pratique du sport, etc...

Par ailleurs, le coaching ne fait que suggérer, mais les plus grands efforts sont à déployer par la personne coachée afin qu'elle réalise ses objectifs.

Dans un monde de plus en plus exigeant, qui bouge à une vitesse vertigineuse, le recours au coaching devient parfois incontournable pour optimiser les ressources personnelles afin d'atteindre des objectifs précis.

Etre coaché aide à manager

On assiste au développement de cette discipline au sein de l'entreprise. En effet, les managers bénéficient du coaching car ils sont « les courroies de transmission » entre la direction et les employés. Ils ont besoin de déployer toutes leurs ressources intérieures exploitées ou encore inexploitées pour réussir parfaitement leur mission.

Cependant, on ne peut pas se prétendre bon manager si on ne sait pas communiquer avec ses équipes , si les besoins des employés sont ignorés , si ces derniers sont considérés comme des bêtes de somme et ne sont pas écoutés ni motivés pour réaliser leurs missions.

Manager devient donc une posture d'écoute, d'ouverture dans le but d'optimiser le rendement des équipes. A cette fin, le coaching agira sur deux volets : d'un côté, enrichir les ressources du manager, améliorer son intelligence situationnelle et développer les compétences relationnelles. De l'autre, enrichir les ressources des employés, écouter leurs besoins, améliorer leur rendement, leur favoriser un climat sain d'épanouissement et de réalisation des objectifs préalablement fixés.

Le coaching aidera donc dirigeants et employés à développer un savoir-faire, un savoir-être, un savoir-communiquer, un savoir-transmettre en déployant une intelligence émotionnelle, des compétences relationnelles, une communication non violente … etc… dans le cadre de la structure entrepreneuriale.

Toutefois, il faut bien préciser qu'en aucun moment le coaching ne peut concurrencer ni la psychanalyse, ni la psychothérapie, ni la psychiatrie étant donné que les champs d'action de ces disciplines sont différents.

Aussi un Coach répondant à la notion d'éthique et de déontologie de la profession doit-il savoir, parfois, détecter les cas qui ne relèvent pas de ses compétences et les diriger vers les spécialistes compétents.

Force est de constater que nous avons assisté, depuis une dizaine d'années, à la naissance de quelques associations en vue de veiller à la bonne pratique du métier de coach dans le respect des principes d'éthique, de déontologie et de tarification. Cependant, tous les coachs ne sont pas membres de ces associations. De plus, plusieurs écoles délivrent des certificats de coaching au bout de quelques modules de formation. Ce qui ne place pas tous les coachs sur le même pied d'égalité. Certaines écoles sont plus crédibles que d'autres et certains certificats sont reconnus en Europe, au Canada et au Maroc tandis que d'autres n'ont aucune légitimité.

La nécessité d'une règlementation qui régit la profession est donc nécessaire et urgente pour que le métier de coach reste noble et efficace.

Enjeux et limites du coaching

Le coaching répond à de nombreux enjeux notamment : aider le coaché à développer son estime de soi, sa confiance en soi, à mieux gérer son stress, ses émotions et son temps et à mieux maîtriser la prise de parole en public, l'aider à surmonter une difficulté ou un blocage, l'aider à mieux gérer des situations conflictuelles aussi bien sur le plan personnel que sur le plan professionnel, aider le coaché à être opérationnel dans un nouveau poste, mobiliser ses ressources pour atteindre des objectifs à fort enjeu, aider le client à s'adapter à un nouveau contexte professionnel ou personnel (conduite de changement, deuils …etc), l'aider à déployer son potentiel en levant les freins internes et en dépassant les pensées archaïques, l'aider à casser les scénarios d'échecs et à ne plus les reproduire, aider le client à réussir son intégration dans une nouvelle équipe ou une nouvelle structure, aider le coaché à atteindre un niveau de performance, aider le client à prendre des décisions importantes, l'aider à mieux collaborer, à mieux communiquer avec ses équipes, avec la hiérarchie, avec ses collaborateurs, avec ses partenaires …etc…

Toutefois, le coaching a des limites que nous pouvons résumer ainsi : le coach n'apporte pas de réponse : son savoir-faire consiste à poser les bonnes questions et de façon puissante et adaptée au contexte, à donner au coaché le « coup de pouce » qui l'aidera à changer, à utiliser certains outils pour y arriver, mais c'est le coaché qui travaille sur lui-même, en acceptant de s'interroger à partir des questions posées, en reconsidérant ses points de vue sur lui-même, les autres ou la situation, à partir de nouveaux éclairages sur certaines zones d'ombre, proposés par le coach. Celui-ci a une obligation de moyens, c'est-à-dire qu'il doit faire de son mieux avec toutes ses compétences, de venir à toutes les séances de coaching programmées, d'utiliser son savoir-faire, ses cadres de référence pour avancer tels que la process-communication, la PNL, la gestalt, la systémie …etc…. Mais il n'a, en aucun cas, l'obligation du résultat car la décision de changer appartient, en dernier ressort, au coaché. Parlons aussi de déontologie : la majorité des coachs au Maroc s'appuient sur le code déontologique de la société française de coaching. L'association Maroc Coaching s'en est inspirée pour aider ses membres à avoir un cadre bien structuré pour l'exercice de ce métier. ■

Coaching et amateurisme

Pour comprendre le coaching, il faut remonter à ses origines, même si aucun courant ne peut déclarer sa paternité. Le terme « coach » a été utilisé lors du 19ème siècle pour désigner quelqu'un qui transportait d'un point A vers un point B. Ensuite, emprunté par le monde du sport pour définir le rôle du responsable d'amener l'équipe à la victoire. Par la suite, il a été intégré, depuis les années 1980, dans le monde de l'entreprise où il a connu son réel essor, aux USA d'abord puis dans le reste du monde.

Aujourd'hui, nous ne pouvons plus qualifier le coaching comme étant un effet de mode, car il a été introduit dans le système social et a réussi à faire ses preuves par ses résultats probants et impactants.

Jihane Labib,
Professional Certified Coach, International Coach Federation, DG du Laboratoire du Coaching « CoachingLab », ICF Morocco President 2013-Avril 2016

Un métier reconnu mondialement mais non réglementé

Le coaching est un métier qui dispose d'un référentiel reconnu mondialement dont les clients et utilisateurs sont les multinationales, les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les instances internationales et le grand public. Ils font appel au coaching professionnel tel que défini par la Federation Mondiale du Coaching ICF.

En l'absence d'une loi, les professionnels, ayant la même vision du métier, se sont organisés en associations professionnelles pour défendre la profession selon les mêmes codes éthique et déontologique.

L'engouement autour du coaching, ces dernières années, s'explique par les contextes économique, politique et social avec la crise financière, les licenciements, la pression des capitaux pour réaliser plus de chiffre d'affaires, de résultats, de consommation. Ce sont des paramètres qui ont contribué à un épuisement des individus et une perte de sens dans les sociétés modernes.

Travailler ardemment toute une vie pour assurer une certaine qualité de vie selon des standards figés d'un système qui s'est avéré défaillant avec la chute de certaines économies (maison, biens, voitures, voyages, éléments de confort et de luxe, consommation effrénée..) ne répond plus à une raison de vivre.

De ce fait la quête d'un nouveau sens, un équilibre qui tiendrait compte et prendrait soin des individualités a motivé davantage le chemin vers le coaching.

Enjeux du coaching

Le coaching se définit comme suit : *« Les coachs professionnels proposent un partenariat pour aider leurs clients à obtenir des résultats gratifiants dans leur vie personnelle et professionnelle. Ils aident les gens à améliorer leur performance et à rehausser leur qualité de vie.*

Les coachs sont formés pour écouter, pour observer et pour adapter leur approche aux besoins individuels de leurs clients. Ils cherchent à susciter chez eux l'émergence de solutions et de stratégies : ils considèrent que leurs clients possèdent la créativité et les ressources nécessaires pour y parvenir.

Le rôle du coach est donc de fournir un soutien pour renforcer les habiletés, les ressources et la créativité que les clients possèdent déjà. »

L'objectif principal du coaching est d'amener le coaché vers l'autonomie, c'est-à-dire qu'il définit, lui-même, le meilleur choix et solution qui lui conviennent.

Le sentiment de bien-être et de sérénité sont des résultantes logiques du travail et de l'effort sincère effectués par le coaché dans son cheminement. Il est le premier responsable de son action puisque durant tout le travail d'accompagnement, le coach professionnel veille sur la responsabilisation du coaché et met en place un processus bienveillant qui lui permet de mieux se connaître, renforcer sa confiance en soi, clarifier ses objectifs et se challenger.

Aussi le coaching n'est ni une thérapie, ni du conseil, ni du mentoring.

Le terme « coach professionnel » ne s'explique pas par le volet « entreprises ou travail ». Selon ICF et les standards internationaux, le coach professionnel est une personne qui s'est formée au coaching, qui a expérimenté le coaching et qui a réalisé un travail de développement personnel sur elle-même et continue de se faire superviser par rapport à sa pratique d'accompagnement.

Axe d'ancrage du développement de l'individu

Les coachs professionnels disposent d'expériences probantes à travers leur précédente profession : cadre, manager, enseignant, médecin, ingénieur…etc.

A titre d'exemple, un coach professionnel de vie privée veut dire qu'il a suivi des formations adéquates en coaching après sa formation de base et ses années d'exercice professionnel et a décidé de s'orienter vers le coaching de vie privée.

Le coaching est un processus d'accompagnement, qui stipule une méthodologie et une structure précises.

Le choix de la spécialité émerge pour chaque praticien en fonction de son expérience, son travail personnel et son choix de pratique.

Notre société se distingue par ses caractéristiques culturelles, religieuses et sa dynamique sociale certes, pourtant elle reste aussi variée que d'autres notamment l'Inde, l'Amérique latine, la Chine… et autres. Dans les pays développés et en voie de développement, le coaching a su donner des réponses à plusieurs questionnements, simples et complexes, de la performance à l'identitaire, sans toutefois glisser dans les domaines de la thérapie. Il reste un axe d'ancrage du développement de l'individu avec une meilleure compréhension de sa propre communauté.

Femmes et coaching

Selon ICF (l'étude Internationale sur le coaching dans le monde et au Maroc en 2015 et restituée en 2016, exécutée par PWC), il ressort que : les femmes représentent 67% des entraîneurs dans le monde. À l'échelle régionale, la part des femmes praticiennes est plus élevée en Amérique du Nord et plus faible dans les marchés émergents. Au Maroc, 61,1% des répondants sont des coachs femmes.

Comment expliquer cela ? A mon avis, la femme est plus ouverte aux changements (vu sa nature physique : donner la vie, veiller sur celle de ses enfants…) et s'inscrit facilement dans la relation d'aide, elle se pose également plutôt son questionnement existentiel, sa capacité à s'orienter vers l'humain et prendre en charge des émotions intenses et diversifiées. Toutes ces qualités font d'elle un catalyseur de bon potentiel et lui confèrent une assise psychologique forte pour se lancer dans une profession d'accompagnement.

Accompagnement gratuit versus payant ?

Plusieurs formules existent, celles payantes et celles prises en charge par des tiers (des fonds internationaux ou et nationaux ou entreprises).

ICF prévoit, à travers le monde entier, des actions de coaching Probono, c'est-à-dire solidaire et gratuit au profit des cibles démunies. C'est aussi le cas au Maroc.

Par ailleurs, plusieurs coachs et écoles de coaching avec qui j'ai eu le plaisir de collaborer font bénéficier des organismes non gouvernementaux marocains, des étudiants, des jeunes entrepreneurs, de coaching gratuitement.

Toutefois, au Maroc comme partout dans le monde, le métier n'est pas organisé vu sa jeunesse. C'est pour cela qu'ICF existe et a mis en place le code d'éthique et de déontologie.

ICF a mis en place également la certification internationale de la pratique qui permet aux coachs de démontrer leurs connaissances et leurs habiletés et aussi un engagement envers les normes professionnelles les plus élevées et le respect d'un code de déontologie rigoureux.

J'invite toute personne qui souhaite faire appel au coaching de prendre connaissance de ce code pour mieux comprendre quels sont ses droits en tant que client.

Coaching et amateurisme

Le danger réside dans la responsabilité des différents acteurs publics à faire connaître le métier et ses exigences, notamment les médias à savoir les TV et Radios, la presse électronique et écrite.

Ma recommandation pour les médias surtout ceux qui ont un souci d'audimétrie est de veiller au respect de la déontologie avant de produire des émissions sur le coaching. Notre rôle à tous en tant que professionnels est de transmettre la bonne information au public, de l'aider à faire la différence entre des solutions « cocotte minute » et celles qui durent.

En coaching, nous parlons d'une demande formulée de la part de la personne qui désire un accompagnement et d'objectifs à fixer. Il s'agit de besoins et d'autonomie à atteindre.

Le coaching se passe ici et maintenant avec la responsabilité du coaché. On parle alors de client, de coaché, de personne coachée, le coaching est une co-construction de solution qui convient aux ressources du coaché.

Le coach, lui, est responsable du processus et non du contenu, il n'est pas expert de la problématique. Il n'apporte pas de solution, ne juge pas et n'intervient pas dans les sujets de la thérapie ou qui relève du passé (structure de la personnalité, problème d'enfance …). ■

Le coaching dans tous ses états

Le développement du coaching dans notre pays, durant ces dernières années, ne cesse d'interpeler aussi bien les managers, organisations et professionnels qu'un large public. Il questionne et intrigue parfois. Cela est dû au fait qu'au delà de « la tendance » de « la mode », il soulève des questions de fond sur la relation de l'être à lui-même, aux autres et au monde et incite ceux et celles qui y recourent à se poser des questions qu'ils n'ont pas l'habitude de se poser dans la vie courante. Cette vie qui s'accélère à une vitesse GRAND V, alors que le temps biologique de l'individu garde le même rythme.

Un métier en besoin de se professionnaliser

Le coaching vise l'accompagnement des personnes et des structures à s'autonomiser vis-à-vis de situations personnelles et professionnelles auxquelles elles font face. Il s'agit d'un métier à part entière classifié dans les métiers de la relation d'aide. Les différentes appellations dont on l'affuble (professionnel, individuel, collectif, d'entreprise, de vie, philosophique…) ne seraient, à mon sens, que des déclinaisons de la quintessence d'un même métier aux fondamentaux bien établis qu'on ne peut outrepasser en s'improvisant et s'autoproclamant « coach ». Car il s'agit d'accompagner l'Humain dans son itinéraire personnel pour atteindre ce qu'il désire au mieux de ce qu'il est, de ce qu'il peut et du contexte qui est le sien.

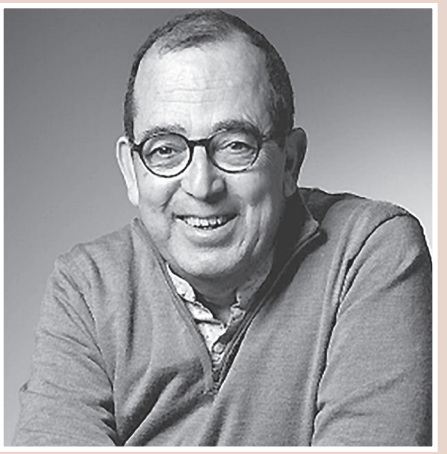
Au Maroc, force est de constater que le métier, tout en s'affirmant de plus en plus, souffre encore de beaucoup d'amateurisme. Disons qu'il se cherche encore et qu'il est en train de monter en puissance. Pour cela il a besoin de se professionnaliser encore plus, de bien fixer ses domaines de compétence et surtout ses domaines d'incompétence. Il s'agit d'éviter de le mettre à toutes les sauces et de le surinvestir. Le coaching ne saurait donc être La Solution, mais une voie parmi d'autres quand on fait face à des situations qui nous posent « problème » ou questionnement.

A cet égard, la plus grande distinction et limitation à fixer est celle entre coaching et thérapie (certains osant dernièrement parler de coaching thérapeutique –sic-). Si des coachs s'amusent à s'improviser thérapeutes, ils failliront non seulement aux pratiques de la discipline, mais surtout à sa déontologie profonde et oublieront que si le fondement de la thérapie est hippocratique, celui du coaching est socratique et vise l'émergence, chez l'individu, de prise de conscience et d'élaboration de décisions applicables dans sa vie et non une quelconque guérison de quelque altération que ce soit. Il en va, évidemment, de même si les thérapeutes investissent le champ du coaching à leur tour.

Un accompagnement à la portée de toutes les bourses ?

Métier de la relation d'aide, le coaching qui s'étend, de plus en plus, dans le monde de l'entreprise et des organisations ne saurait cependant être l'apanage d'une élite qui seule peut s'en offrir les moyens (le coaching coûte et vaut cher). Face à telle problématique, la réponse ne saurait être le « bradage » des prix comme cela est pratiqué par des coachs peu professionnels et encouragés par certaines administrations publiques au travers de la règle du moins disant. La réponse réside dans le coaching solidaire au profit de catégories sociales démunies et n'ayant pas les moyens de se l'offrir. La démarche est éthique et permet au coach qui en est porteur de délivrer la même qualité de prestation que ce soit pour le PDG d'une grande structure ou pour l'étudiant ou le militant associatif ou encore la femme rurale porteuse d'un projet AGR.

Ni mode, ni tendance le métier de coach peut apporter beaucoup aux hommes, femmes et organisations de notre pays. En ce sens, il a de beaux jours devant lui à condition de fournir des efforts soutenus de professionnalisation, d'ancrage culturel, de développement théorique et pratique en s'éloignant du « copier-coller » et des délocalisations tout azimut. Mais d'abord et avant tout, en se tenant à une déontologie au service de l'Humain, de son développement personnel, professionnel et de son bien-être. ■



Mouhcine Ayouche,
Coach certifié PCC par l'ICF (International Coach Federation), Fondateur associé de bmh Coach, Formateur et superviseur de coachs

«Les soufis étaient certainement les coachs de l'époque»

● ***Maroc diplomatique : Le phénomène de coaching semble gagner du terrain, ces dernières années et séduire, de plus en plus, les esprits. Selon vous, est-ce une tendance profonde qui s'enracine, un effet de mode importée ou un besoin réel inscrit dans la modernité dans une société en pleine explosion ?***

- PHILIPPE BEAUJEAN : Je crois constater comme vous que le coaching devient de plus en plus populaire. Il questionne. Il intrigue. Il séduit. Les réseaux sociaux et internet l'ont probablement rendu plus visible, plus accessible. En face, nombreux sont nos concitoyens qui s'interrogent. Ils ont des questions sur la vie, sur leur carrière, sur l'éducation des enfants, sur le bonheur, sur les relations amoureuses ou conjugales … Ce qui a peut-être changé, ces vingt dernières années, c'est que le bonheur est devenu une quête indispensable. Je crois parfois voir un certain « terrorisme » du bonheur. Cela me rappelle mes années d'adolescence où le féminisme battait son plein. Une certaine forme de « terrorisme » féministe existait : une femme se devait d'être féministe. La société, ou du moins la gent féminine d'alors, n'acceptait pas et raillait les femmes qui posaient d'autres choix. C'était l'époque. Il se fallait être moderne. Aujourd'hui, c'est le bonheur. Or, à travers la publicité et les médias, il nous est offert une image déformée du bonheur. Les annonceurs s'investissent à nous convaincre, au quotidien, que le bonheur passe par la consommation. Pourtant, bien que nous consommions, beaucoup n'atteignent jamais le bonheur espéré. Dans l'esprit du grand public, le coaching est souvent au service de la quête du bonheur ou d'une certaine « normalité ».

Maintenant, pour me recentrer sur votre question, si le coaching devient plus visible, cela ne veut pas dire qu'il y a, significativement, plus de personnes qui fréquentent les professionnels. Une partie de la clientèle, historiquement dévolue aux psychiatres, migre vers certains coachs. C'est parfois dû à l'évolution des pratiques dans chacune de ces spécialités.

Une bonne partie de la visibilité qu'a le coaching, aujourd'hui, tient aux efforts marketing des écoles de coaching qui ont besoin de remplir leurs formations. Ils parlent de coaching et séduisent. J'ai parfois l'impression que les seuls à véritablement bien vivre du coaching, ce sont les écoles. Sur la base d'un calcul simple et très approximatif, j'ai estimé, un jour, que la seule place de Casablanca « mettait sur le marché » environ six cents nouveaux coachs par an. C'est beaucoup. Rares sont ceux qui arrivent à percer dans le métier et à en vivre.

Une autre part significative de la visibilité est offerte par les jeunes coachs qui utilisent les réseaux et internet pour se faire connaître en exposant leur savoir et savoir-faire supposés. Souvent l'exposé de la théorie masque l'absence d'expérience ou de réflexion propre.

Je me dois peut-être aussi d'apporter un bémol à ce que j'avance ici. La plus jeune génération (la génération dite Y) est aussi grande consommatrice de coaching. Elle a grandi avec. Les coachs et le coaching ont investi les Grandes Écoles et les Universités. J'observe que les modes de fonctionnement de cette plus jeune génération, qui s'interroge beaucoup et qui se sent parfois (souvent ?) en perte de repères, repose beaucoup sur une recherche rapide d'information fiable. C'est ce qu'offrent les coachs dans leurs conférences, leurs capsules vidéos ou leurs posts.

➡

Philippe Beaujean (Suite)

● ***Il existe de plus en plus une diversité de coaching : professionnel, individuel, collectif, d'entreprise, philosophique... Comment une société comme la nôtre, mélange de tradition et d'exigence moderniste affichée peut-elle intégrer ce mode d'épanouissement sans s'exposer ?***

- Il y a trois aspects important dans votre question. Le premier, c'est que le coaching n'est pas une fin en soi. Si le coaching peut trouver sa place dans tous les contextes (professionnel, personnel, sportif …), je trouve qu'il est immature et irresponsable de prétendre qu'un même coach puisse être efficace et performant dans tous ces domaines. Pour moi, le coaching est un outil qui vient au service d'une spécialité. En ce qui me concerne, je me définis plutôt comme un coach professionnel, c'est-à-dire un coach qui place son action dans le monde économique. En même temps, j'ai trente ans de carrière professionnelle derrière moi. Trente ans d'une carrière internationale dense consacrée à dispenser du conseil et de la formation à très haut niveau au sein des entreprises, des PME et des multinationales. J'ai d'ailleurs développé mes talents de coach dans le cadre des missions centrées sur la conduite du changement et l'amélioration des performances opérationnelles et commerciales de ces organisations. Jamais il n'est possible d'atteindre des objectifs aussi ambitieux en forçant les gens. Il nous faut donc les accompagner, cultiver leur envie de changer parce que c'est ce qu'ils perçoivent comme bon pour eux. J'ai donc exercé un métier qui a mis très tôt l'humain au centre de mes préoccupations. Avec les décennies, je pense avoir acquis une connaissance très intime de l'être humain et de ses modes de fonctionnement. En formalisant la démarche de coaching, je ne fais que la mettre au service d'une spécialité déjà bien établie. Je tire moins ma crédibilité professionnelle de mon statut de coach que de ma maîtrise de la conduite des entreprises, ou des organisations de travail au sens large.

Je vois que beaucoup de jeunes sont séduits par le métier et vont se former dans les diverses écoles de coaching. Je trouve cela formidable qu'ils s'intéressent si tôt à la découverte de l'être humain, et je ne peux que les encourager à continuer. En même temps, je pense aussi qu'il est souvent trop tôt pour eux pour entrer dans le métier. Je pense qu'ils gagneraient à développer une véritable expertise et maturité professionnelle au service desquelles il pourra mettre, un jour, la démarche de coaching. Le coaching viendra alors enrichir ce qu'ils ont à offrir et élargira le champ de leurs possibilités d'action.

Le second aspect de votre question est l'opposition entre modernisme et tradition. Je ne définis pas nécessairement le Maroc comme un pays musulman. Je pense qu'il est traditionnellement peut-être plus que cela. Je le définis plus volontiers comme un pays aux racines soufies. L'histoire a voulu qu'éclosent et que se maintiennent, à travers les siècles, bon nombre de confréries, qui comptaient en leur seing de grands hommes. Socialement, quel pouvait être souvent le rôle des soufis ? J'émets l'hypothèse qu'ils devaient être un peu les psychologues ou les coachs de l'époque. Ceux qui étaient confrontés à des difficultés de la vie les consultaient, et les sages apportaient de l'apaisement en les aidant à tirer du sens de leurs épreuves. Je pense que de tout temps, l'homme a eu besoin de faire appel aux autres, aux plus sages, aux aînés. Bref, à ceux qui, par leur sagesse ou leur ancienneté, avaient développé une connaissance plus intime de l'être humain.

Dans le monde moderne, les psychiatres ou les coachs ont fait de l'humain leur spécialité. Certains sont brillants. En même temps, nombreux sont encore nos concitoyens qui consultent les fqihs. Après, choisir de voir l'un ou l'autre dépend probablement de sa vision du monde, de son approche des réalités, de l'état de ses croyances ou de la force de ses présupposés.

Le troisième aspect que soulève la question est la confusion qui est faite de la finalité d'un coach. Il n'est pas là pour apporter des réponses, mais pour permettre à quiconque (individu ou groupe) de trouver les siennes. Dans les assemblées, un coach pourrait avoir comme contribution de prévenir les pièges de l'esprit, aidant par là-même les personnes qui échangeraient autour de questions philosophiques ou politiques d'aller plus loin.

● ***On assiste au développement de cette discipline au sein de l'entreprise, car les dirigeants ne sont plus les bénéficiaires exclusifs, mais aussi les employés ?***

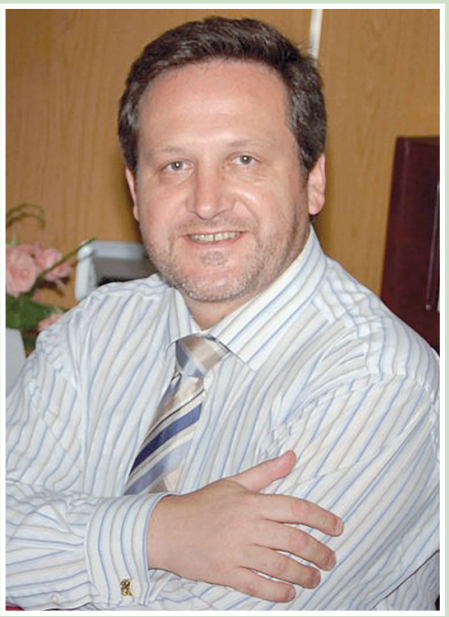
- Si la pratique est bien implantée dans le monde anglo-saxon, et de façon plus large dans le monde industrialisé, elle me semble encore balbutiante au Maroc. Je vois plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, le manque de crédibilité dont souffre parfois le métier. L'inexpérience ou la jeunesse de certains qui s'improvisent coachs professionnels refroidit parfois les entreprises. Une mauvaise expérience, surtout si c'est la première, peut sonner le glas du coaching dans l'entreprise. L'incapacité aussi d'un certain nombre de coachs, même plus confirmés, à pouvoir tenir un langage d'entreprise et à placer leur démarche dans la logique qui est au cœur des habitudes économiques. Le tissu économique marocain est essentiellement composé de petites entreprises. Or j'observe que ces dernières ont une certaine aversion à investir dans le développement de leurs collaborateurs. « Exit » donc la formation ou le coaching.

Le manque de fidélité du personnel décourage aussi les patrons à investir dans son développement.

À l'inverse, certaines structures, plus importantes et organisées, commencent à avoir régulièrement recours au coaching, car le besoin se fait de plus en plus pressant. La « Génération Y » prend de plus en plus de place dans les grandes entreprises. Certaines ont déjà plus d'un tiers de leur effectif issu de cette génération. Or, c'est une génération qui se montre plutôt infidèle à l'entreprise. C'est une génération qui se caractérise par sa mobilité. Les entreprises tentent donc par tous les moyens de les conserver. Or, une des obsessions de cette génération, c'est son employabilité. Lorsque les statistiques vous prédisent que vous changerez, en moyenne quinze fois, d'employeur au cours de votre carrière, rester dans la course devient une nécessité.

Dans ce contexte, le coach se substitue souvent au manager en carence. C'est en principe le rôle d'un manager que de se soucier au quotidien de la montée en compétence de ses collaborateurs. Malheureusement, il y a au sein de nos organisations carence en management. Le coach pallie donc souvent à l'incompétence ou la désertion managériale.

Philippe Beaujean,
Consultant, Formateur,
Coach, Associé-Fondateur
à



PhB Conseillers

● ***Dans quelle mesure le coaching peut-il concurrencer la psychanalyse et pourrait-il, à terme, s'y substituer ?***

- Difficile de répondre à cette question. Dans certains pays, comme au Canada par exemple, les psychanalystes et les psychologues se sont battus pour faire reconnaître leurs métiers et pour les protéger. C'est ainsi qu'une nomenclature s'est mise en place, nomenclature qui reprend les pathologies et les actes ne pouvant être posés que par un psychologue ou un psychiatre. La guerre est donc déclarée.

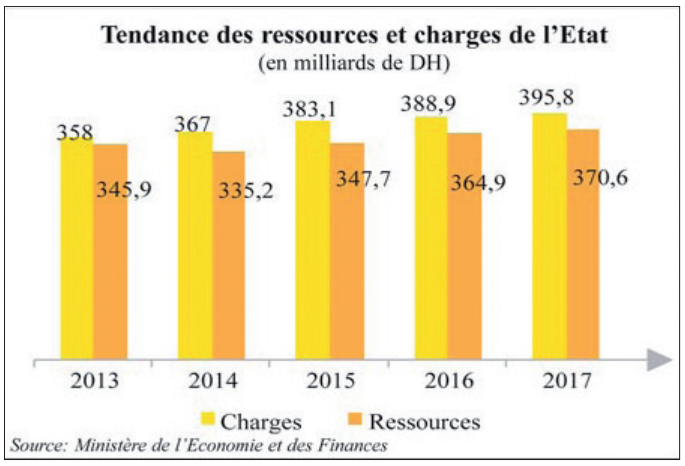
En même temps, je peux comprendre, car alors que ces professionnels ont, derrière eux, tout un parcours universitaire significatif, beaucoup de coachs n'ont qu'une formation courte (quelques jours à quelques semaines) sanctionnée par un certificat rarement reconnu et signifiant. Au Maroc, le coaching n'est pas une profession reconnue ou réglementée. Celui qui le veut, peut poser une plaque sur son porche et se déclarer coach. Je pense qu'il y a des choses qu'on doit laisser à des professionnels qui comprennent de quoi il s'agit. Il est à nouveau question ici de savoir au service de quelle spécialité chacun met la démarche de coaching. D'autant plus que le coaching n'est pas une fin en soi. Par exemple, en coaching, beaucoup utilisent les outils de la PNL, de l'Analyse Transactionnelle ou de l'Hypnose. Ce ne sont que des outils mis au service d'une démarche avec le client. Même si je maîtrise l'hypnose, je ne me vois pas me définir comme un hypnothérapeute, car je ne connais rien aux pathologies. Je ne me vois pas aborder un schizophrène ou un bipolaire. Ce n'est pas mon métier. Je n'ai pas le background pour cela. Par contre, l'hypnose est pour moi un outil formidable que je mets au service de mon background, c'est-à-dire l'accompagnement des entreprises, le développement des performances ou le développement personnel. ■

PROJET DE LOI DE FINANCES 2017

Malgré une note de présentation très optimiste, beaucoup de points restent encore en suspens

MOHAMED SOUAÏDI

Comme on le sait, le projet de loi de finances 2017 a été présenté lors du dernier conseil de Gouvernement trois jours avant les élections du 7 octobre 2016. Ce projet se veut optimiste bien que ses membres n'eussent pas été sûrs d'être reconduits après les élections.



A la veille de la constitution du nouveau Gouvernement Benkirane III, force est de constater que la plupart des chiffres sont au vert malgré une conjoncture difficile tant sur le plan interne en raison d'une mauvaise récolte agricole que sur le plan externe avec une conjoncture mondiale morose.

Si on reprend les données de la note de présentation du projet de loi de finances 2017 communiquées par le ministère des finances, on est agréablement surpris de voir des prévisions très optimistes à tous les niveaux.

En 2017, les dépenses du budget général totaliseront 395,8 milliards de DH contre 370,6 milliards de DH de recettes.

Si on reprend les données de la note de présentation du projet de loi de finances 2017 communiquées par le ministère des finances, on est agréablement surpris de voir des prévisions très optimistes à tous les niveaux.

Croissance soutenue et déficit maîtrisé en 2017

En effet, selon la note de présentation du MEF, le projet de loi de finances 2017, intervient dans un contexte international marqué par la reprise de la croissance mondiale soutenue par les performances des économies américaine et japonaise et les perspectives favorables des pays émergents. De plus, les perspectives de croissance à moyen terme au niveau de la zone euro seraient favorables malgré les incertitudes liées à la fragilité de la croissance au niveau de ladite zone.

De ce fait, la croissance nationale serait soutenue suite au regain progressif de dynamisme chez nos principaux partenaires, à la diversification des partenaires stratégiques notamment avec les pays africains (après les dernières visites Royales dans l'est de l'Afrique) et les Etats du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) ainsi que l'ouverture de notre pays sur de nouveaux espaces politiques et économiques majeurs comme la Russie, la Chine et l'Inde.

Le Projet de loi de finances pour l'année 2017, poursuit la note, s'inscrit, en outre, dans un contexte prometteur au niveau national soutenu principalement par la poursuite du redressement des équilibres macro-économiques dans la mesure où les déficits budgétaires et du compte courant de la balance des paiements poursuivent leur tendance baissière depuis l'année 2012 respectivement de 7,2% et 9,5% à 4,3% et 2,2% du PIB

D'autre part, le Projet de loi de finances 2017 prévoit un déficit budgétaire autour de 3% du PIB. Ce que la majorité des pays de l'Union européenne n'arrive pas à respecter malgré les accords contraignants de Schengen. Et même si les flux des Investissements Directs Etrangers (IDE) ont stagné à fin juin 2016, ces investissements se sont inscrits, en matière de flux nets, dans une tendance haussière atteignant 34,96 milliards de dirhams, soit une hausse de 2,5% par rapport à leur niveau auparavant.

Aussi, les réserves nettes de change se sont nettement améliorées et se sont établies à 243,2 milliards de dirhams à fin juillet 2016, couvrant ainsi près de 7 mois d'importations contre 4 mois en 2012. Cette nette amélioration s'explique par l'émergence de nouveaux secteurs exportateurs (dont l'automobile).

Par ailleurs, selon ladite note du ministère des finances, le projet de loi de finances 2017 a mis l'accent sur les priorités suivantes :

L'accélération de la transformation structurelle de l'économie via l'industrialisation et la promotion de l'exportation, le renforcement de la compétitivité de l'entreprise et la promotion de l'investissement privé, la qualification du capital humain et la réduction des disparités sociales, la consolidation des mécanismes de la gouvernance institutionnelle et la poursuite du redressement des équilibres macro-économiques.

Cela étant, le projet de budget 2017 cible un taux de croissance de 4,5% contrairement à l'année 2016 dont les prévisions pessimistes ne lui permettent même pas d'atteindre 2% si l'on se base sur les indications du haut commissariat au plan (HCP) et le FMI. Selon ce dernier, les prévisions de la croissance du Maroc seraient de 4,8% en 2017, contre 1,8% en 2016. Selon ladite note, le plan d'accélération industrielle 2014-2020 vise, à l'horizon 2020, la création de 500.000 emplois industriels et l'augmentation de la part de l'industrie de 14% à 23% en plus de la contribution à l'équilibre de la balance commerciale.

De même, le partenariat entre l'Etat et les Fédérations Professionnelles a permis d'identifier un potentiel de 427.000 emplois industriels d'ici 2020, soit 83% de l'objectif du Plan.

Des ressources humaines sont en formation de qualification au profit de 427.000 emplois potentiels dans divers domaines.

Incitations fiscales dans l'attente du politique

En ce qui concerne le volet fiscal de la loi de finances 2017, il ne fallait pas s'attendre à beaucoup de bouleversements du fait de la fin de mandat du gouvernement et de l'incertitude de l'issue des élections du 7 octobre 2016. Tous les petits changements dans les articles du projet de LF 2017 sont mineurs par rapport à la loi de finances 2016. Aussi, faut-il attendre la mise en place du gouvernement et la rédaction des nombreux amendements que les partis vont déposer.

Pourtant, le secteur automobile appelé à devenir le premier pourvoyeur de devises en 2020, réclame, lui, une fiscalité verte avec des mesures de nature à rajeunir le parc et le rendre moins polluant. Le secteur attend, également, l'instauration d'un bonus/malus sur les véhicules neufs en fonction de leur degré de pollution à l'instar de ce qui se passe en Europe.

Quant au secteur minier, il exige toujours une provision pour reconstitution des gisements supprimés il y a près d'une décennie.

De sa part, le secteur hôtelier, lui, demande la déduction de la taxe de séjour de l'assiette de la TVA.

Quant aux transporteurs, ils réclament, entre autres, un carburant professionnel avec une TVA de 20% au lieu de 10% récupérable exclusivement par les opérateurs du transport routier de marchandises pour compte d'autrui. Ils demandent aussi d'aligner le TIR sur les avantages des exportateurs. La fédération demande, enfin, l'allégement de la pression fiscale via la suppression de la taxe de stationnement des autocars qui ferait double emploi avec la tarification des services rendus par les gares routières de voyageurs.

De son côté, le secteur immobilier demande des moyens pour dynamiser le secteur par des allègements fiscaux bien qu'ils bénéficient déjà de la plus grosse part des exonérations.

Quant à la CGEM, elle réitère, entre autres, sa demande de progressivité de l'impôt sur les sociétés (IS) au lieu de la proportionnalité actuelle introduite par la loi de finances 2016 .

Enfin, on est toujours dans l'attente de l'instauration de 2 taux de TVA (10% et 20%), promis par la DGI depuis 5 ans au lieu de 4 actuellement (7%, 10%, 14% et 20%). ■

	Montant du bénéfice net en dirhams	Taux appliqué
1	Bénéfice net inférieur ou égal à 300.000 DH	10%
2	Bénéfice net compris entre 300.001 et 1.000.000 DH	20%
3	Bénéfice net compris entre 1.000.001 et 5.000.000 DH	30%
4	Bénéfice net compris supérieur à 5.000.000 DH	31%

Ahmed Lahlimi : « Un Etat développeur est une exigence de l'époque »

Par Mohammed Taleb

Il ne fait aucun doute que le modèle de croissance marocain a atteint ses limites. Le constat fait l'unanimité chez les économistes marocains. Cependant, peu sont ceux d'entre eux qui osent percer les mystères du modèle projeté pour le Maroc. Ahmed Lahlimi Alami, qui en fait partie, a, en revenant sur les raisons de l'essoufflement de notre modèle conclu qu'il est temps de *«revoir notre politique économique globale parce que les modèles changent dans la durée».*

Comme à l'accoutumée, le Haut Commissariat au Plan (HCP) a organisé, ce mardi 18 janvier à Casablanca, une conférence de presse pour dresser le bilan économique de 2016 et parcourir les perspectives de 2017. Une occasion qui lui a servi pour revenir sur l'essoufflement du modèle de croissance marocain et son quasi-unique moteur de croissance qu'est « la demande intérieure », mais aussi pour expliquer, quoiqu'en partie, les raisons de la faible compétitivité de notre tissu productif. Après un exhaustif exposé de la situation économique, en 2016, et ses perspectives pour 2017, le Haut commissaire au plan, Ahmed Lahlimi, s'est donné à un jeu qu'il admire : « agiter les idées ». Dans ce sillage, il a étalé quelques observations en guise de conclusion concernant la demande intérieure et ses composantes (la consommation finale des ménages et l'investissement), le spectre de l'endettement qui plane sur l'économie nationale et les difficultés qui barrent le chemin de l'émergence durable devant le Maroc.

C'est Mère Nature qui détermine la croissance

Avant d'arriver aux pistes de réflexion qu'il a proposées, le conjoncturiste du Royaume est revenu, ce mardi 18 janvier, avec de plus amples détails sur les indicateurs annoncés par son établissement, il y a quelques jours.

Etant un fin connaisseur de l'économie, Lahlimi a, à travers ce qui a été dit, mis le doigt là où le bât blesse : la vulnérabilité de notre modèle de croissance.

La croissance devrait se situer à 3,6% en 2017, réaffirme-t-il, compte tenu d'une contribution de l'agriculture, qui créerait une valeur ajoutée de 9,7%, de 1,2% dans le PIB prévisionnel et une amélioration de la valeur ajoutée non agricole de 2,4%. Analysant la double évolution de la situation économique estimée pour 2016 et celle prévue pour 2017, le statisticien du Royaume a constaté qu'elles devraient reproduire ainsi, l'une et l'autre, la dépendance de notre offre agricole à Dame Nature ainsi que la tendance persistante du ralentissement que manifesterait la croissance de l'ensemble des activités non agricoles, aussi bien celles de l'industrie que celles des services et du tourisme. Autant dire que *«c'est le secteur primaire qui détermine le niveau de la croissance du PIB. Quand l'agriculture se porte bien, on a une croissance aux alentours de 4% et quand elle va mal la croissance baisse de près de 2%»*. Par cette sentence, certes connue mais qui a sa place dans son raisonnement, M. Lahlimi a exposé la vérité de la situation structurelle de l'économie nationale. D'après lui, les deux exercices 2016 et 2017 qui s'inscrivent dans le sillage de cette double évolution, reconfirmeraient le profil identitaire du modèle national de croissance tiré principalement par la demande intérieure et pénalisé souvent par une demande extérieure structurellement négative.

Le moteur risque sérieusement de tomber en panne

Partant du général vers le particulier, Ahmed Lahlimi a indiqué qu'avec une progression modérée à 2,3% en 2016 et 3,1% en 2017 de la consommation finale nationale et une forte reprise à 7% en 2016 puis à 4,6% de l'investissement, la demande intérieure devrait, successivement, contribuer de 3,9 points en 2016 et 2017 à la croissance économique. Parallèlement à cela, la demande extérieure nette, quant à elle, devrait rompre avec sa contribution positive à la croissance de 2014 et 2015 (2,4 points en moyenne) et renouer avec sa contribution négative à la croissance des années 2008-2011. En 2016, sa contribution négative reviendrait à 2,8 points et dans une moindre mesure à 0,3% en 2017. Etant un fin connaisseur de l'économie, Lahlimi a, à travers ce qui a été dit, mis le doigt là où le bât blesse : la vulnérabilité de notre modèle de croissance. Une fragilité qui renvoie, par conséquent, à la question de fond que le Maroc devrait résoudre, à savoir, celle de la *«faible compétitivité de son tissu productif porteuse de menaces sur la soutenabilité de la croissance et la solvabilité financière du pays»*, avise-il.

Faut-il recoudre le tissu industriel ?

En allant plus loin dans son cogito, le Haut commissaire au plan a expliqué que le pendant de la faible compétitivité de notre tissu productif se traduirait, en particulier, par le fort et croissant contenu en importations de notre demande intérieure. *«La demande intérieure a une composante ''importation'' extrêmement importante»,* a-t-il regretté. Dit autrement, une partie de l'énergie produite par notre moteur de croissance part ailleurs et ne semble pas changer de trajectoire. Avec l'amélioration du niveau de vie et les changements comportementaux des ménages, les importations de biens et services destinés à ces derniers auraient occupé une part croissante dans la balance commerciale jusqu'à atteindre 20% des importations totales. De même, l'investissement, bien qu'en net ralentissement depuis 2010, serait de son côté, à l'origine d'une importation croissante de biens d'équipement dont la part dans les importations serait passée de 19% en 2011 à 29% en 2016. Pis, elle aurait représenté 40% de la formation brute du capital fixe (FBCF) en 2016, au lieu de 26% en 2012. Un mal nécessaire pour la continuité du développement : le seul compartiment industriel des exportations aurait entraîné un volume d'importations en intrants intermédiaires d'un montant global de 25 milliards de dirhams (Mrds Dhs) en 2015, au lieu de 12,7 Mrds Dhs en 2011. En gros, *«le taux de pénétration des importations se situerait à 34% aujourd'hui, atteignant l'un des niveaux les plus élevés, relevés dans les pays émergents, notamment parmi ceux qui réalisent un PIB autrement plus élevé que le nôtre»,* a soulevé l'ancien ministre des Affaires générales.

La paix sociale au centre des enjeux macroéconomiques

Chacun se demande tout bas « La solution ? » et le ministre répond : *« En réponse à ceux qui disent qu'il faut baisser la consommation, je dirais que la consommation des ménages reste très difficilement compressible sans compromettre la nécessaire stabilité sociale ».* Soulignant qu'il faut préserver une tendance croissante à la hausse de la consommation finale des ménages en volume (5% durant la période 2016-2017 malgré la baisse du rythme de croissance du revenu brut disponible des ménages entre les deux-périodes 2007-2010 et 2011-2015), Lahlimi a affirmé qu'il il y a : *«un passage obligé par le dialogue sociale». «Quel que soit l'effort que, légitimement, le pays devrait évoquer pour la limiter en vue d'accroître l'épargne nationale, cet effort devrait s'exprimer dans une volonté collective issue d'un dialogue social institutionnalisé»*, a-t-il précisé en avertissant : *«On peut constater qu'il y a une capacité de patience chez les gens, mais il faut faire attention».* Ce qui est valable pour la consommation l'est aussi pour l'effort d'investissement qui ne saurait se relâcher sans compromettre la croissance potentielle future de notre pays (c'était le cas entre 2013 et 2014). Autant dire qu'on ne peut améliorer le faible rendement de l'investissement qu' *« à travers une meilleure allocation sectorielle et technologique ».* Il n'y a pas d'autre manière puisque *«le pays pourrait puiser les facteurs d'amélioration de la compétitivité du tissu productif national et de la croissance économique».* Tout en rappelant le poids de la dette, autant par son niveau par rapport au PIB (81,8% en 2016) que par les indicateurs de risque dont elle est assortie, Lahlimi a affirmé que l'environnement international décline de réelles menaces sur les coûts de financement de notre économie. Il a aussi insisté à dire que l'économie nationale serait restée au cours de 2016 et 2017 *«dans l'équilibre bas de ses fondamentaux sans réaliser les performances nécessaires pour atteindre le niveau de création de richesses et de soutenabilité, à long terme, de son financement que requiert son accès à une émergence durable ».* Et de conclure qu' *« un Etat développeur est une exigence de l'époque».* ■

« En réponse à ceux qui disent qu'il faut baisser la consommation, je dirais que la consommation des ménages reste très difficilement compressible sans compromettre la nécessaire stabilité sociale ».

L'irruption du Maroc dans la gouvernance mondiale

OMAR HASNAOUI CHAOUI

« Le Maroc est libre dans ses décisions et ses choix et n'est la chasse gardée d'aucun pays ». Le Roi Mohammed VI.

L'année 2016 sera celle, où le Royaume du Maroc sous la conduite et le leadership du Roi Mohammed VI aura opté, de manière irréversible, pour une diversification de ses partenaires stratégiques, imprimant désormais sa marque pour de nouveaux horizons, une nouvelle frontière, un cap nouveau.

Partout à la manœuvre, le Souverain marocain, aura marqué dans le marbre une orientation, faisant du soft power, sa ligne directrice majeure que ce soit au niveau international, que dans ses rapports à l'Occident. Cette ligne se traduit par une coopération pragmatique, réaliste, inédite et d'exception avec les grandes puissances émergentes de la planète, la Russie, la Chine et l'Inde, et surtout l'Afrique objet de toutes les sollicitudes. *«L'Afrique n'est plus un continent colonisé. Il n'y a plus de terrain acquis, pas plus qu'il n'y a de chasse gardée»*. C'est le sens du message que le Souverain adressera à la 69e session de l'Assemblée générale de l'ONU, en appelant à la révision des relations entre l'Occident et les pays du Sud.

L'objectif pour le Maroc est de multiplier les initiatives tous azimuts pour renforcer les partenariats économiques avec les pays d'Afrique basés sur les principes de solidarité, du respect de la souveraineté, et l'intégrité des Etats.

Désormais, on ne parle plus que de co-développement, de co-émergence, de coopération triangulaire, autant d'axes stratégiques qui tournent le dos aux pratiques de conditionnalités et des consensus, des schémas qui pèsent sur les relations nord-sud. Le Maroc ayant donné la primauté à une coopération sud sud, mieux adaptée pour un développement harmonieux et mutuellement bénéfique. L'objectif pour le Maroc est de multiplier les initiatives tous azimuts pour renforcer les partenariats économiques avec les pays d'Afrique basés sur les principes de solidarité, du respect de la souveraineté, et l'intégrité des Etats.

«Le Maroc partenaire régional essentiel»

Des visites d'Etat que le Roi Mohammed VI, a effectuées durant l'année qui s'achève, celle qui va connaître les répercussions les plus significatives et les plus rapides, est la visite officielle qu'il a effectuée en Chine, ce géant du XXIe siècle, en mai 2016. Il s'agissait de passer à une étape supérieure après plus d'un demi siècle de coopération harmonieuse entre les deux nations. Sur quels fondements devrions nous renforcer nos relations? Partant du principe que le Maroc et la Chine, sont deux pays qui peuvent se vanter d'avoir connu une civilisation millénaire avec les principes de souveraineté et d'indépendance. C'est le Président Xi Jing Ping qui devait trouver réponse à nombre d'interrogations en qualifiant le Maroc comme étant *«un partenaire régional essentiel»,* à l'occasion de la conclusion d'un partenariat stratégique, entre les deux pays. Depuis, une nouvelle dynamique de la coopération bilatérale aux perspectives considérables s'est mise en marche.

Sur le plan politique, le Maroc, comme la Chine, ont en commun, une doctrine basée sur la défense déterminée de la souveraineté nationale. La Chine affiche une volonté et un engagement sincère et une implication en faveur du progrès et du développement, d'où la nécessité de prospecter ensemble les voies et moyens de coopérer en identifiant des types d'approches novatrices. La création par la Chine, d'un futur pôle de compétitivité industriel et résidentiel dans la zone de Tanger Med avec le groupe chinois Haité et la mise en place d' un fonds d'investissement de 1 milliard de dollars, en joint venture avec BMCE Bank of Africa, sont les points d'orgue de cette nouvelle étape dans les relations entre le Maroc et la Chine.

Sur le plan économique, le Maroc devrait être éligible aux nouveaux mécanismes de financement des infrastructures, mis en œuvre par la Chine. C'est ainsi que la Chine a créé, depuis 2014, sur décision du Président Xi Jinping, une banque multilatérale, la BAII, comme alternative à la Banque mondiale. Près de soixante pays y ont déjà adhéré, dont seize pays du G20. Forte de ses réserves internationales de 4000 milliards de dollars, la Chine a mis en place le Fonds de la route de la soie, et la Banque de développement des BRICS, dont le but est aussi de financer des infrastructures, cette fois dans chacun des pays émergents, se posant comme alternative des pays du Sud . Un capital de 100 milliards de dollars a déjà été souscrit, avec 41% détenus par la seule Chine, pour soutenir les membres en cas de crise financière et contourner le FMI « lié aux intérêts occidentaux ».

Omar Hasnaoui Chaoui Ph.D
Président de la Fondation Hélios pour le Dialogue et le Développement

La remise en cause de l'ordre américain ?

L'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats Unis, son approche sur nombre de questions : relations sino-américaine, changement climatique, la Syrie, la Corée du Nord, les accords de libre échange, l'Irak , l'Islam radical et les armes nucléaires, n'est pas bien claire, puisqu'elle va dans tous les sens. Mais, il ya une constante dans le discours de Trump. *«L'Amérique d'abord »*. Mais sa vision du monde globale est que l'Amérique est en déclin économique parce que d'autres nations en profitent. La frustration de Trump est que les États-Unis obtiennent peu pour protéger d'autres pays ou assurer l'ordre global, qu'il considère comme un actif négociable que l'Amérique peut utiliser comme monnaie d'échange avec un allié. Ce qui surprend, c'est qu'il a un faible pour les hommes fort autoritaires. Il éprouve une sorte de fascination pour Vladimir Poutine. D'ailleurs la nomination de Rex Tillerson, très proche de Vladimir Poutine, président-directeur général du géant pétrolier et gazier ExxonMobil, à la tête du Secrétariat d'Etat, n'est pas pur hasard.Vont-ils pouvoir coopérer et s'entendre pour que les choses changent en Syrie et en Irak, mutualiser leurs efforts pour combattre l'Etat Islamique, sachant que le monde s'est installé dans un désordre qui sera probablement mieux cerné, dès lors que le droit international n'est respecté que si les intérêts convergent dans le cadre d'un rapport de force ? ■

2016 : bilans et perspectives

PAR SOUAD MEKKAOUI

L'avènement de la nouvelle année 2017 a commencé sur les acquis et également les ruines de celle qui l'a précédée : entre espoirs et souffrances, l'année 2016 a connu de graves bouleversements internationaux. Le terrorisme et les violences n'ont épargné que peu de pays, l'Europe, l'Afrique, l'Asie, le Maghreb, le Moyen Orient et même les Etats-Unis dont on disait qu'ils étaient inexpugnables.

La violence instaurée à l'échelle internationale est devenue la caractéristique essentielle d'un monde qui semble perdre ses repères et s'enfoncer dans une fuite en avant. Plutôt que de nous rassurer, le triomphe de Donald Trump inquiète la planète. L'année 2016 a porté en elle les germes d'une inquiétude voire d'une angoisse collective, liée à la fois à l'évolution sociétale et aux facteurs exogènes.

La crise – car c'en est une – de l'écologie et du climat croît comme un tentacule, menaçant notre patrimoine agressé par les effets de serre, bouleversant notre mode de vie, secouant nos certitudes et le cocon sur lequel notre confort a cru reposer depuis des décennies. Une autre crise a surgi avec une férocité à nulle autre pareille : celle des valeurs qui sont bousculées et piétinées. Crise morale, incroyance en tout, démonétisation, nihilisme même…c'est une remise en cause telle que la jeunesse du monde ne sait plus à quel « saint se vouer », ni quelle voie emprunter.

Quant à la politique, au sens littéral et grec du terme, elle n'a pas encore fini de nous désabuser et de nous user. Un sentiment de désaffection gagne tous les corps de la société et fait effriter nos espérances d'antan. Le désaveu de la politique par les électeurs est d'abord celui des partis politiques qui semblent déconnectés des réalités, il est aussi celui d'un discours qui n'en finit pas de nous rebattre les oreilles par sa démagogie, ses slogans, ses vieilleries et son vide sidéral.

S'il restait toutefois un seul espoir, aussi ténu, pour nous restituer notre confiance confisquée, il serait celui des intellectuels, en principe, mieux placés pour nous éclairer sur les métamorphoses sociales et comportementales en cours. Encore faut-il que ces derniers s'engagent avec courage et discernement pour nous apporter la réponse à ce que nous avons, au Maroc notamment, vécu comme intolérances, exclusions, récriminations, violences verbales, condamnations sans appels et discriminations. Il existe en revanche une catégorie de citoyens, intellectuels ou autres, qui résistent et même combattent le vent du déclin moral.

Nous avons demandé leur avis à quelques-uns d'entre eux, pour nous dire en de simples mots leurs espoirs, leur malaise, leur critique même des événements passés. ■

L'année de tous les enjeux !

Khalid Baddou
Communicant et Acteur de la Société civile

L'année 2016 a été une année difficile pour le Maroc, plus sur le plan national qu'international. Marquée par la baisse remarquable des précipitations, le recul des investissements directs étrangers, la stagnation des arrivées touristiques, en plus de la crise gouvernementale post-électorale, l'année qui vient de s'écouler laissera, certainement, des séquelles sur celle que nous venons d'entamer.

Quelques moments forts ont cependant éclairé 2016. Si je devais en choisir trois, ce serait les suivants : le premier est le nouvel élan qu'a pris la diplomatie marocaine, pilotée par le Roi Mohammed VI, qui, en plus d'avoir renforcé les liens historiques avec les pays du Golfe et de l'Afrique francophone, a su ouvrir de nouvelles pistes de collaboration gagnant – gagnant avec l'Afrique anglophone, jusque-là hostile au Royaume dans l'affaire du Sahara, et la Russie et l'Inde, les puissances montantes de ce monde.

Le deuxième temps fort est la tenue des élections législatives à son échéance, dans la continuité d'un processus normal et normalisé des échéances politiques nationales depuis l'adoption de la constitution de 2011. Alors que d'autres pays Arabo-musulmans peinent à enclencher une dynamique politique durable, le Maroc continue son chemin sur la voie de la démocratisation, malgré le décalage persistant entre les attentes des citoyens et les priorités de la classe politique.

Le troisième temps fort a été créé par les manifestations d'Al Hoceima, suite au décès du vendeur de poissons Mohcine Fikri. Des manifestations pacifiques qui ont eu écho dans plusieurs autres villes du Maroc et ont démontré une haute maturité citoyenne. Les tentatives de récupération politicienne de ce dossier social n'ont pas réussi à dévier les manifestants de leur objectif principal pour rendre justice et punir les responsables de ce drame.

Nous entamons ainsi 2017 avec beaucoup d'optimisme mais surtout avec des enjeux encore plus importants pour notre pays. Personnellement, j'entrevois une année positive des points de vue politique et économique, malgré la morosité régnante du moral des ménages et des chefs d'entreprise.

Nous aurons ainsi droit à un gouvernement plus fort que le précédent, avec des priorités mieux définies et une feuille de route plus claire. Le Chef du gouvernement jouera son rôle politique de chef de l'Exécutif, face à un parlement qui ne sera pas en pleine forme vu le soutien qu'aurait la majorité même dans les rangs de l'opposition. Des Ministres d'autres partis de la majorité ou des technocrates seront les pilotes réels des grands chantiers, notamment la diplomatie, l'agriculture, l'Industrie, l'économie et les finances.

Cela n'empêcherait pas l'émergence d'incidents relatifs aux priorités et à certaines décisions à forte teneur sociale ou politique.

Je vois également une belle récolte des fruits de l'action diplomatique menée en 2016, tant en Afrique qu'au niveau des Nations Unies. Le pragmatisme marocain paiera malgré les entraves posées par ses adversaires.

Ce que je souhaite en 2017, c'est une meilleure convergence des stratégies sectorielles pour une meilleure optimisation des ressources et création de richesse. Le chômage des jeunes, qui devient une bombe à retardement pour les 10 prochaines années, doit être mis au même niveau de priorité que l'Éducation. Face à une pyramide des âges qui se rétrécit au sommet et s'élargit au centre, le Maroc doit apporter des solutions innovantes à la demande pressante de sa population.

Je souhaite également que le citoyen marocain prenne conscience de ses droits et ses devoirs, qu'il devienne acteur et non pas spectateur de son quotidien. Que les cadres marocains qui sont en train d'immigrer sous des cieux où la compétence est récompensée, reprennent confiance en leur pays et son avenir. ■

Le vivre-ensemble, encore et toujours !

L'année 2016 s'est terminée, et comme le veut la coutume, l'heure du bilan et des perspectives pour l'année qu'on entame a sonné. Égoïstement peut-être, mais de façon réaliste plutôt, je voudrais personnellement me concentrer sur notre pays, là où chacun(e) de nous, à sa place, peut agir pour influer sur le cours des choses. Bien des ratés sont à déplorer mais s'il est un mal sur lequel je voudrais m'arrêter et concentrer ma réflexion c'est cette propension que nous avons eue nous autres Marocain(e)s à nous entredéchirer à belles dents, comme si plus rien ne nous liait et que nous n'avions plus d'autre objectif que de nous haïr ! Sûrement une des pires années en la matière, nous nous sommes dressés les uns contre les autres, nous nous sommes divisés, nous avons désigné à la vindicte populaire tous ceux – et tout ce- qui différaient, qui dérangeaient le conservatisme ambiant, les excommunications et les injures ont abreuvé les réseaux sociaux et nombre de nos compatriotes se sont vus rejetés de « la communauté nationale ». De quel droit, au nom de quoi ? Et c'est là que je voudrais pointer du doigt la responsabilité de certains politiques qui n'ont eu de cesse que de poser des interdits, de jeter des anathèmes, de s'ériger en censeurs, de dire qui entrait dans la case (auto-désignée) du bon Marocain, du bon Musulman, du bien pensant et qui n'y entrait pas... Pour qui en douterait, il suffit de voir à quel point notre société s'est apaisée, à quel point nous nous sommes retrouvés, à quel point l'agressivité ambiante s'est essoufflée depuis que le gouvernement est aux abonnés absents ! Non pas qu'il faille se réjouir de l'absence de ministres –pour peu qu'ils soient compétents- mais parce que nous ne pouvons que constater que depuis que les «petites phrases» de l'un, les injures de l'autre, les diatribes du parlement se sont tues, la population a enfin retrouvé le plaisir de vivre ensemble et les vaines polémiques se sont calmées. Si je devais n'avoir qu'un vœu à formuler pour 2017, ce serait celui-ci : que les politiques, les élus, les ministres fassent preuve de compétence, d'abnégation, de sérieux et qu'ils nous laissent gérer notre vie en commun de façon sereine. Le Maroc est une « vieille » Nation et les Marocains sont aptes à vivre ensemble, dans leur diversité. Roi et peuple, cœur battant de notre passé, de notre présent et de notre avenir communs ! ■

Ahmed Ghayat, *Militant associatif, président de l'Association Marocains Pluriels et écrivain*

2016 : nous avons vu les hommes tomber

Je m'en veux beaucoup mais ne comptez pas sur moi pour dresser ici un bilan géopolitique de l'année écoulée. Pas même vous donner des nouvelles de l'économie mondiale qui donne des signes d'affaiblissement, toujours inférieure à 3%, m'a-t-on dit, mais vous lirez ici bien plus compétent que moi. Pourtant, cette année 2016, j'y étais, avec vous, et sans même nous concerter, politique ou pas, nous sommes souvent tombés de haut…

D'abord à Casablanca. Ce 31 décembre, pendant que j'écrivais ces lignes, mon smartphone me rappelle à l'ordre. Ne pas oublier ce soir-là d'honorer ce rendez-vous organisé par de bonnes âmes. *« Ils veillent sur nous, veillons sur eux. »* Tel était le message inscrit sur mon écran. Eux, ce sont les policiers, les Renseignements généraux, les brigades spéciales cagoulées, les militaires, etc. Eux, qui ne boiraient pas de café jusqu'au lendemain matin car ils seraient dans nos rues, fusil au poing pour notre sécurité.

Je ne pouvais m'empêcher de penser aux miens. A mes enfants prêts à la fête à Bordeaux que j'imaginais déjà, à une heure du matin, chantant dans le tramway… et cette peur secrète pour eux, pour la catastrophe possible dans l'un de ces tramways. Sale année de la peur de tous pour nos enfants en cette nuit-là, en toutes celles passées et en celles à venir.

2016 s'est achevée et c'est tant mieux, garce d'année, pensions-nous, anticipant ces paquets de gâteaux reconnaissants que nous distribuerions cette nuit-là aux forces de l'ordre. Garce d'année qui a vu mourir quelques sales personnes mais aussi encore plus d'innocents. Nous n'avons pas attendu 2016 pour voir les hommes tomber en Syrie mais c'est bien en 2016 que nous les avons vus, presque 3 millions de ces mêmes civils errants par le monde sur les routes du hasard et de l'infortune.

A côté de ces inconnus, nous avons vu tomber quelques figures emblématiques. Entendu virtuellement le dernier soupir du camarade Fidel Castro, le 19 novembre dernier, probablement dans son lit. Son frère Raul, 85 ans, concluant son allocution mortuaire d'un cri post révolutionnaire *« Hasta la victoria siempre ! »* Ainsi se sont éteintes 50 ans d'intransigeance. Et sous le rêve inachevé, un bilan cubain en état critique.

Ailleurs, ça tombe aussi. La mondialisation de l'économie de marché ne tenant toujours pas ses promesses, la prospérité démocratique rate tous ses rendez-vous. Moribondes les ambitions humanistes du vivre-ensemble, l'année 2016 s'est illustrée par les crispations identitaires et le succès des partis d'extrême droite en Europe comme aux Etats-Unis. Ne parlons pas ici de M. Donald Trump car les surprises sont toujours possibles, n'est-ce pas ? Enfin, surtout les mauvaises.

Les sales surprises nous viennent aussi du côté des artistes. Cette année, la pop music nous a sévèrement lâchés, scène où l'on meurt plus souvent que sous les projecteurs rock'n roll. C'est inexplicable. David Bowie, la merveilleuse icône glam, Maurice White, fondateur de Earth Wind and Fire, Prince, le roi du funk sensuel, Georges Mickael, et aussi Léonard Cohen, le mélancolique de génie. Ils nous ont eus par surprise, coups au cœur de notre jeunesse un peu partie avec eux.

Valérie Morales-Attias
Ecrivaine, journaliste chroniqueuse

Vous me trouverez bien triste car comme vous, je n'ai pas aimé 2016, je ne m'y suis pas sentie à l'aise, ni heureuse, ni comblée. J'ai espéré des événements qui ne sont jamais arrivés, de belles idées qui n'ont pas été suivies, des matins plus brillants qui ne se sont pas levés. Mais rien n'est perdu.

Pour toutes ces funestes raisons, je nous souhaite vite une nouvelle année. Une 2017 enfin lumineuse pour tous. ■

Le caftan, facette raffinée du Maroc

Quand des Andalous avaient ramené des caftans au Maghreb –vêtement à l'origine destiné aux hommes- ils étaient à mille lieues de savoir qu'il allait connaître son essor au Maroc et incarnerait, par la suite, la féminité, l'élégance et la grâce de la femme marocaine et des femmes des quatre coins du monde, qui de par le port de ces créations sublimes, ont l'allure de princesses des Mille et une nuits, ne serait-ce que le temps d'une fête ou d'une soirée. Cette tenue d'apparat, mélange de diverses cultures, dessinée par des mains de fées créatrices et montée par des artisans, symboles de perfection, connaît aujourd'hui un succès international. Rappelons qu'Yves Saint-Laurent a contribué à faire connaître le caftan marocain et même lui donner un nouveau style pour l'adapter à l'air du temps et des femmes d'ici et d'ailleurs.

Et donc, rappelons aussi que ce qui fait la promotion d'un pays c'est l'ensemble de ses codes et de ses symboles culturels, ses ressources et ses orientations politiques... Le caftan marocain, sans conteste, surtout revisité par la nouvelle génération de stylistes du Maroc, fait partie de ces symboles qui représentent notre savoir-faire, nos couleurs locales et nos traditions qui font notre fierté.

En 2016 et grâce à des créateurs de talent, le caftan marocain, a été mis à l'honneur dans plusieurs capitales de la mode à travers le monde. Toutefois, la création et la créativité ont besoin d'un coup de pouce de la part des ministères concernés au sein du pays afin de faire la promotion de ce secteur et de mettre en exergue la tenue marocaine. C'est mon souhait pour l'année 2017 pour ce domaine qui, ne l'oublions pas, fait découvrir le Royaume dans sa facette raffinée et élégante. ■

Zahra Yaagoubi
Styliste

2017: Une bonne année pour Changer

Même en démocratie débutante, les premiers peuvent être les derniers. 2016 a connu l'organisation, avec succès, des deuxièmes élections législatives sous la constitution de 2011. Le vainqueur, sans appel, a été encore une fois l'indifférence. On a tendance à croire que trois Marocains sur quatre, en âge de voter, se sont abstenus. Ce n'est pas tout à fait faux, mais ce n'est surtout pas vrai. L'abstention est un acte politique qui a du sens. Elle prend la forme consciente sous l'appellation « boycott ». Ce dernier peut être mesuré au nombre des Marocains inscrits sur les listes électorales qui ne se sont pas rendus, le 7 octobre, jour du vote, aux urnes. Ce serait une appréciation grossière, mais indicative. Une autre appréciation, plus juste, comptabiliserait les 7 millions de Marocains même pas inscrits, et y rajouterait facilement les 7 autres inscrits mais pas votants, pour conclure que deux tiers des Marocains en âge de voter ne se sentent pas concernés par les élections. Une indifférence aux allures de désobéissance électorale, pour ne pas dire désobéissance civile... Les 7 millions de Marocains qui ont voté ont donc rendu possible l'espoir de la démocratie. Les premiers des urnes se révèlent les derniers, comme leurs confrères, dans la démocratie. Aucun citoyen parmi les 7 millions de votants n'a manifesté dans la rue pour réclamer un parlement qui fonctionne et un gouvernement qui se forme dans des délais raisonnables. Près de 72 jours après le 7 octobre, il a fallu que le Roi-Citoyen tire la sonnette d'alarme et siffle la fin de la recréation. Le personnel politique ignore la volonté profonde de 7 millions de votants, dont aucun n'exprime son mécontentement, et renvoie la politesse à 14 millions d'indifférents. En somme, les uns comme les autres cohabitent au Maroc, en résidents, et ne savent pas encore vivre en citoyens, gouvernants et gouvernés. Un cas d'école en matière de sciences sociales et politiques. Mais l'espoir est permis. Dans les 7 millions, il n'y pas que de la clientèle électorale, celle qui vote pour Dieu ou pour l'argent. Dans les 14 millions d'indifférents, il n'y pas que des je m'en foutistes, et dans le personnel politique, de rares bonnes volontés rêvent encore d'un réel vivre-ensemble. Pour ceux-là, et pour d'autres, 2017 est une bonne année pour Changer. Pour ne pas laisser la démocratie se réduire à un jour de vote, pour créer une vigilance citoyenne publique à même d'améliorer le rendement de la gestion publique, des lois et des techniques, de pétitions et de motions, permettant de passer de l'indignation à l'action, de l'oppression légale à la liberté réelle. En 2017, avec ces bonnes volontés, nous mettrons en marche Changer. ■

Anouar Zyne
Expert en communication politique,
Consultant chez CBS

L'écriture et la peinture pour rompre la morosité ambiante

Depuis l'impulsion qu'a donnée sa majesté le Roi à la peinture, les artistes peintres sont tous sortis de leur léthargie et ont répondu présents à l'appel subtil et fin auquel Sa Majesté a habitué son peuple aimant.

Nadia Chellaoui
Artiste peintre et Ambassadeur
de Divine Académie
de la Culture et des Arts

L'année 2016 a vu naître des écrivains fructueux, des poètes prodigieux, des peintres talentueux. Casablanca et Rabat ont vu s'organiser des réunions littéraires de qualité, des rencontres philosophiques, la parole s'est libérée, la pensée aussi et l'art pictural s'est exprimé à merveille pour le bonheur des artistes et pour celui des amateurs.

Je peins depuis mon très jeune âge, encouragée par mes parents qui m'ont donné une sensibilité particulière et ensuite, par ma cellule familiale qui m'accompagne dans mes créations. Ce n'est que récemment que j'ai osé partager mes œuvres, avec succès, à mon plus grand bonheur.

Dans cette ambiance politique et sociale, qu'a connue le Maroc en 2016, l'art de la peinture et celui de l'écriture ont compensé, tout au moins en partie, la morosité ambiante. Les théâtres en construction ne sont pas prêts, les salles de cinéma désertées, le festival du film dénigré, et la participation marocaine intimidée, tout cela ne demande qu'un coup de pouce pour être relancé. Tous les espoirs sont permis. Même si notre politique est pour le moment bancale, nous vivons une paix sociale et un équilibre harmonieux garanti par un peuple souverain qui croit en son Roi et un Roi aimant qui jouit de sa souveraineté. La clé de cet équilibre est l'Amour. Voilà enfin de compte le moteur d'une vie heureuse.

C'est justement ce même amour qui dynamise ma création et mes toiles. Dans le ciel de l'année en finitude, une lune a éclairé mes couleurs et a inventé pour moi un bleu qui met en surbrillance les autres couleurs et les égaie pour le plaisir de mes yeux et celui de ceux qui ont aimé ce que je produis. J'ai beaucoup travaillé tant que l'inspiration était là, et elle l'a heureusement toujours été, pour être reconnue par mes pairs et accueillie favorablement par les amateurs de mon travail. Shekha Noora Bent Khalifa, princesse de Bahrein m'a fait l'honneur d'accepter une de mes œuvres lors du *Festival Casarts* le 15 juillet dernier, Feu maître Zine m'a invitée à l'événement *Fadaa Ennass* organisé sur l'esplanade de la mosquée Hassan II. J'ai exposé à *Monaco Art tentation*, en septembre et enfin, j'ai été décorée et promue ambassadrice marocaine par la *Divine Académie des arts, lettres et culture* lors de l'exposition artistique au Carrousel du Louvre à Paris, en octobre, et tant d'autres événements.

Tant d'événements heureux et tant d'espoir bien que l'année 2016 se ferme sur le triste décès de maître Zine, qui le long de sa vie a œuvré pour la promotion de l'art et des artistes, un homme à qui la générosité a tout à envier et qui en partant laisse un héritage conséquent et en même temps, un vide que nous, artistes marocains, auront peut-être du mal à combler. Qu'il repose en paix. J'ai aussi une pensée particulière pour nos maîtres artistes qui ne cessent de donner du plaisir, susciter de l'admiration et brandir le drapeau marocain ici et ailleurs.

2017 sera pour le Maroc et le peuple marocain une année de grand bonheur. Nous récolterons les fruits de l'effort Royal en Afrique, les résultats des directives de Sa Majesté concernant la politique intérieure, nous nous ennuierons moins et nous nous aimerons plus. Nous nous imbiberons de la culture locale et étrangère, nous visiterons plus de musées et nous initierons nos enfants au théâtre, à la lecture, au cinéma et aux galeries d'art. Je promets de produire encore plus et tenir mon agenda déjà plein dans l'espoir d'être à la hauteur de ceux qui me font confiance et de l'honneur qu'on me fait pour servir mon pays à travers mon art et promouvoir le Maroc et la paix universelle.

Aujourd'hui, je prie pour le pauvre au fond de sa masure, pour le malade alité, pour l'impotant dans sa chaise, pour l'indigent dans sa misère, pour l'agriculteur labourant son champ, pour l'artisan façonnant son produit, pour la maîtresse d'école, pour le fonctionnaire, le médecin, l'architecte, pour tous afin que l'année à venir nous soit favorable. ■

2016, une traînée de sang et de stigmates

Maati Kabbal
Responsable des Jeudis de l'IMA, Coordinateur des rendez-vous de l'histoire de l'IMA

Durant l'année qui vient de s'écouler, j'ai reçu ,dans le cadre des *Jeudis de l'IMA*, à l'Institut du Monde arabe, plus de 145 personnalités. Des philosophes aussi bien que des écrivains, des chercheurs, des hommes politiques dont on peut citer Jean-Luc Nancy, Kamel Daoud, François Déroche, Jean-Yves Le Drian, François Burgat, Olivier Roy, Jacqueline Chabbi, Laïla Shahid, etc… Les mots qui ont rythmé leur discours et leur réflexion sont, entre autres, violence, Islam, islamisme, fractures, décadence, déshumanité etc…

De leur façon d'appréhender le présent des sociétés arabes, on peut déduire un malaise et un mal être qui tire ses racines d'une histoire faite de sang et de stigmates. En effet, dans la longue suite des déflagrations durables, et ce depuis le déclenchement des « Printemps arabes », 2016 aura été l'annus horribilis par excellence. Attentats, assassinats sommaires, naufrages en masse au sein et au large des océans, décapitations, scandales financiers à répétition, replis identitaires et poussées populistes, etc… nous offrent les preuves tangibles de l'une des années les plus noires de cette dernière décennie. L'histoire retiendra dans ses annales comme point culminant, l'apocalypse d'Alep provoquée par la machine de guerre russe, iranienne et gouvernementale. Les réseaux sociaux aidant, les images de ces déroutes et dérives en ont fixé à jamais l'intensité. Je retiendrai pour ma part quelques images éloquentes par leur force : le corps du petit Aylan rejeté par la mer, la destruction par Daech des sites antiques de Ninive et de Palmyre, le naufrage des émigrés, les errances des réfugiés sur les routes de l'exil, les vociférations et l'islamophobie grasse et grossière de Donald Trump, les images des policiers et des soldats dans les capitales européennes devenues des espaces à risque.

Cette régression est soutenue par un discours identitaire décomplexé dont les tenants énoncent haut et fort leur refus, voire leur rejet de l'Autre, l'étranger, l'immigré. Un discours forclos sur une identité aveugle. Les écrits d'un Eric Zemmour, d'un Alain Finkielkraut nous l'expliquent sans gêne. Dans les autres pays européens et en Amérique, il existe des clones de ces énergumènes anticosmopolites qui assènent les même « vérités ». 2016 a vu leur pouvoir se renforcer dans les médias, les réseaux sociaux ainsi que dans les librairies. Ainsi assistons-nous à un retrait de l'Humain au profit du règne de la banalité du Mal et du rejet. Nous avons besoin des lumières des philosophes et de l'imaginaire des écrivains. Puisse 2017 combler ce déficit de savoir et de culture. Le sursaut se fera, je l'espère, du côté des femmes. ■

2016 : Une année assez bonne pour le Maroc

Pour moi, l'année 2016 restera, malgré tout, une assez bonne année pour le Maroc. En parlant positif, je citerai la réussite de la COP 22, l'arrivée de bonnes pluies, une percée nette de notre pays en Afrique avec, bientôt, un retour à l'UA. Pour 2017, je souhaite voir la prospérité des Marocains, un gouvernement fort en diplomatie de lobbying dans le monde, une politique qui donne à la femme et aux jeunes leurs vraies places dans notre société moderne, une union forte des Marocains et du sérieux pour faire avancer le pays. ■

Aziz Cherkaoui
Consul honoraire de la République de Corée pour les régions de Marrakech-Safi, Darâa-Tafilalet, Souss-Massa

2016 : Un leadership confirmé

L'année 2016 a été riche en événements. En retenir quelques faits et pas d'autres est toujours un exercice délicat. Pour ma part, je voudrais profiter de cette tribune pour revenir sur ce qui a marqué notre pays, le Maroc. Intimement lié aux grands projets nationaux et foncièrement patriote, le groupe Rahal, a eu l'immense honneur, en 2016, de prendre part a deux événements majeurs: la Tournée Royale en Afrique et la Cop 22. Pour la famille comme pour le groupe, ce sont, de loin, les deux faits marquant de l'année 2016. Ils ont signé définitivement le leadership du Maroc, porté par SM le Roi Mohammed VI, au niveau de l'Afrique puis au niveau international. Pour l'année 2017, j'espère voir mon pays récolter les fruits de ces avancées, et de tant d'autres, réalisées sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI.

Karim Rahal
Président, Groupe Rahal

J'ai l'espoir de voir émerger de nouvelles élites, intellectuelles, politiques, économiques, à même d'accompagner cette dynamique. Je nourris aussi l'espoir de voir s'ancrer ou revenir nos belles valeurs de société, comme la solidarité, la générosité, le patriotisme et l'honnêteté. ■

« L'année s'écoule et l'école avec »

Nadia Essalmi
Editrice de livres Jeunesse

Dans le monde entier, 2016 aura été une année tumultueuse et houleuse. Elle aura été une année bissextile. Une année où la lune a été au plus près de la Terre. Ce phénomène n'a pas eu lieu depuis près de 70 ans. Les températures n'ont jamais été aussi élevées. Une année de guerres, de tragédies, de drames. Une année assoiffée de sang. En somme, une année où le soleil ne s'est pas trop levé. Au Maroc, nous avons vécu des événements sociétaux inquiétants. L'injustice sociale continue à sévir. Des jeunes en perte de repères. Des libertés individuelles bafouées. La pauvreté prend des ampleurs inquiétantes. Le chômage grimpe. L'insécurité devient effrayante. La santé est malade. L'éducation est en chute libre. Il y a eu, toutefois, quelques lueurs et quelques notes d'espoir, mais elles restent timides. La COP22 en est un exemple. J'aimerais revenir sur le sujet de l'éducation qui m'intéresse tout particulièrement. L'année s'écoule et l'école avec. Nous assistons impuissants à l'agonie du système de l'enseignement. Un des pires qui existent sur terre et les chiffres le confirment. Un enseignement basé sur la mémoire, exempt de toute matière d'analyse, de critique, de réflexion, de lecture, de culture générale… Nous avons servi aux élèves l'arabisation pour mieux les enfermer dans une bulle et les isoler du reste du monde. Nous avons préparé des générations stériles pour un monde riche. Aujourd'hui, nous avons certaines classes où l'effectif dépasse les 80 élèves. L'enseignant a beau être un génie, il ne pourra jamais accomplir son devoir. Avec un niveau scolaire médiocre, les jeunes sans perspectives de travail, peinent à se projeter dans un avenir professionnel. Le stand by pour une période indéterminée et interminable finit par générer chez eux le désarroi et la démission. Ils perdent alors progressivement les liens qu'ils ont tissés avec une société qui leur a fermé ses portes. Ayant du mal à digérer leur détresse, une partie fera le choix de se faire oublier. Elle usera de tous les moyens pour se barrer de son pays qui n'a pas su la garder, quitte à mettre sa vie en péril. L'autre partie devient, par désespoir, une proie facile pour les laveurs de cerveau qui lui promettent le paradis qu'elle n'a pas trouvé ici-bas. Les rêves de l'une et de l'autre ne verront jamais le jour. Leurs rêves tant rêvés les conduisent droit vers le néant. Je pense aussi à ces enfants qui font, tous les jours, des dizaines de kilomètres à pieds. Ils traversent les villages, les champs, les pistes pour atteindre leur école. Une école qui compte souvent une seule pièce sans porte ni fenêtres. Une sorte de taudis. Les tables vieilles et sales vacillent en raison de l'irrégularité du sol en ciment. Arrivés en classe, les écoliers ont du mal à suivre le cours, car épuisés par le trajet, le froid ou la chaleur, suivant la saison. L'enseignant, quant à lui, est démotivé et déprimé vu les conditions dans lesquelles il vit et travaille. Isolé du monde, il ne pense qu'au jour où il quittera ce lieu où rien ne se passe. Le soir, les écoliers referont le trajet dans le sens inverse, la tête vide et le corps lourd. Qu'ont-ils appris durant cette journée ? Pas grand-chose. Que peut-on attendre de cette école et de ces élèves ? Pas grand-chose. Ainsi, les journées se répètent et se suivent, mais les esprits restent inchangés. Nos ministres de l'éducation qui se sont succédé ont assassiné des générations entières. Le Maroc, pour une bonne partie, est analphabète et manque d'ouvriers cultivés pour le bâtir. Il restera encore et pour longtemps une œuvre inachevée. Mon souhait est que l'année 2017 s'ouvre à nous comme un livre ouvert, riche en enseignements. L'école devrait être un lieu de savoir et de culture et non des bâtisses fabricant des incultes. L'éducation doit être la priorité des priorités, et un droit élémentaire dont doivent jouir tous les enfants sans discrimination aucune. Que l'égalité des chances soit une devise ! Les ministères de tutelle doivent comprendre qu'il n'y aura pas de développement sans éducation. Créons des bibliothèques de quartiers, imposons la lecture dans le programme scolaire, faisons aimer le livre ! Comme dit l'adage : L'espoir fait vivre. Que cette année nous soit douce et paisible et que la paix étale son manteau sur le monde, afin de le protéger des aléas des esprits haineux ! ■

« Le plus dur est devant nous »

Nabil Bayahya
Executive Partner,
Mazars Audit & Conseil

Le 1er janvier 2016, nombre d'entre nous était soulagé d'enterrer l'annus horribilis qui venait de passer, et fondait de grands espoirs sur la nouvelle année qui verrait le calme, et même le renouveau après la tempête. La déception fut ainsi à la hauteur de nos attentes lorsque loin de s'estomper, la fracture qui s'est dessinée dans nos sociétés s'est consolidée, voire élargie, entre les gagnants et les perdants de la mondialisation, sous les coups de la guerre au Moyen Orient, du terrorisme qui a continué de frapper, et de l'insécurité générale qui a conduit à un repli des peuples derrière des frontières qui se sont inéluctablement refermées. Au Maroc même, les élections ont confirmé, après le chaos partisan des coalitions de 2011, la nouvelle bipolarisation du paysage politique entre progressistes et conservateurs qui sont désormais appelés à s'affronter. Dès lors, la question à laquelle nous espérions tant répondre par la négative il y a un an, se repose avec acuité : l'Histoire nous placera-t-elle au début d'un nouveau cycle d'insécurité collective ? La lucidité nous impose, aujourd'hui, d'y répondre par l'affirmative : le plus dur est devant nous. Le défi à relever pour 2017 est ainsi immense : faire émerger du chaos qui s'installe un monde nouveau fondé sur davantage d'équilibre, de justice, et de prospérité. La tâche sera longue et prendra certainement plus d'une année ; mais le jeu en vaut la chandelle puisqu'il s'agit de laisser à nos enfants un monde meilleur que celui que nous avons construit jusqu'à présent. ■

La montagne marocaine : un patrimoine en déliquescence …

L'année 2016 n'a rien apporté à la montagne marocaine. Aucun grand projet national n'a été pensé pour que notre dizaine de millions de montagnards recouvrent pleinement leur dignité sur les plans socioculturel et économique. Aucun parti politique ne semble se préoccuper sérieusement de la situation dramatique des montagnes dont on puise quotidiennement des images sordides offrant un visage terne du Maroc, à travers les réseaux sociaux.

Spectateurs impassibles, nos gouvernements n'ont accordé que peu d'attention à la disparition annuelle de dizaines de milliers d'hectares de forêts, laissant ainsi le champ libre à la désertification rampante, à l'érosion qui scalpe un sol meurtri par tant d'agressions humaines et inexorablement à l'exode qui gonfle les bidonvilles. Le surpâturage destructeur du patrimoine floristique, l'écimage volontaire pour le fourrage, les coupes abusives, les incendies, le vol par abattage nocturne de cèdres centenaires, laissent sans voix tous les naturalistes de passage dans nos Atlas. Pour ne prendre que lui pour exemple, Michel Tarrier, un entomologiste de renom, spécialiste de la faune marocaine, n'a jamais trouvé d'oreille attentive à ses réquisitoires sur les massacres que subissent nos patrimoines floristique et faunistique. Cette dégradation avancée, serait-elle un contrecoup de la « makhzanisation » des domaines forestiers et des terres collectives qui étaient autrefois un bien géré par les tribus ?

Pour mesurer l'ampleur du regain du désert, nos politiciens auront-ils un jour le temps de feuilleter les traités descriptifs de nos forêts de jadis, dressés au début du 19ème siècle, par des explorateurs comme Charles de Foucauld, Brives et le Marquis de Segonzac ?

Devant l'absence d'une « Loi montagne » à l'instar de celle qui existe depuis fort longtemps en France, les tourismes vert et culturel sensés dynamiser la valorisation et la protection de la biodiversité et de la culture autochtone se heurtent aux réalités choquantes de la disparition accélérée des patrimoines locaux. De fait, nos guides restent perplexes et impuissants devant la tristesse qui accable les touristes sur des sites préhistoriques de plus de 140 millions d'années. Les conditions dans lesquelles se trouvent ces derniers, comme ceux des tumuli de la haute Moulouya, des traces des dinosaures de la vallée d'Ait Bouguemmaz, au haut Atlas, et d'Imouzzar Mermoucha dans le moyen Atlas, largement massacrés et toujours sans protection, révoltent même les visiteurs néophytes. Casbahs séculaires, sites hydrogéologiques et miniers grandioses subissent le même sort.

Youssef Aït Lemkadem
Enseignant-chercheur, Président du Centre d'Orientation et de formation des Professionnels du Tourisme (COFPT, Midelt)

« Mais, que fait donc votre gouvernement ?», une question si chère à Jacques Gandini, auteur de plusieurs Guides du Maroc et d'un grand nombre d'écrits sur le patrimoine préhistorique des montagnes et du désert marocains. On comprend mieux les réactions de ces spécialistes lorsqu'on sait que des sites de plus de 5000 ans comme les gravures rupestres de Tazarine, celles de Tirghiste et d'ailleurs sont lamentablement livrés au pillage sous l'œil et la bénédiction des pouvoirs locaux et du Ministère de la Culture. Le Maroc ne voudrait-il plus de sa préhistoire ?

En janvier 2016 à Marrakech, lors de sa seconde assemblée générale, la Fédération Marocaine de l'Hôtellerie de Plein Air (FMHPA) a dressé un rapport alarmant sur ces patrimoines quotidiennement dévastés, spoliés, vendus alors qu'ils constituent nos seules richesses naturelles, symboliques et historiques. En dehors de leur plein investissement dans la politique du littoral, l'Office et le Ministère du Tourisme daigneront-ils, un jour, porter un regard rationnel sur cet autre Maroc des hauteurs ?

Actuellement sous les neiges hivernales, nos montagnards n'attendent rien de la nouvelle année. Leur adage le dit si bien : *« Les années peuvent apporter la pluie mais seuls les Hommes apportent le bonheur ou le malheur de leur tribu ».* ■

Analphabètes et illettrisme

J'ai deux enfants d'une vingtaine d'années. Entre autres règles d'éducation, je leur ai toujours dit que le plus important n'est pas leurs notes à l'école (au grand dam de leur maman), ce que je leur demandais c'est de savoir «Lire, Écrire, Compter et Parler» (parler découle de cette préséance).

Philippe Broc, *Éditeur*

Prenons les langues, comment en apprendre une nouvelle si l'on ne maîtrise pas la première ? Prenons la cuisine, comment réaliser une recette si l'on ne sait pas lire, que l'on ne sait pas ce qu'est un décilitre et qu'utiliser un chinois n'est pas forcément de l'esclavagisme ?

Prenons la mécanique, comment comprendre que le rapport poids/puissance est déterminant sans être un champion de lutte gréco-romaine ?

Prenons la culture, comment y accéder si l'on ne comprend pas ce que l'on lit, écrit ou raconte ?

Je vis et travaille au Maroc. J'écoute, j'observe, j'apprends, j'essaye. Sur ce chemin, j'ai croisé un milieu associatif, dit de la société civile et des ONG en nombre extrêmement important. Chaque jour, des initiatives sont prises et réalisées, comme des défis, des combats de proximité, des devoirs de solidarité. Malgré un sincère bravo, ces interventions portent essentiellement sur les conséquences, sur la forme, mais peu sur le fond.

Parmi les différentes formes d'intégration d'une population dite modeste, il existe des centres de formation ou écoles dans tous les domaines. Pour ceux auxquels je m'intéresse, Les Arts, le sport, la cuisine, parce que j'estime qu'ils sont vecteurs de valeurs fortes, le constat est toujours le même. Avant de mettre ces gosses dans des écoles de formation professionnelle ou/et passionnelle, il faudrait qu'ils aient un minimum d'éducation. Pas cette éducation culturelle où il est bienséant de faire ceci comme ça, savoir nouer un nœud papillon, évaluer le degré de maturité d'un havane, ou distiller quelques vers de Gibran Khalil Gibran. Mais celle de base, par laquelle on apprend à dire «Bonjour Madame, merci Madame, au revoir Madame», que l'on sait pourquoi respecter une priorité à droite, pourquoi trier ses déchets, pourquoi emmener les enfants à l'école… justement parce que l'on sait lire, écrire, compter et… parler.

L'analphabétisme est facilement identifiable, l'illettrisme beaucoup moins rapidement or ses conséquences sont, à long terme, désastreuses.

L'analphabétisme recule, le Maroc avance, l'illettrisme augmente. Le point d'équilibre prend de la distance avec les réalités de la majorité de la population.

J'espère que la politique de 2017 mettra l'accent sur l'Éducation. Car si nous ne nous y consacrons pas, il n'y aura pas d'accès à la Culture, et la Culture est la première richesse d'un peuple, d'un pays. ■

Pour un appel d'air

En décorant Pierre Berger, S.M Mohammed VI a donné un nouvel élan au développement et à la promotion de la culture et des échanges culturels entre le Maroc et la France. Et, déjà en 2012, rappelons-le, le Souverain avait mis en exergue le fait que la culture *«est le catalyseur qui dynamise notre société, une société aussi fière de ses affluents pluriels et de sa civilisation séculaire, qu'elle est attachée à sa diversité et à son ouverture sur le monde.»* Aussi formons-nous l'espoir pour que 2017 soit pour notre nation, l'année qui concrétiserait le rayonnement de notre culture à travers le monde afin de contribuer aux efforts soutenus et largement déployés pour la paix entre les peuples. Et comme l'a bien souligné le chroniqueur Abdellatif Bouzoubaa : *«Aujourd'hui, les expressions culturelles sont des rituels modernes qui apaisent les tensions sociales, conjurent les raideurs identitaires et promeuvent l'amitié entre les peuples.» Culturetoute.com,* cette nouvelle publication culturelle digitale n'aura de cesse, pour sa part, d'apporter sa modeste contribution à l'avenir afin d'assurer une large diffusion voire imposer les débats d'idées que lancent les générations actuelles d'écrivains, essayistes, plasticiens, musiciens, designers, infographistes et autres créateurs. *Culturetoute.com,* serait ainsi en 2017, une sorte de vecteur des créations visant l'épanouissement de la culture marocaine. ■

Ahmad Bouzoubaa
Graphiste et artiste photographe, gérant de la Maison des Artistes

Il était une fois l'école publique !

MUSTAPHA BELGHITI

Il serait fastidieux de remonter dans l'histoire et d'étudier le cheminement qu'a suivi l'école publique dans sa dégringolade. Quelques événements clés devraient suffire pour mieux comprendre. Une petite précision toutefois s'impose. L'arabisation brandie par certains démagogues fut elle-même victime des politiques suivies, puisque devant le constat de l'échec, d'aucuns dans leur fuite en avant commencent à parler de « darijation » ! L'arabisation a commencé à l'indépendance par un système de bilinguisme équitable qui, s'il avait été poursuivi, aurait fait de notre école l'une des meilleures. Mais ceux qui ont planifié la destruction de l'école publique ont été épouvantés par l'arrivée de jeunes issus des couches populaires et des campagnes, bien formés et qui concurrencent avec les fils de la haute bourgeoisie, habitués jusqu'ici à être les seuls détenteurs du savoir. Ainsi, on commence à diminuer la part du français dans le primaire tout en gardant toutes les matières au collège et au lycée en français. Ainsi, les élèves, quand ils arrivent au collège, se trouvent diminués d'autant plus que la plupart des enseignants étaient encore des étrangers. Concomitamment, et outre l'appel incongru fait aux enseignants des pays de l'est qui baragouinaient plus qu'ils ne parlaient leur français, on procède à la formation à la va vite. On pousse l'outrecuidance jusqu'à recruter des élèves ayant raté leur baccalauréat en qualité de chargés de cours pour pallier aux insuffisances.

Le dernier clou du cercueil fut enfoncé par le sieur Laraki en arabisant toutes les matières scientifiques sans rien prévoir dans le supérieur.

Ainsi et à titre d'exemple, il est arrivé qu'un élève qui double sa terminale retrouve son camarade de l'année passée venu lui enseigner les maths ou les sciences ! Le dernier clou du cercueil fut enfoncé par le sieur Laraki en arabisant toutes les matières scientifiques sans rien prévoir dans le supérieur. Résultat, les jeunes bacheliers arrivent dans les facultés et autres instituts supérieurs où tout est enseigné en français et n'arrivent pas, le plus souvent, à suivre ce que dictent les professeurs ! A tout cela, il y a lieu d'ajouter le clientélisme qui a toujours sévi, le corporatisme des syndicats qui font fi de l'intérêt général pour ne penser qu'à l'intérêt de leur nomenklatura, absence presque totale de formation et de formation continue. Tout cela a fini par engendrer une lassitude et un manque d'intérêt de la part de tous. De la famille comme de l'élève qui ne voient plus en l'école un ascenseur social. De l'enseignant qui n'est plus préoccupé que par ses fins de mois et comment les arrondir en donnant des cours supplémentaires à gauche et à droite. Un seul bénéficiaire dans ce magma : l'école privée qui tire sa force, non pas de sa qualité, mais dans la déliquescence de l'école publique. Alors, est-il possible de redresser l'école publique ? Oui, à condition de s'éloigner des forums et autres colloques qui ne servent qu'à engraisser les participants. La seule condition, c'est la volonté. Une volonté inébranlable et prête à faire face à tout obstacle se dressant devant cette belle et noble mission de vouloir redonner espoir à la nation . Par la stricte application des lois et des textes. Un exemple : plusieurs fonctionnaires (enseignants et autres) n'exercent plus les tâches pour lesquelles ils sont recrutés au prétexte qu'ils sont malades. Aussi faut-il faire activer les commissions médicales qui peuvent prononcer leur incapacité à exercer et les mettre à la retraite d'office. Faire activer les conseils de discipline pour les cas d'absences ou même d'incompétence et être prêt à tenir tête aux syndicats tant qu'on est dans le respect des textes. ■

Mustapha Belghiti

Abonnez-vous !

☐ Casablanca ☐ Rabat

Coordonnées

M. ☐ Mme ☐

Nom : ..... Code postal : .....

Prénom : ..... Ville : .....

Société : ..... Tél. : .....

Adresse : ..... Fax : .....

..... E-mail : .....

Règlement

12 mois : 150 DH.
Mode de paiement : chèque bancaire à l'ordre de **Maroc diplomatique**

Veuillez renvoyer ce bulletin sous enveloppe, accompagné de votre règlement à l'adresse suivante :

47, Rue Othman Ben Affane, 4ème étage 20070 - Casablanca.
Retrouvez cette offre sur notre site : www.maroc-diplomatique.net ou téléphonez au : 05 22 20 69 19 - 05 22 20 98 68

L'angle mort de l'ethnocentrisme

PAR MAJID BLAL

C'est devenu la tendance salvatrice pour certains partis politiques en Occident comme au Québec. Chaque fois qu'ils sentent un glissement des sondages, ils reprennent les discours identitaires pour se renflouer en points de pourcentage.

Chaque fois qu'ils ont une petite envie d'exclure et de rejeter, ils ressortent les discours identitaires tant décriés par la diversité et par les humanistes de la coexistence plurielle.

L'ethnocentrisme a mis ses bottes de propagande et il marche au pas de la milice.

Bien assis dans leur véhicule, ils se sentent puissants et aux commandes de tout ce qui s'anime et se meut sur la route du vivre ensemble. Ils ne nous ont jamais vus, ni même aperçus. Ils ont, seulement, entendu parler de nous comme des entités qui écument les routes, marchent et cheminent vers leurs destins.

Ils sont conscients que nous sommes mobiles, qu'on peut surgir, un peu partout, à l'improviste et cela les enrage. Ils ne se pardonneront pas de nous laisser libres, sans contingenter nos déplacements ni circonscrire les lieux de nos activités...

Nous avons fait des signes discrets pour signaler notre présence, en vain. Nous avons hélé puis gesticulé à grands mouvements pour ensuite crier, mais ils ne nous ont jamais vus ni encore moins, entendus. De dépit, nous sommes devenus excellents dans les grimaces, les rechignes des sans paroles, des non écoutés, des craintifs.

Ils ne nous verront jamais parce qu'ils nous ont placés dans l'angle mort de leur vision. Ils ne nous entendront jamais parce que nos cris les crispent et leurs vitres sont fermées. Quand il leur semble entendre nos murmures et chuchotements, ils augmentent le volume de la radio poubelle qui crépite l'essentialisme des groupes. Ou bien, ils entonnent leurs chants sectaires. D'autres fois, ils se fâchent, délibérément, vrombissent, crachotent, gémissent, lancent des concours de jérémiades pour proliférer les prétextes à parler fort et ainsi couvrir le bruit de nos appels à leurs consciences, nos bourdonnements et bruissements à leur humanité, à leur cohérence, à la parcelle d'universalisme qui leur reste.

Ils sont conscients que nous sommes mobiles, qu'on peut surgir, un peu partout, à l'improviste et cela les enrage. Ils ne se pardonneront pas de nous laisser libres, sans contingenter nos déplacements ni circonscrire les lieux de nos activités...

Des fois, quand ils en écrasent un des nôtres, ils se soucient uniquement de l'odeur que cela pourrait laisser sur leurs pneus. Une mouffelette est un animal dangereux qui pue et ils s'en félicitent quand ils en ont invalidé une.

Parfois, ils vont tellement vite comme si la voie est le raccourci à leur propre empressement. Ils vont tellement vite en besogne, au point de nous reprocher d'être sur leur chemin une entrave et sur leur propriété privée des furoncles. Ainsi, ils reprochent au chevreuil fauché en fuyant l'acharnement des moustiques au milieu de la touffeur végétale, d'être sorti de la lisière de la forêt et de son espace assigné, de se placer, exprès, dans l'espace dégagé qu'est la route de leur émancipation exclusive.

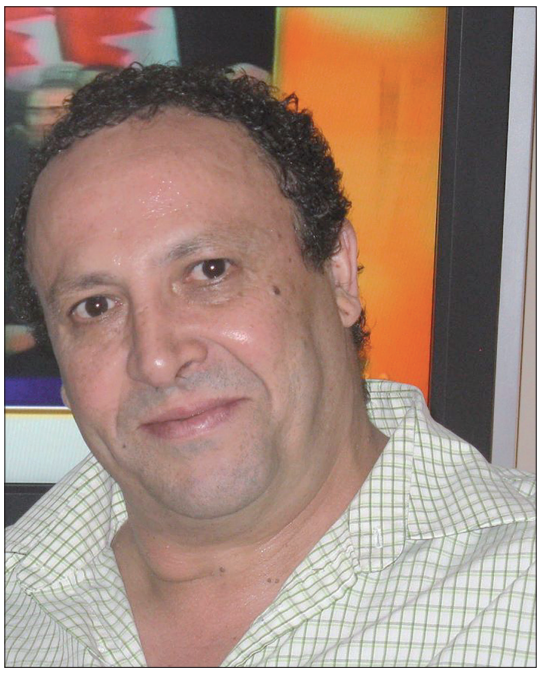
Ils ont peur et avec raison. Ils ne sont pas nombreux dans leur autobus clanique et cela les effraie. Alors pour se donner l'impression du nombre, ils s'applaudissent, se congratulent, se flattent et se caressent dans le sens du poil et dans un vacarme d'assiégés, ils finissent par nous braquer les phares dans les yeux pour nous hébéter, nous abrutir avant de nous abêtir dans le silence nocturne.

Ils ne nous voient jamais. Ils ne nous entendent pas non plus. Ils ont peur du verbe ouïr qui sonne comme une approbation, un soupçon d'hospitalité, une tentative d'acceptation. Mieux que l'intégration, l'acceptation. Mieux que la tolérance, l'acceptation.

Pendant que certains proposent de nous rassembler dans des zoos, d'autres veulent mettre beaucoup plus de panneaux de signalisation pour nous interdire de devenir visibles.

Ils ne nous demandent jamais notre avis sur notre propre devenir.

Pourtant, ils en parlent tout le temps. Ils ne font que deviser de nous quand cela leur prend de se tirer les tifs entre eux. Puis ils palabrent, palabrent, proposent, suggèrent et finissent par nous reprocher leur misère, la qualité de leur langue, nos couleurs, nos provenances...



Majid Blal.

Nous servons de boucs émissaires, de défouloir, d'excuse et bien d'autres fonctions.

Pendant que certains proposent de nous rassembler dans des zoos, d'autres veulent mettre beaucoup plus de panneaux de signalisation pour nous interdire de devenir visibles. D'autres suggèrent plus de plaques et d'affiches en pictogrammes parce qu'ils croient que nous sommes analphabètes, affichant des directives pour nous sommer de retourner dans nos forêts.

Les plus vicieux aimeraient nous châtrer pour que nous ne puissions pas nous reproduire. Certains se contenteraient de notre mutisme, si bien sûr, on arrivait à nous castrer de la langue.

D'autres avancent qu'il serait plus économique de nous utiliser comme bêtes de somme pour abattre du boulot et des bouleaux.

Certains n'exigent rien de nous, sauf de ne pas nous mettre en travers de leur vision et ainsi leur cacher le soleil. Cependant, il n'y a pas de soleil aveuglant à craindre dans un angle mort.

Seulement ils ne cessent de parler de nous. Nous sommes devenus la menace qui risque de les faire disparaître. Leur discours est un Mantra éculé qui radote les mêmes craintes, qu'il y a des siècles: la peur de l'étranger. La peur de ceux qui marchent à pied et qui transhument pour consigner l'histoire de l'humanité.

Nous incarnons la frayeur de la rencontre du troisième type qui fomente la disparition de l'espèce caucasienne et il faut sonner l'alarme.■

Pratique du Zazen au Maroc ou l'art de la méditation

PAR IDRISS SHAH BADIDI
ALIAS MAÎTRE «HARMONIE-PAISIBLE»

Zen, signifie en japonais un état d'esprit à peu près équivalent à la « méditation », à la contemplation, sans le sens statique et passif, associé à ces termes.

Ce n'est ni un culte, ni une philosophie, ni un sport. La dimension du Mot ne peut le saisir. C'est une pratique qui exige une expérience personnelle. Celle-ci a deux caractéristiques : une posture et une respiration spéciales. La posture s'appelle « Zazen » ; elle ressemble à la position en jambes croisées, chez nous. « Za », en japonais signifie s'asseoir et « Zen », méditer.

Mais, que pourrait-on méditer ? Nous nous concentrons sur notre posture et sur notre respiration. Nous nous assurons que notre colonne vertébrale est bien verticale, que la 5ème lombaire régissant la droiture du corps est poussée en avant, que les genoux sont bien posés sur le sol, que les épaules sont décontractées, que la tête est levée, que le menton est rentré, la nuque aucune, et que l'extrémité de la langue touche le palais derrière les dents d'en haut.

Les yeux sont mi-clos, le regard se pose de lui-même à un mètre devant soi sans rien fixer. Il est en fait porté vers l'intérieur. On ne regarde rien même si, intuitivement, on voit tout. Les mains reposent sur l'abdomen, paumes en l'air, la main gauche sur la droite. Les pouces se joignent horizontalement, dans le prolongement l'un de l'autre par une légère tension. Ils ne doivent ni remonter ni s'affaisser, et sont ainsi un point de repère pour la concentration.

Simultanément, nous contrôlons notre respiration qui ressemble beaucoup plus à celle d'un animal ou d'un nouveau-né qu'à celle d'un homme. L'inspiration doit être courte et naturelle. Symbolisme : ne pas prendre beaucoup à l'univers. L'essentiel c'est l'expiration qui doit atteindre le « Hara », la matrice chez la femme et qui représente le centre de gravité et non le cerveau, pour les pratiquants du Zen.

Maître Badidi avec Maître Jacky Azran, maître international des arts martiaux lors d'une grande manifestation culturelle à Casablanca sur la mémoire du sport à Casa en 2000.

L'homme est un trait d'union entre le ciel et la terre. Il ne peut prétendre à la sainteté et à la plénitude de la liberté que s'il se meut et agit dans cette dimension.

La respiration Zen balaye les complications mentales

Au cours du « Zazen », nous avons l'impression de vouloir toucher le ciel avec notre tête et de pousser la terre avec nos genoux. Symbolisme : L'homme est un trait d'union entre le ciel et la terre. Il ne peut prétendre à la sainteté et à la plénitude de la liberté que s'il se meut et agit dans cette dimension. Pour les amateurs de définition ; le Zen, c'est comme un couteau sans lame et sans manche.

S'asseoir devant un mur : pourquoi ?

D'abord, pour que le pratiquant ne soit pas absorbé par ce qui l'entoure. Symboliquement, on tourne le dos aux préoccupations et aux ennuis de la vie quotidienne. Il apprend à faire quelque chose qui n'a aucune utilité d'usage, à se dépenser gratuitement, car l'intérêt motive tous nos gestes quotidiens. Et le fait de s'asseoir sur un « Zafu », petit coussin, rond, épais, en portant un ample habit noir « Kolomo » ou « Gandourah » devant un mur, permet d'entraîner les sens, le cerveau, les yeux et le cœur à se désintéresser, à patienter et à être généreux. Une éthique de « l'ouïe », et du « oui » malgré les agressions du monde extérieur : c'est le principe de «Muchotocu », le principe du « non-profit». Ainsi, en nous concentrant sur la posture et sur la respiration, nous nous mettons à l'écoute du mouvement de la vie au fond de nous-mêmes, nous observons les idées qui comblent notre cerveau et nous envahissent, chaque instant, sans nous y accrocher, avec un esprit exempt de toute pensée, de tout sentiment, un état de conscience dans lequel les pensées se déplacent sans laisser de traces. Ces vagues d'idées emmagasinées dans le subconscient remontent à la surface et se volatilisent comme des bulles de savon entraînant par là-même un vide mental salutaire. Pendant Zazen, nous nous entraînons à vivre l'instant présent, à penser « ici et maintenant ».

Pour le Zen, le temps est plus important que l'espace

En effet, nous pouvons revenir sur un lieu mille fois, mais jamais nous ne pourrons retrouver maintenant.

Pratiqué quotidiennement, Zazen est très efficace pour l'élargissement de la conscience et le développement de l'intuition. Cette posture dégage une grande énergie, car les points d'acupuncture se situant aux enchevêtrements des nerfs sur douze méridiens du corps qui s'étendent des orteils jusqu'au tour des hanches, des doigts jusqu'aux épaules et de la 5ème vertèbre lombaire jusqu'à la nuque, se massent et stimulent les centres d'énergie du corps. Il existe environ 3600 points.

Cette opération de massage ou « Acupression » a un effet extraordinaire et bénéfique sur le cerveau. Celui-ci se divise en deux : schématiquement, l'encéphale droit et l'encéphale gauche. Le premier, en connexion avec l'environnement immédiat et les spectres du cosmos, est le siège de l'intuition et est en rapport avec les sens (l'odorat, la vue, etc...). Il est d'ailleurs plus développé chez l'animal que chez l'homme. Le second, plus performant chez l'homme, est le siège de la réflexion parce que fonctionnant jour et nuit, d'où le risque de fatigue et de stress.

Pendant Zazen et surtout dans la posture du lotus ou demi-lotus, « Attarbiâ » chez nous, les pieds pressent sur chaque cuisse des zones comprenant des points d'acupuncture importants correspondant aux méridiens du foie, de la vésicule biliaire et des reins. Autrefois, les samouraïs stimulaient automatiquement ces centres d'énergie par la pression de leur cuisse sur le cheval.

Pratique du Zazen au Maroc ou l'art de la méditation (suite)

La respiration zen ressemble à la respiration de certains soufis de l'islam pendant les séances d'invocation de Dieu « Ad-Dhikr ».

En basculant le bassin en avant au niveau de la 5ème lombaire (vertèbre), la masse du corps se porte en avant, allégeant ainsi la colonne vertébrale, censée être à cet instant, bien droite. Cette opération régule et stimule fortement la sexualité. Grâce à la respiration (Inspiration courte, naturelle, expiration longue, profonde, le souffle doit descendre jusqu'au « Hara », (la matrice chez la femme, au bas ventre). On extériorise les gaz toxiques accumulés à l'intérieur du ventre, ce qui entraîne un massage salutaire des organes internes.

Le cerveau s'irrigue par davantage d'oxygène, les tissus cellulaires se renouvellent et celui-ci se repose. L'homéostasie des muscles s'équilibre.

On ressent une relaxation allant parfois même jusqu'à connaître le grand frisson. Le soma du corps se régule. Une véritable alchimie se met en branle dans le corps, ce qui permet la régulation de son biorythme.

L'afflux des idées qui perturbent, à chaque instant, notre esprit contre notre gré, s'arrête net.

L'encéphale droit, paresseux chez l'homme, se réveille et on ressent alors des choses inouïes. Le Zazen dure environ 1 heure, entrecoupée d'une marche zen « kin-hin », d'environ 10 minutes avant la fin du Zazen. Nous chantons le « Hanya-shingyo » ou chant de la sagesse suprême. C'est un exercice de respiration, une combinaison de phonèmes qui sortent du « Hara », des viscères. Avec cet exercice, on évacue le gaz carbonique stagnant au fond des poumons, lequel gaz génère la nervosité, et bien d'autres maladies.

La respiration zen ressemble à la respiration de certains soufis de l'islam pendant les séances d'invocation de Dieu « Ad-Dhikr ».

Au Maroc, nous percevons Zazen comme un moyen d'entraînement à la relaxation, à la vertu de tolérance, une approche de proximité afin de connaître l'autre de l'intérieur, à travers son expérience et son enseignement de la sagesse. Zazen n'aliène, en aucune façon, notre ancrage dans notre identité arabo- musulmane, mais l'approfondit.

Zen et soufisme

Essayer d'expliquer Zen ou le soufisme, c'est comme chercher à saisir une flèche au vol.

L'essence du Zen, c'est le contrôle de l'esprit, du mental par le corps. *« Nous n'avons pas un corps. Nous sommes un corps »* avancent les adeptes du Zen. C'est par un effort détendu que l'on se réalise, que l'on se spiritualise. Nous nous situons ainsi dans la philosophie de *l'Être* et non de *l'Avoir*.

Le soufisme est une spiritualité. Le corps est au service de l'esprit d'où certaines pratiques de mortifications du corps. Rares, il est vrai, par les temps qui courent, certaines ascèses tendent à maîtriser cette coquille charnelle, source de vices. Au contraire, le Zen tire partie de la vie.

Il y a là le risque pour le Soufi de tomber dans une religion de l'imaginaire, les sens pouvant tromper sa lucidité, ses schèmes psychologiques et lui tendre le piège d'être obsédé par Satan. L'adepte du Zen n'échappe pas lui aussi à ce phénomène. Si pendant Zazen la posture et la respiration ne sont pas correctes, l'état d'esprit du pratiquant s'en fera ressentir.

Celui-ci acquerra des pouvoirs maléfiques –Joriki- qui, s'il s'amuse à les utiliser, seront destructeurs et fatals pour son expérience, telle l'utilisation mondaine et ludique de la télépathie.

Points Communs entre Zen et Soufisme :

La sollicitude d'un maître, la méditation, une auto thérapie par l'apprentissage des vertus du silence et l'arrêt du bavardage intérieur. La conception Zen de l'existence est très originale – autant d'approches, autant de pratiquants. Optimiste et joyeuse, elle cultive la faculté d'être émerveillé par n'importe quoi. C'est une approche subjective, abrupte des choses, plus proche de la nature que de la perception mentale des intellectuels.

Pendant Zazen, on ne recherche rien à atteindre. C'est comme quelqu'un qui épluche un oignon à la recherche d'un noyau, il trouvera le vide. Au commencement était le vide, ce qui ne signifie pas que le monde est réellement un rien mais que sa nature ne peut être saisie par aucun système de définition ou de classification fixe. Le pratiquant ne peut appréhender le fond des choses que s'il arrive à se débarrasser du bavardage intérieur qui le poursuit et le hante de la naissance à la mort et à créer un vide dans son mental. Pendant Zazen, on est inondé par les ondes Gamma, traversé par les forces géothermiques de la terre, on capte aisément le flux énergétique par le souffle. Après chaque séance, le pratiquant ressent une relaxation incomparable. Toutes ses obsessions se volatilisent. La quiétude et la sérénité se substituent au ressassement des idées qui submergent l'homme. L'esprit devient limpide, les chocs nerveux et l'anxiété émanant du cerveau disparaissent. À ce moment-là, le pratiquant commence à prendre conscience de soi-même et de l'univers, non seulement à l'aide des forces mentales de raisonnement dissimulées dans le cerveau, qui *« n'est qu'un organe du corps mais avec tout son corps »*. C'est la perception par le corps, l'intelligence du corps, la conscience biologique qui se manifeste. C'est la pensée au-delà de la pensée : conscience « Hichiryo ». Le soufisme n'est pas loin….

L'école « Rinzai » est la plus importante des écoles Zen. Elle vise, en plus du Zazen, à apprendre au pratiquant à assimiler et à saisir l'impulsion de la vie dans ses racines grâce au « Koan ». Cet exercice consiste en une question curieuse ou une problématique que le maître pose ou suggère au pratiquant. Ce dernier est censé la résoudre. L'énigme du « Koan » ne peut être décelée que si le disciple se débarrasse du raisonnement ambiant et parfois de l'entendement humain.

Il sort de cette opération exténuante, épuisé mais libéré de la pesanteur du connu. Ainsi, de nouvelles voies de conception et de perception compatibles avec la « vérité cosmique » pratiquée et connue des Soufis de l'islam s'ouvrent devant la personne humaine.

Au Maroc, nous avons adopté la pratique de l'école « Soto-zen » du Japon, qui correspond à notre environnement arabo-musulman.

Nous pratiquons Zazen, silencieusement, en respectant la posture et la respiration et seulement le Zazen. Il a pris ainsi une coloration locale, débarrassée de toutes les coquilles et les pesanteurs qui peuvent entacher notre foi islamique. Au Maroc, pays où la spiritualité est très vivante, le meilleur moyen de faire avancer le Zen, c'est de donner tort au Zen constitué.

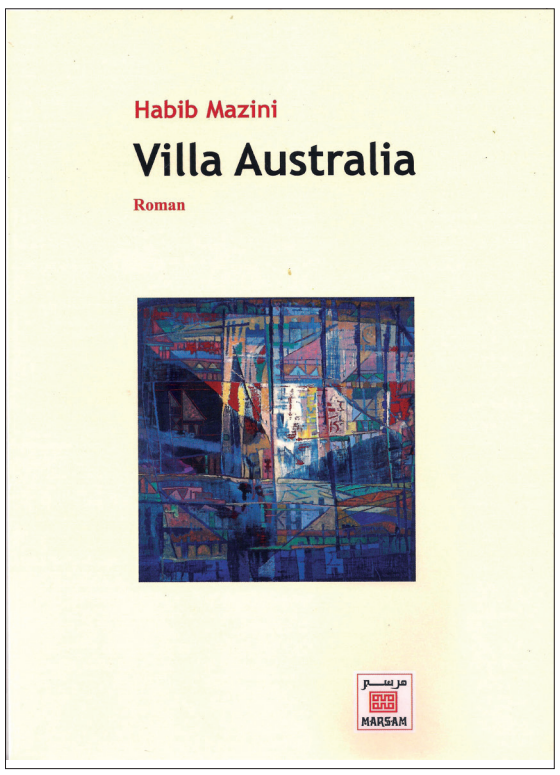
Une pratique nouvelle est en train de s'enraciner, s'inspirant du soufisme, adoptant les techniques de respiration du Zen. La pratique du RIEN, très proche des recherches développées par la physique sémantique et que j'appellerai dorénavant « Al Oummia Al Jadida »,- la virginité spirituelle- pratique dont le grand mérite est l'Acceptation de ne RIEN résoudre, de ne RIEN proposer. ■

Marche méditative (kin-hin) en pleine nature à Benslimane.

Villa Australia : reflet d'une société

PAR FATIMA ZAHRA RABBAJ

Comme dans presque tous ses romans précédents, Habib Mazini tisse son univers romanesque autour de Casablanca, cette ville qui le passionne et l'ensorcelle par ses personnages atypiques, pleins de contrastes. Son style demeure fluide et simple s'inspirant de la réalité marocaine. L'auteur nous embarque dans les années 90 où le pays a connu des événements multiples et intéressants à plusieurs niveaux. Sur le plan politique, Le Maroc allait connaître enfin l'alternance, souhaitée par la classe politique et voulue par le «Makhzen» comme l'explique l'auteur. Sur le plan économique, c'est le boom de la construction dans une ville où le foncier se raréfie au point de hisser la moindre parcelle à une pépite rare, d'où la multiplicité du trafic et des magouilles dans ce domaine. En effet, la presse de l'époque a fait l'écho des affaires immobilières et foncières qui avaient défrayé la chronique et conduit certains à la prison. Quant au niveau social, une nouvelle élite a émergé, avide de gain facile et rapide en plus de l'apparition d'une mafia spécialisée dans le domaine de l'immobilier et du foncier, capable de déterrer des dossiers concernant des biens abandonnés par des étrangers pour les vendre aux plus offrants. La villa Australia louée par la famille '' Halfaoui'' en faisait partie.



Villa Australia : Tout le monde sur le coup

Utilisant cette demeure comme une toile de fond pour son oeuvre, Habib Mazini s'en sert en métaphore pour nous décrire la société marocaine où deux familles, l'une aisée mais en déclin et l'autre en devenir, se déchirent, à couteaux tirés, pour acquérir ce bien comme bien précieux. Autour de ces deux familles, Halfaoui et Brahimi, gravitent un certain nombre de personnages : un vétérinaire véreux à l'affût de tout ce qui est foncier et immobilier et des intermédiaires, sorte de chasseurs de toits dont un agent de la conservation foncière et un ancien cadre des finances, deux énergumènes prêts à exhumer les opportunités foncières juteuses et vendre la mèche à tous ceux qui s'intéressent à ce business.

Le propriétaire entre en scène

La famille Halfaoui, locataire de la villa coulait des journées très calmes lorsqu'un événement surgit et bouscule leur quotidien, voire leur vie. Gilbert Teissaire, propriétaire de ladite demeure, arrive à Casablanca, après plusieurs années d'absence, pour vendre ce bien.

En effet, l'emplacement de cette villa et sa surface ont attisé la convoitise d'un nombre de prédateurs dont Doussri, un vétérinaire originaire d'Ouled-Said dans les environs de Settat, comme l'auteur d'ailleurs. Au contact des classes aisées, le virus du luxe le contamine. A cet instant-là, il décide de féconder son destin autrement en optant pour la pierre, une fée bienfaisante pour pas mal de gens.

Malheureusement, Gilbert Teissaire disparaît. La police entame ses recherches et le premier à être inquiété c'est Mehdi Halfaoui, le locataire.

Leur attachement viscéral à cette demeure, avec laquelle ils ont fait corps et risquent de la perdre, attriste Mehdi, le père, et sa femme, Batoul. Au fil des jours, le vieil homme s'enlise dans de sombres pensées. Il pleure son destin, grande est son humiliation et profonde est sa blessure. Ajoutons à cela, son usine de confection qui bat de l'aile. La famille Brahimi, quant à elle, dont le père était employé chez les Halfaoui comme homme à tout faire, convoite la villa. Pour arriver à leur dessein, un mariage a été décidé et organisé entre Omar Halfaoui et Nora Brahimi en vue d'un rapprochement pour enterrer la hache de guerre. Malgré cela, le problème de la lutte des classes, cher à Karl Marx, persiste.

Habib Mazini force le trait en nous décrivant le comportement humain face à l'argent, la descente en enfer, les déceptions, l'avidité et les magouilles. Tous les coups sont permis pour réussir. Qui des protagonistes aura le dernier mot ? ■

Habib Mazini.

La dérision me convient et me paraît appropriée pour évoquer le changement du profil sociologique d'une élite sociale.

Cinq questions à Habib Mazini

● ***Maroc Diplomatique - Votre public est plutôt hétérogène et de ce fait, vous faites partie des rares écrivains marocains qui écrivent pour les enfants et les jeunes. Quels enjeux derrière ce choix ?***

Habib Mazini - Ecrire pour les jeunes suppose une réelle exigence. D'aucuns pensent que c'est facile, qu'ils essaient et ils verront. Je le fais parce que c'est le seul moyen d'avoir de futurs lecteurs. Je le fais aussi pour donner à nos enfants des repères en accord avec leur environnement. Les histoires qui se passent à Casablanca ou à Taroudant, avec les animaux locaux, les réconcilient avec leur culture.

● ***Pourquoi Casablanca est-elle au centre des écrits de Habib Mazini ?***

Casablanca est un personnage de mes romans depuis *La faillite des sentiments.* J'y habite, j'y ai fait mes études et j'y vis. Je suis fasciné par le traitement que subit cette ville de la part d'une population hostile à toute émancipation citadine. J'arpente les quartiers et observe la vitalité qui les caractérise. Pour un romancier, la relation habitants/ville interpelle, car c'est un réel combat qui les oppose. Rome, Paris, Venise, Tanger et bien d'autres villes ont intéressé auteurs et cinéastes.

● ***Dans vos ouvrages, la bourgeoisie de cette métropole (ses branchés en général) est aussi une cible de vos railleries «Villa Australia» n'échappe pas à cette règle. Elle est si risible cette bourgeoisie?***

Peut-on écrire autrement ? La dérision me convient et me paraît appropriée pour évoquer le changement du profil sociologique d'une élite sociale. Villa Australia a cette ambition. Risible ou grotesque, je ne porte pas de jugement sur cette élite. Un édifice comme métaphore cristallisant des enjeux financiers et sociétaux, c'est un exercice déjà utilisé. Dans mon roman, la villa symbolise la fin d'une époque, culturellement parlant.

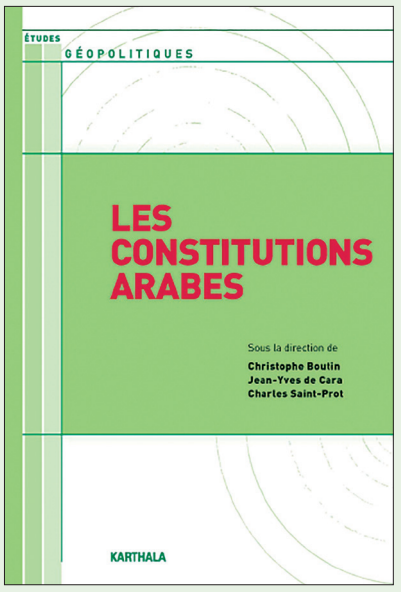
● ***Vous ne faites pas dans le style pompeux et choisissez plutôt un style simple et fluide. Êtes-vous des écrivains qui prônent la simplicité et l'accessibilité dans l'écriture comme outils de beauté stylistique ?***

Mon premier roman *La Basse-cour des miracles* s'inscrit dans cette pseudo rigueur héritée des écrivains français. J'espère en être guéri, depuis. La littérature américaine m'a beaucoup aidé. En matière d'écriture, simplicité et fluidité ne sont pas facilement accessibles. J'aime Marcel Pagnol, Michel Tournier, Italo Calvino, Herman Melville… et bien d'autres. La lecture est d'abord un plaisir. On a tendance à l'oublier souvent, surtout que sous nos cieux, le lecteur est une espèce en voie de disparition. Je m'y emploie aussi au niveau de la trame, puisque mes romans contiennent un cadavre et un flic, mais ne sont pas des polars pour autant.

● ***Y aura-t-il un prochain roman sur la Chaouia dont vous êtes originaire et particulièrement sur la campagne ?***

Je suis natif de Settat mais d'une famille berbère. Quant à mon prochain roman, il honorera un personnage historique du dix-neuvième siècle. Celui qui m'intéresse a eu un destin passionnant, sa vie est un roman. J'y travaille depuis quelques temps, et pense y arriver dans deux ou trois ans. ■

Les Constitutions arabes, *éd.Karthala*



Publié sous l'égide de l'Observatoire d'Études Géopolitiques (OEG) à Paris et du Centre Maurice Hauriou de l'université Paris Descartes et édité par les éditions Karthala dans la collection «Études géopolitiques», sous la codirection des professeurs Christophe Boutin, Jean-Yves de Cara et Charles Saint-Prot, le livre *Les Constitutions arabes* met en avant la singularité de l'expérience marocaine à travers, notamment, la réforme constitutionnelle de 2011.

L'ouvrage propose un état des lieux et une réflexion sur les évolutions ou les non-évolutions de chacun des 22 États membres de la Ligue arabe.

« Au rappel des principales dispositions constitutionnelles, les analyses proposent une présentation du cadre politique, une analyse de la pratique institutionnelle et un bilan des avancées ou des blocages que l'on peut constater, voire, dans certains pays, des situations de crise conduisant à bafouer l'État de droit ou à le caricaturer ».

S'exprimant à cette occasion, Charles Saint-Prot a précisé que l'intérêt de réfléchir aux évolutions politiques et institutionnelles dans le monde arabe, après la phase d'agitation que certains ont cru pouvoir appeler «Printemps arabe» à partir de 2011, est manifeste, notant qu'il est remarquable que les systèmes constitutionnels des pays arabes ne se rattachent, de manière globale, à aucune idéologie particulière.

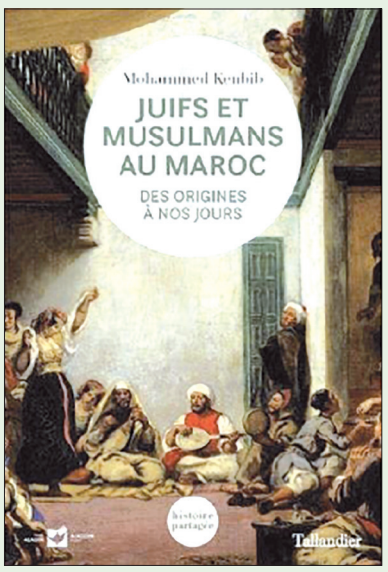
«Certains pays, ayant un plus solide héritage historique que d'autres - par exemple le Royaume du Maroc, constitué en État-nation depuis le IXe siècle -, ont davantage su faire prévaloir un modèle spécifique», a ajouté le DG de l'OEG, notant que *«de nos jours, force est de constater une sorte d'exception marocaine en raison du fait que ce pays poursuit une évolution tranquille dans le cadre d'une monarchie réformatrice».*

Pour sa part, Christophe Boutin de l'Université de Caen, a mis l'accent sur les identités croisées des constitutions arabes, soulignant le caractère spécifique du système marocain. Il a dans ce sens affirmé que *«le texte constitutionnel de 2011 a su faire évoluer le régime tout en conservant ses fondamentaux, sans céder aux sirènes de la transposition de modèles étrangers».* Plusieurs intervenants, notamment les professeur Jean-Yves de Cara, de l'Université Paris Descartes et Sciences Po Paris, et Philippe Lauvaux, de l'Université Paris II Assas-Panthéon, ont constaté que dans un monde arabe menacé par le chaos, les monarchies s'en sortent mieux que les autres, sans doute pour la raison qu'elles s'inscrivent dans la durée et qu'elles ont davantage *«le souci du bien commun que des calculs politiciens à court terme». »* ■

Juifs et musulmans au Maroc, des origines à nos jours

Mohammed Kenbib Ed. Tallandier

Avant le milieu du XXe siècle, les communautés juives du Maroc étaient fortes de 250.000 âmes coexistant avec dix millions de musulmans. Aujourd'hui, elles comptent moins de 3.000 personnes. L'auteur remet en perspective leur présence plus que bimillénaire dans le pays. Rappelant qu'elles formaient la première communauté juive du monde arabe, Mohammed Kenbib souligne leur contribution à l'histoire du Maroc, à sa culture, son patrimoine, son économie, ses échanges maritimes et sa diplomatie.



Il s'attache notamment à étudier la diversité des fondements de leurs relations avec les autres populations, quels qu'en aient été les aléas et les turbulences. En outre, il analyse les bouleversements provoqués par la présence européenne, le protectorat, la deuxième Guerre mondiale -principalement la Shoah- et le conflit du Moyen-Orient.

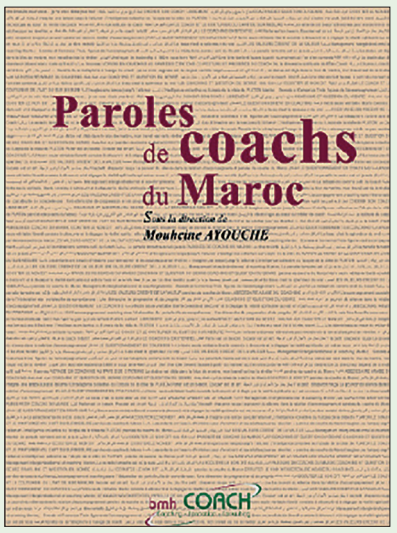
Il évoque aussi les juifs du Maroc d'aujourd'hui, ainsi que les liens que gardent avec ce pays près d'un million de leurs coreligionnaires d'origine marocaine vivant pour la plupart en Israël, en France, au Canada et ailleurs dans le monde. Enfin, en 2011, cas unique dans le monde arabo-musulman, une référence explicite à l' «affluent hébraïque» de la culture marocaine figure dans le Préambule de la nouvelle Constitution du royaume. ■

Paroles de coachs du Maroc

Sous la direction de Mouhcine Ayouche

Bmh COACH

Paroles de coachs du Maroc est le recueil des essais les plus marquants parus dans *les Cahiers de la HamaC*, réédités et réactualisés par un comité de lecture dirigé par Mouhcine Ayouche,



coach certifié PCC par *l'International Coach federation*, et préfacé par Rachid Belkahia, coach certifié, Vice-président de l'Institut Marocain des Administrateurs, enseignant et auteur d'ouvrages de référence. Ce livre contient également des textes inédits rédigés par des coachs professionnels reconnus, qui apportent leurs expériences, leurs points de vue différents, et leurs précieuses contributions à l'édifice du coaching marocain.

Né d'une volonté de s'approprier les savoirs liés au coaching, et de débattre d'un métier ancré dans la culture locale, *Paroles de coachs du Maroc* a d'abord pris la forme de Cahiers mensuels, des essais thématiques réalisés par des coachs soucieux d'apporter une valeur ajoutée à une pratique encore jeune au Maroc, et désireux de contribuer à une intégration saine du coaching et de la relation d'aide.

Aussi pour éviter les pièges et tentations de la standardisation et du « copier-coller », les coachs doivent-ils réfléchir de façon continue à leur métier et à la manière de le pratiquer, se donner les moyens de naviguer à l'aise aussi bien dans la théorisation que dans l'expérimentation et la mise en œuvre concrète.

Le coaching étant une discipline relativement jeune au Maroc, et qui connaît de nombreux développements liés à différentes écoles de pensées, de disciplines complexes et surtout à des pratiques diverses, il a constamment besoin d'un ressourcement théorique et d'un échange permanent entre pairs et professionnels. ■

Les Revenants

Ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France

David Thomson, Seuil LES JOURS.fr

Depuis 2012, des centaines de Français sont partis rejoindre des groupes jihadistes en Syrie. Plus de 600 sont toujours sur place, près de 150 ont déjà été tués, mais au moins 250 ont choisi de rentrer. David Thomson a rencontré ces « revenants ».

Bilel, Yassin, Zoubeir, Lena… Tous ont des profils différents. Certains sont revenus dégoûtés de la violence du champ de bataille syrien, voire des attentats qui ont endeuillé la France, et cherchent à se faire oublier, dans une liberté très surveillée. D'autres reviennent gravement blessés ou psychologiquement détruits. D'autres encore sont en prison, où leur regroupement pose de nouveaux problèmes qui semblent aujourd'hui insolubles. Certains, enfin, sont de retour pour continuer le jihad dans leur pays.

Dans le plus grand secret, David Thomson a recueilli leurs témoignages. Il y a urgence.

Journaliste à Radio France Internationale (RFI), David Thomson travaille sur le jihadisme depuis une dizaine d'années. Il a déjà publié

Les Français jihadistes (Les Arènes, 2014), dont le retentissement a été considérable. ■